

Un incident technique a fait « sauter » l'éditorial de ce numéro à l'imprimerie. Nous faisons contre mauvaise fortune bon cœur en en profitant pour intégrer à cet éditorial quelques enseignements à chaud de l'événement qu'a constitué le vote « non » des salariés d'EDF-GDF au référendum sur leur régime de retraite. A quelque chose malheur aura été bon...

Éditorial

PRIVATISATIONS ET RETRAITES : LES SALARIÉS D'EDF-GDF ONT DIT « NON » !

Le 9 janvier, plus de 53 % des salariés et retraités d'EDF-GDF ont rejeté les propositions de « réforme » de leur régime de retraite, préalable à la privatisation de l'entreprise. Chez les salariés en activité le vote « non » a été plus massif encore. Les travailleurs ont déjoué le piège qui leur était tendu par ce référendum organisé de concert par le PDG François Roussely et le secrétaire général de la Fédération CGT de l'Énergie, Denis Cohen. Ils ont résisté aux très fortes pressions destinées à obtenir un vote favorable ; ils ont surmonté les obstacles représentés par leur dispersion dans des sites nombreux, ainsi que les grandes difficultés qu'ont rencontrées les opposants à l'accord pour s'exprimer. Ainsi que les commentateurs l'ont relevé, ce vote est un vote contre la privatisation de l'entreprise, contre les accords conclus à Barcelone par Lionel Jospin comme par Jacques Chirac, contre un plan longuement mijoté sous le gouvernement de la gauche plurielle par deux « modernistes » acquis à « l'inévitable adaptation » aux politiques néolibérales.

L'appareil réuni autour de Cohen pensait « faire avaler la pilule » moyennant des promesses attractives de maintien d'une retraite correcte. Les salariés et les retraités n'ont pas été dupes. A la veille de l'ouverture des négociations sur « l'avenir du système des retraites » et après les discours de Chirac, de Raffarin et des autres ministres sur « l'inéluctabilité » de réformes, leur vote a donc aussi le sens d'un vote, au nom de tous les travailleurs, contre les projets du gouvernement et du Medef. Les salariés d'EDF-GDF ont coupé court aux réflexes corporatistes nourris par les syndicats, réflexes que Cohen pensait pouvoir exploiter. Le travail des militants du PT, de Lutte Ouvrière et de la LCR, des communistes oppositionnels ou des ex-communistes de la CGT, celui des militants de SUD les y a aidé, et a permis que se manifeste de nouveau au grand jour la réserve d'énergie et de réflexion politique autonome accumulée dans les tréfonds de la classe ouvrière.

DIRECTIONS

VOUS DEVEZ RESPECTER LES RÉSULTATS

Face au silence persistant de la plupart des courants de l'extrême gauche française et internationale, on ressentirait presque une certaine « gêne » à revenir et à insister à nouveau sur la nécessité d'apprendre et de tirer des enseignements du processus révolutionnaire argentin... Ces questions sont pourtant incontournables pour quiconque veut défendre aujourd'hui d'une perspective révolutionnaire socialiste.

Sur le processus révolutionnaire en cours et certains problèmes stratégiques qui y sont posés

Il convient tout d'abord de souligner qu'un an après les journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001, l'Argentine reste pleinement immergée dans ce que, à défaut d'un terme plus précis et compte tenu de la difficulté ou de l'impossibilité d'utiliser, face à une situation radicalement nouvelle, des catégories forgées à d'autres moments historiques, on appellera « un processus révolutionnaire en cours ».

Aucune issue à la crise ne se dessine à échéance prévisible. La catastrophe économique et sociale perdure, voire s'aggrave encore. Les institutions de la domination bourgeoise (gouvernements, partis, justice, armée, police...) sont toujours aussi discréditées et rejetées. Il est significatif que personne ne soit aujourd'hui en mesure de prévoir ce qui pourrait sortir de l'élection présidentielle fixée en principe au 27 avril 2003, et que l'on n'ait même aucune

certitude que ce scrutin se tiendra effectivement à cette date.

Quant au processus de mobilisation et d'organisation indépendantes, au « mouvement vers l'autonomie politique » auquel participent activement quelques centaines de milliers d'exploités et d'opprimés (avec le soutien ou la sympathie de couches plus larges), il se poursuit, s'approfondit et s'est diversifié. Il commence même à se centraliser, du moins au niveau territorial/local où les convergences entre organisations piqueteras, assemblées populaires, syndicats combatifs et entreprises « récupérées » par leurs travailleurs se sont développées de façon notable.

Depuis la rédaction de *Que se vayan todos* – Le peuple d'Argentine se soulève (dorénavant, ici, QSVT), terminée en juillet dernier, un phénomène nouveau et marquant a été l'extension nationale de ce mouvement des « entreprises récupérées », c'est-à-dire remises en marche par

leurs travailleurs, sous des modalités très diverses, après que les patrons aient mis la clé sous la porte. Ce mouvement d'autogestion ouvrière concerne désormais pas loin de 200 entreprises petites ou moyennes (ayant néanmoins, pour certaines, jusqu'à plusieurs centaines de salariés), dans pratiquement tous les secteurs de l'industrie (minière, manufacturière, agro-alimentaire) ainsi que dans des services (notamment la santé).

Par ailleurs, les manifestations qui se sont tenues à Buenos Aires pour le premier anniversaire de l'argentina-zo ont constitué un autre signe de ce que la dynamique de révolte et de radicalisation se poursuit : l'échec du rassemblement de la CTA (Centrale des travailleurs argentins, principale expression politico-syndicale du néoréformisme qui se veut « anti-néolibéral » sans être anticapitaliste ni anti-impérialiste) a contrasté avec la réussite de la manifestation appelée par les organisations d'extrême gauche et par les secteurs les plus combattifs du mouvement de masse, qui a réuni plus de 50 000 participants.

En même temps, le problème de l'alternative politique continue à se poser dans des termes à peu près inchangés : les travailleurs argentins savent de mieux en mieux ce dont ils ne veulent plus, mais toujours pas par quoi on pourrait remplacer ce qui a fait faillite. Au plan décisif de l'organisation politique, rien n'est venu non plus modifier le panorama d'éparpillement, non seulement organisationnel mais également politique et stratégique. La division de l'extrême gauche s'est même accentuée suite à de nouvelles ruptures dans certaines organisations. Et quelles que soient les affirmations autoproclamatrices des uns ou des autres (la

« palme » en la matière revenant certainement aux deux plus importantes organisations trotskystes, le MST et le PO), aucune force politique d'extrême gauche ne se dégage et n'apparaît en mesure de cristalliser autour d'elle la radicalisation politique, de manière si ce n'est majoritaire du moins un minimum significative par rapport aux organisations « concurrentes ».

« SOCIALISME OU BARBARIE » AU XXIÈME SIÈCLE

L'Argentine traverse donc, dans les conditions nouvelles de ce début de siècle (mondialisation capitaliste, crise et offensive tous azimuts de l'impérialisme, riposte du mouvement de masse ascendante mais toujours grevée par la « crise d'alternative » héritée du traumatisme infligé par le stalinisme), une situation que l'on pourrait comparer, mutatis mutandis, sous l'angle de l'auto-activité des masses, de la centralité de la classe des travailleurs et de la profondeur du processus révolutionnaire, à la situation du Portugal entre 1974 et 1976. Mais l'intérêt d'une telle comparaison est aussi de relever immédiatement que les différences sont considérables. La bourgeoisie portugaise disposait de marges de manœuvres économiques (l'entrée dans l'Union européenne ayant y compris permis par la suite une phase de développement capitaliste) ainsi que politiques : aidée par la bourgeoisie européenne et internationale ainsi que par le stalinisme (le Parti communiste portugais était alors un parti « ouvrier » de masse), la social-démocratie portugaise avait réussi au bout de deux ans à liquider l'auto-organisation et à mener à bien

un processus réactionnaire de stabilisation de la démocratie bourgeoise. Aujourd'hui, à l'époque du capitalisme mondialisé, et surtout dans un pays dépendant, dominé et dévasté par l'impérialisme, de telles marges de manœuvre sont inexistantes : ni perspective d'une issue économique, ni partis pro-capitalistes de masse ayant la confiance des travailleurs, ni illusions dans la démocratie bourgeoise. L'Argentine présente ainsi une configuration où la bourgeoisie et l'impérialisme maintiennent leur domination strictement « par défaut », non grâce à des restes d'une vitalité propre, mais exclusivement du fait de l'absence de perspective alternative dans le camp ouvrier et populaire.

Vue de France, pays impérialiste, riche et toujours relativement stable, cette situation est souvent difficile à comprendre. On entend fréquemment, dans les milieux militants, la réflexion selon laquelle la crise actuelle ne pourra pas continuer indéfiniment, qu'il faudra bien qu'elle se résolve dans un sens ou dans un autre. C'est indubitable « à terme », mais il reste que pour l'instant, aucune issue bourgeoise n'a même commencé à se dessiner. Les contradictions du « modèle » économique de saccage impérialiste qui a été imposé dans les années quatre-vingt-dix sont telles qu'elles interdisent toute sortie de crise dans ce même cadre économique – sauf à infliger aux masses une très grande défaite et à leur faire subir une répression terrible. Or, un coup d'État militaire apparaît toujours aussi impossible, compte tenu de l'absence de toute base sociale qui le soutiendrait à l'intérieur du pays, hors les cercles numériquement très restreints de la grande bourgeoisie – sans parler d'une intervention impérialiste direc-

te (QSVT, pages 19-20, 61-62 et 221-222). Cela signifierait aujourd'hui, à coup sûr, l'ouverture d'une guerre civile aux conséquences incalculables, et l'on comprend donc que ni la bourgeoisie argentine ni l'impérialisme US ne veuillent en ce moment l'envisager. Mais ce qui est tout aussi notable, et même d'une importance politique fondamentale, c'est la complète inanité des solutions dites « anti-néolibérales », préconisant un retour à des formes de développement économique national sans rupture avec le capitalisme et l'impérialisme, dans le cadre de politiques plus ou moins « néo-keynésiennes ». Il faut rappeler que le gouvernement De la Rúa, renversé l'an dernier par la semi-insurrection populaire, s'était revendiqué d'une telle politique avant de capituler très vite (et sur toute la ligne) devant les exigences de l'impérialisme et du capital financier. Aujourd'hui, une perspective de même type est reprise par les forces qui réoccupent l'espace politique du « centre gauche », principalement l'ARI (Alliance pour une république d'égaux) dirigée par Elisa Carrió et la CTA, mais aussi certains secteurs du péronisme développant à nouveau un discours populiste-nationaliste (Rodríguez Sáa à « droite », Kirchner à « gauche »). On ne peut certes pas exclure une arrivée prochaine au gouvernement des uns ou des autres, mais ce qui est dans tous les cas certain, c'est qu'il n'en résulterait aucun type de stabilisation politique et qu'à l'inverse, les vainqueurs d'un jour et par défaut (car l'abstention dans les prochaines élections sera de toute façon considérable, et peut-être majoritaire) se trouveraient très vite encore plus discrédités. La raison en est simple : aucun plan de relance de l'économie nationale,

et par conséquent aucune amélioration de la situation des travailleurs et des couches opprimées, n'est même envisageable si l'on continue à payer l'écrasante dette extérieure, si l'on n'instaure pas un très strict contrôle des changes et du commerce extérieur, si l'on ne remet pas en cause la domination des multinationales étrangères et celle des quelque trente groupes industriels et financiers nationaux étroitement liés au capital financier international ; si, en définitive, on ne s'attaque pas radicalement au problème de la propriété des grands moyens de production et de distribution, et dans ce cadre au pouvoir économique de la finance mondialisée.

Hier, en France sous Jospin, comme aujourd'hui au Brésil sous Lula, et comme partout ailleurs, « une autre politique n'est pas possible » si l'on refuse de s'engager dans la rupture avec le capitalisme et l'impérialisme. La « particularité » de l'Argentine, conséquence du niveau inédit de l'effondrement économique et social, est que cette réalité politique universelle y est beaucoup plus immédiate qu'ailleurs. Une expression politique en est d'ailleurs que les forces « anti-néolibérales » mentionnées ci-dessus, non seulement ne suscitent dans les masses aucun enthousiasme, mais sont elles-mêmes en proie à des crises permanentes.

Après avoir longuement hésité, la direction de la CTA a finalement décidé de se lancer dans la construction d'un « mouvement politico-social » qui, en même temps qu'il défendrait une orientation « anti-néolibérale », sans remise en cause des rapports de production capitalistes et des rapports de domination impérialistes (orientation élaborée notamment à partir des travaux des économistes du « Plan Phénix », voir QSVT,

pages 206-208), viserait à constituer une représentation politique « des travailleurs » s'inspirant de l'exemple du PT brésilien.

Les conditions économiques et politiques sont cependant tout à fait différentes de celles qui prévalaient au Brésil en 1980, lors de la formation du PT. Pour ne citer qu'un aspect, il y a une contradiction insurmontable entre la volonté de lancer un parti des travailleurs et celle de le doter dès le départ d'un programme... pro-capitaliste. Le PT brésilien s'est développé en tant que représentation politique ouvrière parce qu'il défendait à l'origine un programme de lutte et d'indépendance de classe, pour le socialisme, ce même programme qu'il a maintenant totalement et clairement renié.

D'autre part, la CTA est confrontée et s'affronte politiquement à une assez puissante extrême gauche, politique mais aussi sociale (piqueteros, assemblées populaires, syndicats et tendances syndicales lutte de classe). Contrairement au PT brésilien des origines, sa direction a d'ailleurs bien pris soin de l'exclure explicitement par avance de son projet de nouveau parti. Celui-ci, quelles que soient ses possibilités (bien aléatoires) de succès, se trouve ainsi tourné directement contre l'indépendance de la classe des travailleurs et contre le développement de leur mouvement autonome. A ce dernier, la CTA oppose la collaboration avec les institutions de l'État à travers la dite « démocratie participative » (à propos des rapports entre CTA et auto-organisation, voir dans ce numéro l'article sur l'Argentine de François Chesnais).

Dans les conditions qui viennent d'être exposées, la seule perspective plausible à une échéance un peu prévisible est donc celle d'une pour-

suite/aggravation de la crise. Autrement dit, l'Argentine offre une illustration saisissante de l'alternative socialisme ou barbarie telle qu'elle se pose déjà de façon immédiate et concrète dans de nombreux pays dépendants, et telle qu'elle tendra de plus en plus à se poser à l'échelle mondiale : tant que les travailleurs et les masses opprimées ne seront pas en mesure d'opposer au capitalisme mondialisé une alternative propre de pouvoir, la société ne fera que s'enfoncer davantage dans la crise. Quant à l'éventualité d'une issue contre-révolutionnaire qui parviendrait à s'imposer en profitant d'un épuisement du mouvement de masse, il va sans dire qu'elle signifierait un nouveau et effrayant saut qualitatif dans la barbarie.

AUTONOMIE, POLITIQUE ET POUVOIR

« L'extrême gauche argentine offre une sorte de leçon de choses à grande échelle des limites des conceptions qui ont dominé la gauche révolutionnaire internationale pendant le siècle écoulé », avons-nous écrit dans QSVT en regrettant « la division et les pratiques de micro-appareils, l'autoproclamation et le substitutisme qui y règnent en maîtres » (page 223). Cette description concerne évidemment les expressions « réellement existantes » de la gauche révolutionnaire argentine, lesquelles se sont historiquement réclamées d'un trotskysme orthodoxe : la plupart des forces issues de la tradition « moréniste », d'où proviennent la majorité des militants comme des organisations actuelles, ainsi que l'organisation dirigée par Jorge Altamira, qui avant de prendre son indépendance avait été membre dans les années soixante-70 du cou-

rant « lambertiste ».

Il faut néanmoins signaler que le trotskysme hétérodoxe, « pablo-mandéliste », quoique disparu en Argentine, a également une responsabilité. Historique, certes, par les conséquences de son soutien au courant hyper-opportuniste de Posadas dans les années quarante-50, puis à la stratégie de « guerre de guérilla » du PRT-ERP dans les années soixante-70 (voir QSVT, pages 94-96). Mais aussi et surtout actuelle : dans le Brésil voisin, dont le poids est si fondamental pour tout le cône sud latino-américain, la trahison de la tendance Démocratie Socialiste, qui s'est intégrée au gouvernement pro-capitaliste et pro-impérialiste de Lula-Alencar, est un coup porté non seulement contre les travailleurs et les paysans sans terre de ce pays, mais aussi contre le processus révolutionnaire argentin.

Cependant, tirer ce bilan de carence voire de faillite ne justifie pas d'abandonner la tâche de construire « un mouvement ou parti anticapitaliste et anti-impérialiste offrant un cadre d'organisation large, permanent et démocratique aux hommes et aux femmes qui se portent à la tête des luttes, dans le but d'aider à centraliser les processus d'auto-organisation, de préciser les tactiques à suivre et surtout d'offrir une stratégie d'ensemble face aux possédants et à leur État », « en termes de perspectives et d'alternative globales de pouvoir des exploités et des opprimés » (QSVT, page 222). Aucune classe n'a jamais révolutionné ni ne révolutionnera jamais une société sans disposer d'une organisation portant un programme et un projet alternatifs globaux, c'est-à-dire politiques. Refuser de prendre à bras-le-corps la tâche de les construire (ou, ce qui revient au même, attendre avec fatalis-

me qu'ils surgissent « spontanément ») signifie refuser de poser la question du pouvoir, donc « renoncer à arrêter la catastrophe en cours et en général à changer la société » (QSVT, page 222).

C'est ce que font en Argentine une série de courants politiques dits « autonomes » ou « autonomistes », qui s'inspirent à des degrés divers des théories de Toni Negri et Michael Hardt (Empire) ainsi que d'un universitaire irlandais installé au Mexique et très lié au mouvement néo-zapatiste, John Holloway, qui vient de publier en Argentine le livre au titre éloquent *Cambiar el mundo sin tomar el poder* (Changer le monde sans prendre le pouvoir). Il faut cependant souligner qu'au-delà des forces militantes qu'ils peuvent organiser directement, ces courants sont en symbiose avec un sentiment assez répandu parmi les travailleurs et les jeunes actifs dans les luttes et les processus d'organisation, dans une situation marquée par un rejet général de toute la « classe politique » et de ses dérisoires jeux de pouvoir ; et que ce sentiment est cependant d'autant plus fort que les conceptions instrumentales et manipulatoires qui prédominent au sein de l'extrême gauche font obstacle à la centralisation et à la maturation politiques de l'auto-organisation.

Le spectre politique autonome ou autonomiste comprend notamment, au sein du mouvement piquetero, deux organisations qui sont issues de la tradition de la guérilla des années soixante-dix : Quebracho, très influente au sein de la Coopération des Travailleurs-Chômeurs Anibal Verón, et Patria Libre, qui dirige le mouvement Barrios de Pié.

On peut également y inclure, avec quelques nuances, le mouvement politique de Luis Zamora, Autodéter-

mination et Liberté. Cette formation est aujourd'hui en crise et en net recul. Elle a d'abord subi le contre-coup de sa tentative, rapidement avortée, de former un bloc pour le boycott de la prochaine élection présidentielle avec les forces néoréformistes, ARI et CTA, en excluant a priori d'un tel front l'ensemble de l'extrême gauche. Puis elle s'est divisée dans des conditions lamentables, qui ont fortement entamé sa crédibilité. Le mois dernier, Zamora et son entourage proche ont en effet prononcé l'exclusion de celui qui était le second député fédéral d'A & L, le vieux militant métallo de l'ancien MAS José « Cuero » Rosselli, ainsi que de tous les membres du mouvement qui ont ensuite osé s'élever contre ce procédé assez peu « libre » et « autodéterminé », voire plutôt « vieux style », avec y compris des accusations de type moral, sans fondement. Notons que selon le secteur exclu, le fond politique de la rupture résiderait dans le refus de Zamora et de ses proches de créer un véritable mouvement militant, qui se dote d'une politique et d'une stratégie ainsi que d'un fonctionnement démocratique. Les errements et l'évolution d'A & L justifient en tout cas un retour critique sur un passage qui lui était consacré dans QSVT (page 39 ; d'autres références faites dans le livre se sont au contraire avérées prémonitoires). Zamora a en fait bénéficié, à partir des élections de 2001, du prestige qu'il avait gagné par son rôle de figure publique du MAS des années quatre-vingt (voir QSVT, pages 103-105), parce qu'il a su aussi surfer sur les profondes aspirations démocratiques de la société que, contrairement à d'autres, il paraissait comprendre. Mais son mouvement n'incarnait décidément pas l'avenir, et le processus révolu-

tionnaire a sanctionné sans pitié ses graves limites politiques et méthodologiques.

Cela dit, les marxistes révolutionnaires qui défendent une perspective authentiquement socialiste, celle de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, à l'opposé des diverses conceptions du parti-guide et de l'État fort prétendument ouvrier, partagent avec les courants « autonomistes » la préoccupation de lutter pour que les exploités et les opprimés s'organisent et agissent indépendamment et contre l'État et les partis institutionnels. Mais l'accord s'arrête malheureusement là. Car pour la grande majorité de ces courants, l'autonomie n'a pas pour objectif stratégique de construire des structures démocratiques de double pouvoir ayant vocation à se centraliser pour renverser révolutionnairement l'État bourgeois et instaurer un nouveau pouvoir prolétarien, mais de développer des « contre-pouvoirs » décentralisés et permanents qui sont supposés pouvoir supplanter, à la longue et par la pure valeur de l'exemple, le système capitaliste et son État.

On trouve là, assez clairement, une certaine filiation ou convergence politique avec l'anarchisme, du moins avec sa tradition largement majoritaire. Durant la révolution espagnole, les militants de la CNT-FAI ont mené en Aragon et en Catalogne des expériences assez exemplaires d'auto-gestion ouvrière et paysanne, dont les trotskystes feraient bien de s'inspirer. Mais l'anarchisme a aussi refusé de lutter pour leur centralisation en pouvoir alternatif face au pouvoir d'État bourgeois de la « République espagnole ». Et tout à l'opposé, il a fini par s'intégrer au gouvernement de front populaire et ainsi désarmer les masses face à la bourgeoisie « dé-

mocratique », au stalinisme et, par voie de conséquence, au fascisme. Quelques anarchistes se sont cependant opposés à cette politique. Ce fut notamment le cas, et avec vigueur, de Camillo Berneri. Sa polémique avec la dirigeante « ministérielle » de la CNT Federica Montseny est éclairante (les principaux textes en sont publiés dans le tome II de L'anthologie de l'anarchisme de Daniel Guérin). Berneri défendait, peu avant d'être assassiné par les staliniens, non seulement l'indépendance de classe, mais aussi la nécessité incontournable, afin de vaincre le fascisme, de mener une lutte centralisée pour le pouvoir des travailleurs. Avec cette variante-là d'anarchisme, les marxistes révolutionnaires conséquents ont au minimum de larges plages d'accord...

Trente ans plus tard, spécialement pour l'édition du livre de Guérin, Montseny publiait une « mise au point », qui était aussi une « autocritique » quant à la participation de la CNT au gouvernement du front populaire. Ce qui est frappant, et vraiment dramatique, c'est que cette autocritique ne portait nullement sur le fait que la CNT-FAI avait refusé de développer une lutte autonome et centralisée des travailleurs pour vaincre le fascisme et pour instaurer en Espagne leur propre pouvoir. D'une part, elle affirmait qu'un choix contraire n'était en réalité pas possible (l'entrée au gouvernement ayant été imposée « par la force des choses ») et qu'il n'aurait de toute façon pas permis d'inverser le cours des événements. D'autre part, elle ne faisait que regretter le fait qu'en entrant dans ce gouvernement, qui plus est au même moment où y entraient « deux communistes » (en réalité, deux staliniens), l'anarchisme espagnol s'est laissé salir par le pou-

voir et la politique. Et de conclure : « Après un glissement vers la politique, après une expérience gouvernementale, dans laquelle certains s'égarèrent, et se perdirent même pour toujours, une écrasante majorité est revenue aux sources, à jamais guérie de toute velléité politique, convaincue que seule l'action directe des travailleurs peut amener la transformation sociale qui libère l'homme et supprime la société de classe. »

Pourquoi citer ici ce vieux débat à l'intérieur du mouvement anarchiste ? Parce que c'est l'occasion de souligner que les courants politiques organisés dit « autonomes », qui ont surgi et qui agissent aujourd'hui en Argentine, sont très majoritairement « sur la ligne » de Federica Montseny et non sur celle de Camillo Berneri.

Comment peut-on donc en finir avec le capitalisme sans prendre le pouvoir au niveau de l'État (afin de détruire les structures de l'État bourgeois et de lui substituer un « État non-Etat » appelé dès le début à dépérir en même temps que les rapports marchands), et en se limitant au contraire à développer des « contre-pouvoirs » qui ne se centralisent pas et ne s'érigent pas en pouvoir alternatif ? Le plus extraordinaire est que les « autonomistes » ne répondent pas, et que même ils revendiquent leur absence de réponse. Le livre cité de John Holloway est, sur ce point, pathétique. Sa thèse centrale est que le pouvoir est mauvais en lui-même quelle que soit sa nature, que pouvoir égale obligatoirement bureaucratie et oppression, la preuve étant que les tentatives révolutionnaires du XX^e siècle ont débouché sur le stalinisme et finalement sur le maintien de la domination du capital. A la fin de son ouvrage, après avoir longuement expliqué que

combattre le capital implique de ne pas s'emparer du pouvoir au niveau de l'État, Holloway accepte de poser la question de ce que pourraient être les éventuelles voies alternatives afin de changer la société. Mais c'est pour signaler aussitôt qu'il « ne sait pas » comment faire, et qu'il faut donc continuer à y réfléchir...

Sa principale référence politique (et très souvent la référence politique des différents courants autonomes) est celle du mouvement néo-zapatiste, dont l'action depuis une dizaine d'années a pourtant fort peu fait avancer la lutte des indiens du Chiapas, et beaucoup moins encore celle des travailleurs et du peuple mexicains dans leur ensemble. Quant à la phrase emblématique et la plus citée par les « autonomistes », c'est la devise du sous-commandant Marcos, « caminamos preguntando » : « nous avançons en posant des questions ». Dans un texte de réponse à Holloway non encore édité, Andrés Méndez, un militant argentin qui est membre du conseil de rédaction de la revue Herramienta, du mouvement politique Nuevo Rumbo (Cours Nouveau) et du groupe des économistes de gauche (EDI), fait remarquer à juste raison que s'il est nécessaire de se renseigner à tout moment pour éviter de prendre les mauvais chemins et pour rectifier son parcours, on ne peut aller nulle part si l'on ne se fixe pas au préalable un objectif à atteindre et si l'on ne suit pas ensuite un cap, même approximatif ; qu'une question sans réponse n'est pas une question mais une énigme, tout comme à l'inverse, une réponse sans question n'est pas une réponse mais une simple affirmation gratuite.

Entre les certitudes ossifiées de l'extrême gauche traditionnelle et l'empirisme érigé en méthode absolue des

nouveaux « autonomes », il y a donc place pour une approche plus dialectique. Celle qui reconnaît la nécessité d'une organisation politique des travailleurs ayant pour but la révolution et le socialisme, mais qui ne prétende pas détenir la vérité infuse et soit au contraire capable d'apprendre des masses, tout comme elle doit aussi leur apprendre en transmettant une expérience historique et en formulant les éléments d'un programme ; qui ne se substitue pas ni ne tente de s'imposer au mouvement d'auto-organisation, mais se place au service de son développement et de sa centralisation, et demain au service d'un nouveau pouvoir ouvrier et populaire ; qui défende et fasse progresser dès à présent une politique non seulement anticapitaliste mais aussi anti-bureaucratique (dès aujourd'hui et pour demain), etc.

Ce type de compréhension est d'autant plus nécessaire que l'État argentin et ses différentes institutions, ses forces de répression et y compris ses partis, même gravement en crise et totalement discrédités, demeurent. Ils continuent et continueront donc à gouverner, même très mal, au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme, tant qu'ils ne seront pas détruits et remplacés. Tout comme la classe capitaliste continuera à exploiter et à imposer ses conditions, y compris aux entreprises provisoirement récupérées et fonctionnant en autogestion, tant qu'elle ne sera pas détruite en tant que classe. Leur force matérielle reste considérable, sans parler de la force matérielle de l'impérialisme. Et il n'y aura aucune alternative ouvrière et populaire viable qui ne soit pas assise sur la construction d'un pouvoir matériel, donc politique et centralisé, qui leur soit supérieur.

Avons-nous quelque chose à apprendre pour notre intervention militante, ici en France, des événements qui se déroulent depuis un an en Argentine ? A première vue, il peut sembler artificiel de dégager des leçons de ce qui se passe dans un pays non seulement dominé mais ruiné par les puissances impérialistes dans des proportions inouïes. La situation et la dynamique des forces sociales sont sans commune mesure avec ce que nous vivons ici. La France, qui est dans le peloton des pays les plus riches de la planète, connaît certes les effets de la récession comme les autres pays impérialistes. Mais le degré d'exploitation et de misère touchant les classes populaires est sans commune mesure avec ce que subit une grande partie de la population en Argentine.

A propos de la crise en Argentine, quelques réflexions concernant la lutte de classe en France

Le propos de cet article n'est pas de comparer les situations présentes de l'Argentine et de la France. Il est de commencer à prendre acte que les masses révoltées et mobilisées en Argentine nourrissent la réflexion des marxistes révolutionnaires sur les questions vitales pour l'avenir du prolétariat mondial, à savoir le rôle d'un programme et l'importance spécifique des différentes formes d'organisation et de lutte. Il est de tenter de cerner nos tâches, à partir de ce que nous pouvons comprendre ici de ce qui continue à se jouer en Argentine,

pour nous préparer à prendre une place adéquate dans les luttes futures qui éclateront en France.

C'est évidemment avant tout à partir des articles publiés depuis plus d'un an sur l'Argentine dans Carré rouge et surtout du livre de François Chesnais et de Jean-Philippe Divès « Que se vayan todos ! », Le peuple d'Argentine se soulève qu'une amorce de réflexion de cet ordre est possible. Il faut une fois de plus insister sur la nécessité de lire cette synthèse remarquable qui replace les événements, à la fois dans le cadre de la mondialisation du capital des trente

dernières années, et dans l'histoire des luttes de classes en Argentine depuis le début du XX^e siècle.

**LA CURÉE
DES ENTREPRISES
FRANÇAISES ET
NOS RESPONSABILITÉS**

Il y a tout d'abord un front idéologique sur lequel nous avons ici à combattre. Pour expliquer l'effondrement de l'économie argentine, tous les tenants « démocratiques » de l'ordre capitaliste ont stigmatisé à l'envi le comportement des gouvernants argentins et même parfois la rapacité et la corruption des « élites » de ce pays. Évidemment il s'agissait pour eux de dédouaner le comportement du FMI et de la Banque mondiale. D'autres commentateurs liés au mouvement altermondialiste ont par contre pointé vigoureusement la responsabilité de ces instruments du capitalisme mondial.

Mais il a été beaucoup plus rare de lire ou d'entendre des mises en cause des firmes et banques françaises qui opèrent depuis des années en Argentine. Pourtant elles portent elles aussi, à côté d'entreprises américaines, espagnoles ou italiennes, une responsabilité importante dans la situation catastrophique qui frappe le peuple argentin. Certaines, comme le Crédit Agricole, ont décroché depuis quelques mois, non sans avoir réalisé avant des profits considérables. D'autres considèrent que le pillage des ressources de l'Argentine et l'exploitation des travailleurs argentins restent une affaire très intéressante.

Les dirigeants et gros actionnaires du Crédit Agricole, de France Télécom, de Carrefour, d'Auchan, de Renault, du groupe de négoce alimen-

taire Louis Dreyfus, de la Lyonnaise des Eaux et de Vivendi Environnement devraient être tenus pour des criminels économiques et dénoncés comme tels. Il en va de même des gouvernants français actuels, qui appuient les exigences de ces groupes, tout comme l'ont fait il y a encore quelques mois les gouvernants de la gauche plurielle. Les chômeurs argentins et leurs enfants pouvaient bien mourir de faim, Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, faisait des démarches officielles, en février dernier, pour demander aux dirigeants argentins d'assurer la sauvegarde des « intérêts des entreprises françaises ».[1]

Le premier devoir des organisations politiques, syndicales et associatives du mouvement ouvrier français serait de dénoncer le pillage perpétré par les grands groupes capitalistes français avec la complicité des gouvernants de gauche et de droite, sur le dos du peuple argentin. Des ennemis des travailleurs argentins sont dans notre propre pays, la France, et la moindre des choses serait de le faire savoir. Leur second devoir serait de recueillir le maximum de données sur la nature et l'importance de ce pillage et de cette exploitation made in France, afin de transmettre ensuite ces informations concrètes aux organisations argentines.

**ARGENTINE-FRANCE :
LE CONTENU
INTERNATIONAL DE
LA LUTTE DES CLASSES**

Politiquement l'Argentine ne fait pas recette en France. Sur le plan éditorial dans les librairies, Jospin, Raffarin, Bush ou Ben Laden sont plus porteurs que le peuple argentin en lutte. Aucun ouvrage en français en

dehors de Que se vayan todos ! dont les comptes rendus dans la presse, y compris d'extrême gauche, ont brillé par leur rareté ou leur inexistence. Les reportages dans la grande presse ou à la télévision sur l'Argentine ont été peu nombreux depuis un an. Ils ont avant tout insisté sur le désastre social et sur la banqueroute financière de l'État argentin.

En fait, celles et ceux qui tentent avec les plus grande difficultés de faire face à cette crise n'ont pas besoin d'être plaints mais d'être aidés, avant tout politiquement. Il y a les formes d'aide que nous avons esquissées ci-dessus, mais il en est une autre qui consiste à porter un intérêt soutenu aux différents aspects des luttes et aux efforts d'organisation qui se mènent là-bas. Comprendre la dynamique de la lutte de classes en Argentine dans le contexte de la mondialisation capitaliste demande de remettre en œuvre de façon vivante les principaux concepts d'une analyse que seule la méthode de Marx et Engels permet. Ce sont les ruptures politiques, les crises économiques et les explosions sociales qui redonnent toute sa force à cette méthode. Au passage, ces crises, ruptures et explosions révèlent la vacuité de toutes les notions politiques et sociales confuses comme « la citoyenneté » ou « les multitudes », de toutes les considérations lénifiantes sur la nécessité de limiter « les excès du libéralisme ».[2]

Nous nous sentons impliqués par ce que font les piqueteros, les travailleurs qui gèrent leur usine, ceux qui participent aux assemblées de quartier, etc., parce qu'ils luttent, redressent la tête, réfléchissent à l'avenir de leurs enfants et de leur classe, cherchent des solutions pour transformer la société. Même si ces efforts sont encore limités et minori-

taires, ils sont significatifs des capacités de rebond des classes populaires. Ces faits vont à contre-courant de l'image qui est donnée partout dans le monde par les médias de la bourgeoisie, présentant les travailleurs comme des vaincus systématiques, des désespérés sans avenir sur lesquels on peut sans risque s'apitoyer quelques instants.

Le 19 et 20 décembre 2001, l'histoire s'est accélérée en Argentine grâce à l'intervention des masses. Et dans cette même période les failles du système capitaliste international se sont révélées avec éclat sous la forme de la faillite d'Enron et ensuite de WorldCom.

A partir de ces ruptures et de cette accélération de l'histoire, il est à nouveau possible, non seulement de penser, mais de jeter les bases d'une nouvelle internationale des exploités du monde entier. Quand aucune maturation interne au prolétariat ne permettait de construire une internationale digne de ce nom, Marx et Engels, qui étaient des révolutionnaires réalistes et conséquents, n'estimaient pas nécessaire de s'échiner à construire des organisations fragiles, artificielles, sans assises dans le prolétariat. Elles ne pouvaient être que des sectes nationales ou internationales. Mais à partir du moment où l'activité réelle des travailleurs au plan de la lutte et des efforts pour s'organiser se manifeste, il est important d'en tirer les conséquences et de ne pas être à la traîne du processus qui s'amorce.

L'Argentine est un laboratoire pour la bourgeoisie impérialiste, qui observe jusqu'où les bases d'existence d'une population peuvent être détruites par son système sans provoquer une explosion révolutionnaire. De leur côté les marxistes internationalistes ne peuvent pas observer passivement

la situation en Argentine comme s'il s'agissait d'un laboratoire de la lutte de classes dont nous pourrions attendre des miracles ou on ne sait quel événement fondateur. Si on veut bien se dégager aussi bien d'une relative indifférence que d'une vague espérance d'ordre messianique sur ce qui se passe en Argentine, on est frappé par deux phénomènes liés, où la comparaison entre l'Argentine et la France nous semble pertinente. Dans les deux cas, avec une intensité très différente, le prolétariat a fait l'expérience des politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation avec des conséquences sociales du même ordre : chômage de masse, appauvrissement, précarité de toutes les conditions d'existence. Les conséquences politiques ont été du même ordre fondamentalement, à savoir une rupture profonde des travailleurs avec tous les partis traditionnels prétendant les représenter, ainsi qu'une méfiance et une désaffection à l'égard des bureaucraties syndicales. Chaque pays a sa propre histoire extrêmement différente, mais dans les deux cas l'alternance et/ou la cohabitation au pouvoir a été dévastatrice en terme de crédit dans les masses pour les péronistes comme pour le Parti socialiste et le Parti communiste français. Derrière l'écœurement se profile la possibilité de n'avoir confiance qu'en ses propres forces et ses propres porte-parole comme a commencé à l'annoncer le cri des Argentins dans la rue « Que se vayan todos ! », « Qu'ils s'en aillent tous ! ».

LES TRANSFORMATIONS

SOCIALES INTERNES

AU PROLÉTARIAT

Le prolétariat argentin a l'expérience de luttes nombreuses, se soldant fréquemment par une répression impitoyable, avec des assassinats de travailleurs et des emprisonnements de syndicalistes ; de longue date, le prolétariat français n'a plus l'expérience de luttes dures où l'appareil de répression n'hésite pas à tuer et à emprisonner pour faits de grève. Tout cela est devant nous, et nous devons nous y préparer. Quelques symptômes récents, tels que les rafles contre des immigrés et la condamnation inusitée de syndicalistes à des peines d'emprisonnement montrent à l'évidence que la bourgeoisie française est prête à renouer avec des méthodes de lutte musclées. Elle est prête à interpréter à sa façon sa propre légalité, voire à la bafouer sans scrupules. Il n'en va pas encore largement de même dans le camp des exploités ; mais sous la férule du patronat, des juges et des flics de Sarkozy, les travailleurs et les militants français apprendront vite cette nouvelle façon de concevoir « le dialogue social » cher à Raffarin, c'est-à-dire la lutte des classes au XXI^e siècle.

Les changements internes à chaque classe ouvrière sont également comparables, même si là encore ils ne sont pas aussi poussés en France qu'en Argentine. Les grandes concentrations ouvrières ont été presque toutes détruites en Argentine, ce qui n'est pas le cas en France. Mais la tendance est la même. D'autant plus qu'il y a les faits sociaux et il y a la façon dont ils sont ressentis. Même si les ouvriers d'usine, au sens strict, sont encore plus de six millions en France, ce qui est considérable, les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises donnent le sentiment d'appartenir à une catégorie en déclin et même en voie de

disparition. On imagine sans mal que ce sentiment doit être infiniment plus fort en Argentine. Dans les deux cas, l'État étant avant tout la providence des capitalistes, on a assisté à un étiolement du secteur dit public et à un affaiblissement du poids de ce secteur de la classe des travailleurs. Le processus a été brutal en Argentine alors qu'on n'en est encore qu'aux prémises en France.

Dans les deux pays, il y a eu rétrac-tation des effectifs du prolétariat actif, expansion d'un prolétariat durablement au chômage et apparition d'un sous-prolétariat numériquement important. Toutes ces transformations doivent être prise en compte sans aucune nostalgie pour l'époque où le prolétariat français était plus industriel mais était solidement encadré, dupé et régulièrement trahi par les organisations staliniennes et le Parti socialiste, tandis que le prolétariat industriel argentin était encadré, dupé et non moins trahi par les politiciens et bureaucrates syndicaux péronistes. Cette page est tournée et c'est un atout pour les luttes futures aussi bien en France qu'en Argentine.

Ce serait raisonner de façon très étroitement nationale et sans aucun sens de l'histoire mondiale et de ses contradictions, que de se focaliser sur tel ou tel segment actuel du prolétariat mondial avec un regard de statisticien. En faisant abstraction de la dimension historique et mondiale de cette classe, il serait très facile de démontrer qu'elle est faible, passive, minée par la concurrence exacerbée entre les individus qui la composent, divisée par ses préjugés racistes et xénophobes, sans aucune confiance dans ses capacités à se défendre collectivement et à abattre le système capitaliste.

L'exemple de l'Argentine indique

comment à partir d'une situation profondément déprimante pour les travailleurs, un début de renversement s'est opéré depuis l'année dernière. Des liens se tissent entre travailleurs mis au chômage et travailleurs ayant encore un emploi. La mémoire des expériences passées accomplit son œuvre pour faire face aux exigences du présent et de l'avenir. Les problèmes liés à la survie immédiate des classes populaires commencent à se combiner avec les préoccupations liées aux mesures d'ensemble qu'il faudrait mettre en œuvre pour sortir du chaos capitaliste.

COMMUNISME SPONTANÉ

L'ampleur de l'offensive des classes dirigeantes dans tous les pays et la faiblesse des organisations de défense du monde salarial provoquent évidemment des phénomènes massifs de repli sur soi ou d'individualisme parmi les travailleurs. Mais on a pu toujours constater que dans les situations de catastrophes, les comportements s'inversent très rapidement pour laisser place au dévouement collectif, à la solidarité qui prend souvent des formes héroïques. On l'a vu après l'écroulement des tours du World Trade Center, où ce sont de simples salariés de toutes origines qui ont payé de leur personne pour sauver des vies humaines, pour les soigner ou pour les reconforter. Les riches étaient ailleurs. On observe le même phénomène dans les situations d'inondations graves ou sur la côte galicienne face à la pollution du Prestige. Il existe un communisme spontané des masses populaires dans les situations de catastrophe et une inventivité organisationnelle qui l'accompagne. C'est ce que l'expérience argentine illustre à l'échelle d'un pays,

avec la prise en mains de nombreuses fonctions sociales essentielles par la fraction mobilisée des classes populaires. C'est dans cette activité de masse, structurée par diverses formes d'auto-organisation que détaille le livre *Que se vayan todos!*, que la possibilité objective de faire fonctionner la société en dehors des critères du profit se révèle de façon éclatante.

L'ALLIANCE NÉCESSAIRE

AVEC LA PETITE

BOURGEOISIE ET

SES LIMITES

Prises dans le maelström des bouleversements provoqués par le capitalisme, toutes les classes sociales, à l'exception d'une infime minorité de privilégiés, sont durement touchées ou pour le moins inquiètes quant à leur avenir. Il est tout à fait éloquent que les « classes moyennes » en Argentine, qui ne se sentaient pas particulièrement concernées par le sort des classes populaires, aient fini par se révolter et aient contribué largement au succès du renversement de deux gouvernements. L'alliance de la classe des travailleurs avec celle de la petite bourgeoisie urbaine et de l'essentiel des travailleurs indépendants est une nécessité pour envisager la transformation profonde de la société. Marx dans *Le 18 Brumaire* de Louis-Napoléon Bonaparte avait tiré comme conclusion incontournable de l'échec de la Révolution de 1848, le fait qu'un soulèvement du seul prolétariat, sans l'appui ou la neutralité des classes moyennes, ne pouvait que conduire à l'isolement et à la défaite, à émettre « un solo qui serait un chant funèbre » pour reprendre son image.

Cette alliance peut s'opérer sponta-

nément dans la rue. Mais des organisations révolutionnaires ont tout intérêt à se poser le problème bien avant, quel que soit le pays, dans l'intérêt même de la classe ouvrière. En France, les organisations traditionnelles telles que les centrales syndicales cultivent le corporatisme à l'intérieur du monde des salariés, mais aussi le mépris par rapport aux travailleurs indépendants. Or il est important que des artisans, des marins pêcheurs ou des petits ou moyens agriculteurs se sentent liés aux salariés et au chômeurs, puisque tout le monde finalement est victime de l'activité prédatrice des banquiers et du grand patronat. Encore faut-il que des militants se préoccupent d'intégrer cette dimension programmatique pour établir des passerelles entre ces diverses catégories de travailleurs. Sinon, c'est évidemment des démagogues de droite ou d'extrême droite qui se porteront toujours candidats pour attacher à leur char ces catégories de la petite bourgeoisie et pour les dresser moralement ou physiquement contre les salariés et les chômeurs.

Si le problème d'une alliance se pose dans les luttes futures pour les travailleurs, c'est fondamentalement pour empêcher les classes dirigeantes d'utiliser d'autres couches sociales contre eux et non pas parce qu'ils auraient besoin d'une autre classe sociale pour s'émanciper. Car c'est évidemment la grande priorité que de développer, voire de reconstituer en France un éventail d'organisations de salariés et de chômeurs, vivantes, démocratiques et totalement indépendantes de la bourgeoisie, de ses institutions et de ses partis. Le prolétariat reste, en puissance, la seule classe susceptible d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la destruction du système capitaliste mondial pour

permettre l'émergence d'une économie fondée sur les besoins de l'humanité et le respect de l'environnement. L'alliance avec la petite bourgeoisie pour réaliser cet objectif a donc ses limites et ses dangers.

Dans un article du Monde diplomatique de décembre 2002 intitulé « Le double jeu des classes moyennes », Alain Accardo analyse le comportement ambivalent de ces catégories sociales dites moyennes, vis-à-vis de la bourgeoisie d'une part et des classes populaires d'autre part. On suivra bien volontiers l'auteur, au regard de l'histoire contemporaine, lorsqu'il écrit que les classes moyennes sont « comparses et victimes de toutes les impostures. ». Surtout dans le cas de la France, où les classes moyennes urbaines disposent de ressources économiques et culturelles leur donnant pour l'instant des atouts pour s'en sortir dont ne disposent plus celles d'Argentine. Bien plus, par son poids dans la vie sociale, dans les médias et dans la constitution de « l'opinion publique », la petite bourgeoisie contribue notablement à étouffer, consciemment ou inconsciemment, l'émergence d'une conscience de classe chez les travailleurs.

La mise en avant du concept de « multitudes » qui se veut largement fédérateur mélange classes moyennes et classe des travailleurs. Il ne permet pas une analyse fine des forces sociales. Il nous est présenté comme novateur mais a pour effet de mettre le prolétariat politiquement à la remorque des classes moyennes « de gauche ».

LA QUESTION

DU PROGRAMME

En Argentine, la catastrophe n'est plus imminente, elle est là, terrifiante.

En France elle est pour plus tard. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir une imagination débridée pour comprendre qu'une telle catastrophe peut un jour frapper peu ou prou la France ou tout autre pays riche qui se croit à l'abri des calamités du tiers monde. Ou alors ce serait ne pas prendre au sérieux et ne pas tirer les conséquences de l'analyse de la mondialisation capitaliste.

Il serait donc plus raisonnable de concevoir un programme tenant compte de cette éventualité plutôt que d'une situation de statu quo ou de retour mythique au bon vieux temps de « l'État providence », qui, au passage, était celui des massacres et des humiliations pour les peuples coloniaux. Un programme n'est pas un commentaire collant au présent ou au futur proche. Il est un projet solide, préparant la transformation révolutionnaire de la société. Il doit permettre de penser ce processus et de permettre le regroupement des hommes et des femmes du monde du travail les plus déterminés, les plus conscients des enjeux planétaires de la lutte contre les forces du capital. Sans programme, les exploités ne peuvent que très difficilement se regrouper et s'organiser efficacement. Un tel programme radicalement anticapitaliste peut être élaboré dans le feu des événements comme nous en voyons des tentatives en Argentine. Mais c'est infiniment plus difficile, comme l'exemple argentin nous le montre. Les situations de catastrophe et de dislocation sociale écrasent les préoccupations de la plupart des gens vers des tâches de survie immédiate. Elles ne créent pas spontanément la cristallisation de projets collectifs, cohérents, concernant toute la société.

En France nous avons une situation privilégiée : nous disposons d'un laps

de temps pour discuter et pour élaborer un programme qui permette le regroupement des travailleurs et des jeunes les plus révoltés contre l'ordre capitaliste. Si un programme se contentait d'énumérer une série de revendications d'ordre syndical, d'avoir une facture « possibiliste », ne mettant pas en cause la propriété privée de la grande bourgeoisie et la légitimité de son État et de ses institutions, il serait susceptible d'intéresser les éléments « raisonnables » de la petite bourgeoisie de gauche et des couches supérieures de la classe ouvrière. Mais il serait totalement inadapté à notre époque et aux tâches qui nous attendent. Seul un programme internationaliste, indiquant comment détruire les piliers fondamentaux de la domination des capitalistes peut avoir un effet d'aimantation, peut attirer les jeunes et les couches les plus exploitées de la classe ouvrière. A nous marxistes révolutionnaires de travailler à l'élaboration d'un tel programme en collaboration avec ces jeunes et ces salariés surexploités.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'UNITÉ

DES TRAVAILLEURS

Une des premières responsabilités des révolutionnaires en France est de ne pas considérer l'Argentine comme un pays exotique et lointain dont nous n'aurions pas grand chose à apprendre pour nos tâches. Cela doit continuer à nous inciter à étudier soigneusement l'enchaînement des événements passés, récents et en cours dans ce pays. Quand bien même on constaterait un fléchissement du processus d'auto-organisation des masses, la nécessité d'explorer ses formes et son contenu resterait entière.

Il y a une dialectique entre progrès de l'organisation des masses et affirmation d'un programme auquel les masses adhèrent ; ou dont elles se détournent s'il est à côté de la plaque ou présenté sous une forme ultimiste.

Sauf à considérer que tout peut se faire spontanément, sans interventions de militants élaborant des analyses et faisant des propositions d'orientation politique en s'appuyant sur l'ensemble des expériences du mouvement ouvrier depuis ses origines, les militants d'extrême gauche ont des initiatives importantes à prendre en France. Les obstacles

que constituaient les illusions dans les partis de gauche sont levés. Reste la question de la division de l'extrême gauche en plusieurs groupes s'ignorant plus ou moins. Nous n'aborderons pas cette importante question dans le cadre de cet article. Mais là encore il faut étudier de près l'exemple argentin et comprendre qu'une certaine forme de rivalité entre groupes révolutionnaires limite l'impact de leurs idées, réduit leur champ d'action et de compréhension, et en tout état de cause est en contradiction avec les aspirations unitaires de nombreux travailleurs argentins.

Le 13 décembre 2002

Notes

[1]- François Chesnais et Jean-Philippe Di-vès, " Que se vayan todos ! " (Éditions Nautilus), pages 12, 115 et 127

[2]- Signalons que le concept de « multitudes » a été introduit et abondamment utilisé par Michael Hardt et Antonio Negri dans leur livre Empire (Exils éditeur, 2000)

POUR LA VIGILANCE MILITANTE

Deux cas récents d'agressions et de menaces d'agressions ultérieures nous ont été signalées. La première concerne Bernard Fischer et d'autres militants des Comités Palestine qui en ont été l'objet. La seconde concerne Serge Quadruppani, à qui l'article sur les manifestations de Gênes, publié dans Carré Rouge n° 19, a valu depuis une succession de menaces ou d'agressions légères de la part d'individus revendiquant leurs liens avec les black blocks, et lui reprochant les faits qu'il a rapportés à propos de l'infiltration de leur cortège dans son article. Dimanche 15 décembre, lors de la manifestation contre la loi Sarkozy, ces agressions ont pris un tour plus grave. Quadruppani a été sévèrement agressé et a eu une côte cassée.

Nous exprimerons notre solidarité à l'un et à l'autre de ces militants, même si nos différends politiques avec Serge Quadruppani sont connus. Nous appelons tous et toutes à redoubler de vigilance et à intervenir pour que de telles agressions ne puissent pas se faire impunément.

Nora Ciapponi, qui appartenait au noyau dirigeant de l'ancien MAS, anime actuellement avec Aldo Romero un bulletin intitulé Nuevo Rumbo, et une coordination de militants ouvriers dans une banlieue de Buenos Aires.

A un an de « l'avant » et de « l'après » En creusant et en reconstruisant...

Un calme supposé semblerait dévorer tout ce qui est arrivé.

Mais ce n'est qu'une apparence.

Nous nous observons, nous mesurons nos forces, nous essayons, et continuons à parler.

Car rien n'est résolu. Ni pour « eux » ni pour « nous »

Ils tentent de glisser toute leur saleté sous le tapis et de dévorer notre révolte, en l'intégrant aux froides annales de l'histoire.

C'est pourquoi ils prétendent faire en sorte que nous ne fassions qu'une simple journée du souvenir, pendant qu'ils préparent les urnes usées ou agitent jusqu'à satiété l'argument selon lequel la récession économique est restée derrière nous.

Mais même si la révolte, par ce qui a déjà été réalisé, fait partie de nos plus grandes gestes, ils se trompent. Tout continue à être vivant, crûment présent, debout, et en mouvement...

Ils ne réussiront pas à nous envoyer aux archives, et ne pourront non plus arrêter facilement notre roue.

Les changements que nous opérons sont profonds et étendus.

Nos revendications sont toujours là. Nous continuerons à les regarder du coin de l'œil, en calculant, en essayant d'éviter les coups de griffe, dont nous savons qu'ils les préparent, pendant que nous continuons avec ténacité à creuser, à transfor-

mer tout...

UN BILAN SANS TREVE

Faire un bilan précis de l'intense année écoulée excéderait largement nos possibilités et les objectifs de cette note, entre autres raisons parce que chaque jour, nous continuons à connaître de nouveaux acteurs sociaux et politiques qui, quotidiennement, s'enracinent et s'étendent aux quatre coins du pays. C'est là, peut-être, le plus important des résultats (en permanent mouvement) que nous voulons mettre en évidence aujourd'hui, parce que cela continue à se réaliser dans d'innombrables quartiers ouvriers et populaires, dans les usines récupérées, dans les espaces conquis par les assemblées, dans le développement croissant des mouvements de chômeurs, des aborigènes, de ceux qui sont menacés par la vente aux enchères de leur appartement, et même dans les progrès organisationnels et de lutte que l'on entrevoit dans des secteurs de travailleurs actifs.

Le second aspect, nouveau et qualitatif celui-là, qu'il faut mettre en exergue est l'articulation connexion entre les différents processus, mouvements et appels qui a déjà commencé à se produire. Voir des mouvements de chômeurs couper des routes ou voies pour soutenir les tra-

vailleurs d'usines, ou des assemblées se mobiliser face aux tentatives d'expulser les travailleurs des usines conquises, ou éviter les mises aux enchères d'appartements, fait aujourd'hui partie de la vie quotidienne. C'est ainsi que, les « interquartiers » ont peu à peu laissé place à des espaces plus larges par zone ou région où s'organisent, avec les participants aux assemblées, des secteurs de travailleurs, des usines récupérées et/ou des mouvements de chômeurs.

Il y a des exemples de cette confluence qui montrent l'accomplissement d'avancées importantes ; arrêter quelques mises aux enchères, faire réembaucher des licenciés, éviter des expulsions, ou décourager la répression. L'exemple de Bruckman d'il y a moins d'un mois (qui a évité l'expulsion un dimanche matin) a montré sans ambages que le mot d'ordre « s'ils en touchent une, ils les touchent toutes » n'est pas qu'un simple mot d'ordre mais une décision qui constitue un véritable levier pour l'action et tend à s'étendre et à se fortifier.

A tout cela ont contribué de manière significative les occupations (impulsées par différentes assemblées dans différentes zones) de grands immeubles, qui se mettent au service de la mise en fonctionnement d'initiatives productives, de réfectoires et d'activités culturelles ; ils servent aussi essentiellement aux tâches de coordination et d'organisation de tout : festivals, rencontres pour le débat, ou ateliers d'étude et de réflexion, couronnent ce nouveau et vaste mouvement politico-social qui, se fixant sur le territoire, n'en assume pas moins des appels et des tâches au niveau national.

Par conséquent ces 19 et 20 décembre, nous nous trouvons à un ni-

veau plus élevé de coordination et d'organisation aussi. En recueillant et en restituant « l'inspiration » que nous représentons pour des camarades d'autres latitudes, les différentes et actives journées que prépare le mouvement antimondialisation en Europe se feront entendre...

Derrière les piqueteros, les usines récupérées, les initiatives productives, les réfectoires, les assemblées populaires et les différentes organisations sociales et politiques, s'exprimeront dans tout le pays des dizaines de milliers de personnes qui ont spontanément gagné les rues, maintes et maintes fois, tout au long de l'année. Seront présents dans notre mémoire et dans notre conscience, ceux qui ont perdu la vie entre les mains de la police et de la gendarmerie, les Mères de la place de Mai, les petits épargnants et escroqués, les médias alternatifs, les centres culturels, estudiantins et de quartiers, et ceux qui luttent pour ne pas perdre leurs logements... Tous tendant un arc multiplicateur et divers, qui rend encore une fois évident que le mot d'ordre « qu'ils s'en aillent tous » reste à l'ordre du jour, se recrée, se projette, nationalement et internationalement.

N'iront pas sur les Places de tous le pays ceux que nous ne voulons pas y voir : les « gros » de tout poil, de la CGT et de Moyano, avec leur cour de traîtres, et seront également absents ceux qui ont essayé d'usurper notre place et ont été vaincus, Rodriguez Saa et son mouvement démagogue...

UN « ÉQUILIBRE »

DÉLICAT ET INSTABLE

Durant de longues semaines, on a essayé (les gouvernements provinciaux et national, et les grands me-

dias) d'affaiblir la mobilisation. D'abord, ça a été la dénonciation de possibles mises à sac que devait préparer le Ménémisme, puis les alertes (Duhalde) concernant les « petites organisations » qui devaient préparer des actions violentes...

Les fortes pressions et harcèlements n'ont pas manqué à l'encontre des piqueteros et des Mères de la Place de Mai qui s'étaient rassemblés pour condamner les assassinats de Máximo et Darío, ni les tentatives de bloquer les Mères de la Place de Mai, lors de la Marche de la résistance. Vingt jours avant, cela avait été la tentative d'expulser Bruckman. Mais à chaque fois, la résistance a réussi à vaincre les tentatives de répression, et le gouvernement, le patronat, la police et la gendarmerie ont dû reculer. Finalement, empêtrés dans toutes sortes de contradictions internes (avivées par la mafia interne du Parti Justicialiste) ils ont été obligés de dire que la geste du 19-20 serait pacifique « parce qu'aujourd'hui, tant le gouvernement national que celui de la province de Buenos Aires appartiennent à un seul parti, le parti justicialiste ». A bon entendeur, salut : il n'y aurait pas de casse parce que le secteur majoritaire du parti justicialiste, qui suit Duhalde aujourd'hui, ne l'encouragerait pas ou l'empêcherait. Parallèlement cependant, on monte une opération sans précédent pour liquider toute tentative dans les supermarchés accompagnés par leurs propriétaires qui ont renforcé et étendu leur « sécurité » à des niveaux jamais vus, générant une hystérie qui a déjà coûté la vie à un jeune de 14 ans, dans une action dont tout indique qu'elle cherche à être exemplaire.

Ainsi le gouvernement essaie d'avancer sans cesse dans la répression, en même temps qu'il mesure

les forces pour finir par négocier. Il sait que n'importe quel acte répressif d'importance peut déclencher une réponse massive et féroce que non seulement il ne veut pas, mais qu'il essaie par tous les moyens d'éviter. Suspendu à un calendrier électoral qui n'a pas de dates claires (?) ni de candidats potables, prisonnier parce que le FMI n'est pas d'accord, giflé par le drame de la faim et de l'exclusion qui tous les jours arrache de nouvelles vies, tenaillé par la pression populaire, il ressemble à un équilibriste qui ne voit pas de filet au dessous qui puisse amortir sa chute. Sans solution de rechange, au milieu d'une crise et d'une révolte populaire qui ne cessent pas (et qui ne croit pas non plus aux issues électorales) ils essaient (avec le soutien d'un secteur des chefs d'entreprises) de donner l'image d'un gouvernement sérieux, avec des projets, et qui saurait ce qu'il est en train de faire... Quand la réalité est que, de manière très chétive, « les unit l'effroi » d'une crise terminale qui enveloppe et dévore tout.

AU-DELÀ

DE L'ARGENTINE...

DEPUIS L'ARGENTINE

Les pages centrales de cette revue sont consacrées au Venezuela. Une situation tendue qu'on y relate, présage des affrontements d'ampleur qui auront sans doute des répercussions et des conséquences continentales. Entourer de solidarité effective le courageux peuple Vénézuélien doit par conséquent être l'une de nos principales préoccupations, en en profitant pour répéter dans les rues ce 19-20, notre opposition à toute tentative de coup d'État ou d'issue négociée qui soit une défaite pour le

peuple. Sans aucun doute, la richesse pétrolière du Venezuela entre dans les plans colonialistes et guerriers de Bush, comme l'Irak, comme particulièrement les objectifs d'imposer l'ALCA à tout le continent, mais ils ne pourront être menés à bien qu'avec la défaite de nos peuples. Des milliers de drapeaux et de pancartes de soutien au Venezuela et contre la guerre en Irak permettront que nos combatives journées pour « qu'ils s'en aillent tous » se joignent à l'appel de millions de personnes sur le continent et dans le monde contre la barbarie capitaliste.

A la fin de ses études, Frédéric Amouretti est parti pour l'Argentine où il vit depuis plus de dix mois. A la faculté, il a surtout milité à Attac. Outre l'interview qu'il a réalisée auprès de Luis Zamora (que l'on trouvera à la suite de sa lettre), il nous a envoyé cette réflexion.

Une lettre d'un lecteur de Buenos Aires

La brèche est ouverte, mais la question du pouvoir reste en suspens

La crise que connaît l'Argentine est une terrible leçon de choses pour ceux qui rêvent encore aujourd'hui de transformer leur pays en « parfait élève du FMI ». Mais nous avons aussi beaucoup à apprendre hors de ce pays, tant de ce qui fait la faiblesse du mouvement social argentin que de ce qui fait sa force, à savoir sa détermination et sa créativité.

Ici comme ailleurs, mais à un degré peut-être plus fort que dans d'autres pays, la classe dominante est parvenue dans les années 1990, à partir de l'État péroniste et par un usage savant des médias de communication, à façonner la société argentine en fonction de ses intérêts : individualisme forcené, culte de la famille et de l'autorité en général, destruction de tous les liens sociaux, ridiculisation de tout engagement social. Le

résultat est édifiant : la résistance populaire face à la politique de démantèlement des droits sociaux et de privatisation totale des services publics a été pendant dix ans presque nulle. Cela se sent toujours. J'ai été frappé à quel point dans beaucoup de cas l'Argentin moyen reste encore résigné et sans engagement social. Pire, il entretient encore une certaine nostalgie pour le péronisme d' « avant » et attend toujours le caudillo qui viendra le sauver.

Mon admiration très forte pour le mouvement social argentin, qu'il s'agisse des organisations piqueteras ou des assemblées populaires, des ouvriers qui maintiennent en autogestion leurs usines ou des militants syndicaux « anti-bureaucratiques », m'oblige à dire qu'il reste minoritaire bien qu'il soit en croissance continue et qu'il bénéficie de la

discrète sympathie d'un secteur plus large de la population.

Autre défi à relever : le dépassement des querelles intestines et souvent puériles des diverses tendances de la gauche anti-capitaliste argentine, leur tendance à l'auto-proclamation comme seules détentrices de la vérité, et leur verticalisme. Les assemblées populaires, les organisations piqueteras de quartier comme les rassemblements « auto-convoqués » de salariés traduisent un profond rejet de ces pratiques et un désir de participation démocratique. Il faut espérer que les militants de ces partis sauront apprendre plus vite qu'ils ne le font actuellement à mettre leur expérience au service de ces nouvelles formes d'organisation et non au profit du seul parti dont ils sont membres. Le mouvement de Zamora (qui a très peu d'influence dans les milieux ouvriers) prétend y échapper, mais le fait-il vraiment ?

En dépit de ces grandes faiblesses, certaines des réalisations concrètes des mouvements sociaux sont impressionnantes. Dans certains endroits, j'ai pu voir que c'est une véritable contre-société qui a été mise en place. Ainsi dans la grande ville de Rosario le supermarché autogéré « Tigre » vend les produits d'autres entreprises sous contrôle ouvrier, ceux des coopératives piqueteras. Il organise des activités culturelles, fournit les assemblées populaires de la ville, et, grande nouveauté, invente le supermarché à « prix sociaux » pour les chômeurs. Ailleurs les piqueteros du MTD Anibal Veron ont mis en place un système de socialisation des aides sociales pour créer tout un réseau d'ateliers, de cantines, de bibliothèques, de centres de santé... Dans les quartiers où la présence de tels réseaux est impor-

tante, c'est le sacro-saint concept de propriété privée qui tend à disparaître, donnant naissance à de véritables « territoires libérés de la barbarie capitaliste ». Voilà ce qui fait la richesse du mouvement social argentin : avoir compris que la classe dominante exerce son pouvoir à travers le contrôle de l'information et des relations sociales, et que la réappropriation de celles-ci est aujourd'hui un enjeu central de la lutte des classes.

Mais la cruciale question du pouvoir politique reste malheureusement en suspens, par manque d'unité, mais surtout de confiance en la propre capacité du mouvement social à mobiliser à l'heure actuelle un secteur beaucoup plus large de la population pour imposer le « gouvernement des travailleurs » que revendiquent de nombreuses organisations.

Objectivement, la situation serait pourtant révolutionnaire : perte de crédibilité de la classe dirigeante, situation sociale dramatique et « avant-garde révolutionnaire » déterminée et organisée. Mais subjectivement il en va quelque peu autrement. Mon impression est que dans sa large majorité le peuple argentin vient de trop loin pour pouvoir encore accomplir cette tâche à l'heure actuelle. La culture de la peur et celle de l'individualisme ne s'éteignent pas en quelques mois, et l'oligarchie qui gouverne le pays utilise toutes ses armes pour garder les moutons dans la bergerie. Le cas de l'Argentine illustre ainsi parfaitement ce que devient une démocratie lorsqu'elle se résume au rite électoral et qu'elle est vidée de son sens original. Qu'on l'appelle oligarchie, démocratie bourgeoise ou dictature de classe, le résultat est le même : quelques personnes contrôlent à la fois les

moyens de production, les médias de communication et le pouvoir politique et répressif. Il reste que la brèche est ouverte et qu'une partie de la population n'est pas prête à la refermer. Ainsi, beaucoup de militants d'assemblées populaires, qui se refusent à l'heure actuelle à tenter de rééditer artificiellement « un nouveau 20 décembre », expliquent, sans doute avec beaucoup de lucidité, que « le fruit n'est pas encore mûr »...

Lecteur de Carré Rouge, Frédéric Amouretti, dont la lettre de Buenos Aires occupe les pages précédentes, nous a proposé de réaliser une interview avec Luis Zamora. Luis Zamora est un ancien député trotskiste des années quatre-vingt, où il était alors membre du Mouvement vers le socialisme (le MAS unifié) dirigé par Nahuel Moreno. Il a fait son retour en politique lors des élections d'octobre 2001. La liste Autodétermination et Liberté (A & L), a obtenu sa légalisation très peu de jours seulement avant le scrutin et cela uniquement à Buenos Aires. Elle y a obtenu 10 % des voix (les quatre listes d'extrême gauche totalisant plus de 20 %) et ses deux premiers de liste, dont Zamora, ont été élus députés nationaux. Lors de « l'argentino » des 19 et 20 décembre 2001, ils ont été les seuls à se ranger du côté des manifestants et à reprendre à leur compte leurs revendications. L'annonce faite par Luis Zamora de la décision prise avec son courant Autodétermination et Liberté (A & L) de ne se présenter ni aux élections présidentielles ni aux élections législatives convoquées par le président par intérim Eduardo Duhalde pour le mois de mars (elles sont maintenant repoussées au mois d'avril du fait de la crise au sein du péronisme), a incité Carré Rouge à accepter cette proposition. La dénonciation par Zamora du sens politique des élections, dont le rôle est de relégitimer la présidence de la République et les autres institutions, nous a semblée juste. Depuis cet interview, des faits (notamment la tentative de forcer le second député élu de la liste A & L, José Roselli, à « rendre son mandat » et à démissionner) sont venus jeter une lumière singulière sur la posture démocratique que Luis Zamora prend face aux « méthodes » des organisations d'extrême gauche. Manifestement il n'en est pas exempt. Plus généralement, les positions de Luis Zamora sur les questions du parti et du pouvoir exigeraient une discussion sur la base de textes écrits et un examen de l'ensemble de son intervention qui mettrait sans doute en perspective les idées qu'il expose ci-dessous. Mais dans le contexte de l'ensemble des positions qui sont publiées dans ce numéro, les réponses de Zamora ont entièrement leur place. Elles ont été recueillies le 3 décembre.

Quelques questions à Luis Zamora

Frédéric Amouretti Cela fera bientôt un an que le peuple argentin s'est soulevé et a eu la force de chasser le gouvernement et le président de la république Fernando de la Rúa. Pourtant ceux à qui le peuple a dit « que se vayan todos » sont toujours là. L'impérialisme, le FMI, les États-Unis et le capital financier et industriel européen n'ont pas modifié leur position. La situation des travailleurs, des chômeurs, des petites gens n'a cessé de s'aggraver; le mouvement d'auto-organisation s'est étendu et approfondi, mais sans qu'il paraisse encore avoir connu un changement qualitatif.

Luis Zamora Le mois de décembre dernier et ceux qui ont suivi ont été des mois très mouvementés, avec de très nombreuses et de très grandes mobilisations. Le peuple s'est engagé sans le savoir dans une aventure révolutionnaire, qui reste aujourd'hui toujours tout autant ouverte. Je crois qu'à l'heure actuelle nous en sommes à un moment de pause, de réflexion. De même, si nous avons perdu sur le plan quantitatif, nous avons gagné en qualité : les assemblées populaires ont vu partir de nombreux participants, mais les plus mobilisés sont restés. En occupant des services publics abandonnés et en mettant en place tout un réseau de services culturels et sociaux, elles ont réussi à s'inscrire durablement dans la vie de quartier et à

acquérir une légitimité plus grande auprès de la population qui ne les fréquente que de manière occasionnelle. Signalons de plus qu'en janvier dernier, peu de gens imaginaient que les assemblées populaires allaient pouvoir fêter leur premier anniversaire.

Cet état d'état d'esprit de rébellion existe d'ailleurs pas seulement chez ceux qui participent au mouvement social. Il y a un véritable questionnement du vieux mode de représentation politique dans la tête de beaucoup de gens. Dans beaucoup d'endroits, et même dans certaines zones rurales restées très féodales, face à des problèmes locaux et conjoncturels apparaissent très rapidement des processus d'auto-organisation. Dans le mouvement piquetero, ces processus sont évidemment présents dans les organisations indépendantes qui sont bien antérieures aux assemblées populaires, mais on en sent aussi une volonté de démocratisation plus approfondie dans les organisations liées à des partis.

En revanche, il y a un très grave problème de coordination au niveau national. Pour des raisons pratiques, étant donné l'étendue du territoire national, mais surtout en raison de l'absence d'un projet politique à court terme, d'une traduction crédible du « que se vayan todos ». De plus le rôle des partis de gauche a été très négatif puisqu'ils ont cherché à utili-

ser les assemblées, ce qui en a éloigné de nombreuses personnes indépendantes. Rappelons les fâcheux événements du 1^{er} Mai, où le Partido Obrero et le Movimiento Socialista de los Trabajadores ont divisé en deux le mouvement en convoquant deux marches différentes.

Frédéric Amouretti Dans un interview que vous avez donné récemment à Pagina12, j'ai relevé le passage suivant : « Nous sommes un mouvement politique et social qui essaie de faire partie des mouvements sociaux — assemblées, comités de chômeurs, des travailleurs qui récupèrent les usines qui ferment, des luttes étudiantes et des luttes syndicales aussi. Nous voulons faire partie de tout ce processus qui se développe de façon très désarticulée, mais où se constituent des espaces où se construit du pouvoir, du pouvoir pour affronter le pouvoir de l'État, la barbarie du capitalisme et la pénétration impériale des États-Unis ».

Luis Zamora Je parlerai de la question du pouvoir dans un instant. En ce qui nous concerne la définition de A & L, c'est très simple : nous ne voulons pas réitérer les erreurs commises par les autres mouvements de gauche. Autodétermination et Liberté se refuse tout rôle dirigeant dans le processus d'auto-organisation et cherche à le défendre et à aider à ce qu'il en ressorte un nouveau projet

porté par la population et non par une avant-garde. A ce titre, nous avons suivi à peu près la même évolution que Marcos au Chiapas, qui lui aussi vient d'un marxisme plus traditionnel. Comme l'EZLN, nous voyons la société civile comme un espace avec un fort potentiel démocratique, avec un désir d'auto-organisation en dehors du cadre étatique, partisan, et en dehors de l'influence de la classe dominante. Cette dernière précision nous sépare donc d'un certain discours bien-pensant que l'on peut entendre jusque dans le cadre du Forum de Porto Alegre. Si j'ai bonne mémoire, c'est en invoquant la « société civile » que les gouvernements européens offrent des ministères à de grands patrons « indépendants ». Nous reprenons également la critique qu'avait faite Rosa Luxemburg à Lénine : le parti doit être un moyen et non une fin en soi. Le XX^e siècle a été caractérisé par une volonté de construire une nouvelle société socialiste à partir du pouvoir, alors que nous estimons aujourd'hui que celle-ci ne peut se construire que par en bas. Si celle-ci n'est pas prête, n'a pas modifié les relations sociales qu'impose le capitalisme, la mise en place du socialisme ne peut qu'échouer. Le pouvoir bourgeois est un pouvoir exercé **sur** la population, et une démocratie socialiste est le pouvoir **de** la population. Le camp populaire ne doit pas reproduire les mêmes vices que ceux auxquels il s'oppose.

Tout en sachant parfaitement que le pouvoir politique doit être l'objectif, car aucun projet alternatif ne peut prospérer si les institutions bourgeoises ne sont pas remplacées, nous n'avons pas de réponse précise au sujet des institutions nouvelles que les nouveaux mouvements sociaux argentins nécessiteraient.

Comme les néo-zapatistes, « caminamos preguntando ». Nous croyons que la population saura y répondre et en tout cas, elle a su faire preuve d'imagination dans ce domaine depuis quelques mois. En revanche, ce qui est certain, c'est que ces institutions ne seront pas « représentatives » au sens que ce terme a pris en Argentine comme partout, mais qu'elles combineront différents types de procédures de démocratie directe et participative.

Frédéric Amouretti Dans le même interview vous dites « Nous ne croyons pas en un parti ou dans un dirigeant héroïque ou emblématique. Notre mouvement justifie son existence en tant que partie de ce mouvement d'auto-émancipation, lui apportant cela ». Peut-on être un simple mouvement proposant l'auto-organisation ? Sans base théorique ?

Luis Zamora C'est une question pratique. En Argentine, nous avons essayé les guérillas et la voie électorale classique, sans grand succès. Ce chemin est le seul capable d'affronter réellement le capitalisme et l'impérialisme, et surtout ici dans la mesure où la transparence des élections est toute relative, où le clientélisme péroniste est omniprésent, et où chaque parti de gauche se croit détenteur de la pureté révolutionnaire sans jamais se remettre en cause. En ce qui concerne notre base théorique, nous qui venons d'un marxisme critique croyons qu'à partir du moment où la population s'auto-organise en dehors des institutions bourgeoises, qu'il s'agisse de l'appareil étatique, des Églises ou des syndicats corporatifs, elle adopte des positions de classe, et avec un certain sentiment libertaire. Nous restons donc parfaitement cohérents

avec notre propre projet politique.

Frédéric Amouretti Il y a quelques mois, vous avez tenté un rapprochement avec les forces de centre-gauche autour du « que se vayan todos », sans grand succès par ailleurs. Qu'en retirez-vous ?

Luis Zamora Aussi bien la direction de la CTA, grande admiratrice du nouveau Lula, que l'ARI d'Elisa Carrio ont cherché et cherchent encore à encadrer le « que se vayan todos » dans le domaine institutionnel. Ces deux forces, le 20 décembre dernier, ont clairement cherché à démobiliser la population et ont bien montré qu'elles aspiraient à être la « tendance progressiste » du régime bourgeois. Pour nous, il ne s'agissait en aucune manière de former avec eux une alliance électorale, mais d'essayer de trouver une traduction concrète et combative au fameux mot d'ordre.

De l'autre côté, Izquierda Unida (principale bloc électorale d'extrême gauche regroupant le PCA et un secteur du trotskisme) n'a pas cessé de chercher à nous incorporer dans un front électorale. Même un accord de toute les forces d'extrême gauche, qui incorporerait tout le trotskisme, le PC, les guévaristes... ne serait pas capable de fédérer tout le mouvement social et surtout la majorité silencieuse et hésitante. Nous espérons au contraire que les militants de ces organisations, notamment ceux qui sont actifs dans le monde ouvrier, sauront mettre leur expérience au service de ce mouvement d'auto-organisation comme ils ont su le faire dans les usines sous contrôle ouvrier de Zanon ou de Brukman, entre autres expériences de ce genre. Mais l'essentiel, c'est que la question derrière le mot d'ordre « que se

vayan todos » n'est pas simplement celle des élus actuels, du personnel politique, mais des institutions comme telles. Pas seulement de qui les occupe, mais dans l'intérêt de qui, de quelles classes elles existent et fonctionnent. Nous constatons un effort très grand de beaucoup de monde pour les sauver, alors qu'il faut les changer.

Frédéric Amouretti Comment allez-vous lier votre campagne pour le boycott actif avec la construction d'un nouveau pouvoir ?

Luis Zamora Il ne s'agit pas de proposer un boycott actif, mais une participation aux élections avec bulletin « que se vayan todos ». C'est pour l'instant la meilleure solution que nous ayons trouvée au sentiment de frustration de la population. Notre but est clair : il s'agit de priver le prochain gouvernement, qui sera ou péroniste avec un fort accent populiste, ou de centre-gauche, d'une légitimité populaire. Ce qui favoriserait le maintien de la mobilisation du mouvement d'auto-organisation et surtout son extension, une fois les dernières illusions péronistes évanouies. Lorsque l'appareil idéologique péroniste, dont le contrôle sur la population est au-

jourd'hui fortement remis en cause, aura perdu définitivement son monopole, l'Argentine sera prête pour une révolution d'un type nouveau.

Mais nous ne rentrons pas dans la logique de Holloway : bien que nous n'empruntions pas les chemins traditionnels, le pouvoir reste un objectif incontournable, car aucun projet alternatif ne peut prospérer si en face se maintiennent les institutions bourgeoises décidées à les écraser. Souvenons-nous de la tragique expérience du Chili de l'Unité Populaire qui a laissé la justice, la police, l'armée et le monopole de l'information dans les mains des partis traditionnels.

Intervention de Paul Rauschert au nom du groupe La Commune, le 16 novembre 2002 à la réunion de Carré Rouge sur l'Argentine.

Le livre ¡Que se vayan todos ! est d'un extrême intérêt. Il apporte de nombreux renseignements précieux et documentés sur l'origine du mouvement ouvrier argentin, son développement dans la lutte des classes au sein d'un Etat dont la nature et l'évolution sont fort correctement analysés ; il donne des indications intéressantes sur la situation après l'argentino. Cependant, je lui ferai, au nom de mon groupe, quelques reproches : en particulier sur son appréciation de l'attitude des directions politiques des organisations se réclamant du trotskysme, sur le renvoi dos à dos du MST et de PO, en particulier après l'agression commise par cette dernière le 1^{er} Mai 2002 contre le meeting animé par le MST. D'autres aspects importants sont minimisés : aujourd'hui, il y a des Assemblées interquartiers, il y a la résistance des masses qui occupent un vide. Il y a des formes pré-soviétiques d'organisation avec les AIQ. Elles sont liées aux occupations d'usines par les salariés. Ces mêmes salariés, dont on nous dit qu'ils n'ont pas été présents aux journées de décembre 2002 qui ont ouvert la crise révolutionnaire. Les voilà aujourd'hui souvent délégués dans les AIQ et présents sur leur lieu de travail, qu'ils occupent. Nos camarades du MST sont en pointe dans ce combat centralisateur et en transition vers des soviets. PO, par contre, est totalement absent des AIQ et se contente de gérer son capital acquis dans le combat des piqueeters. L'attitude qui consiste à « plumer la volaille » en opposant le recrutement et les résultats des combats engagés par les masses n'est pas celle du MST. Il y a une avant-garde argentine de 5 à 10 000 militants, ce fait méritait d'être souligné. Certains disent qu'il n'y a que la petite bour-

geoisie qui ait fait irruption dans l'argentino. Elle n'a joué qu'un rôle de détonateur, comme les étudiants en France en mai 68. Aujourd'hui dans les AIQ, il y a les travailleurs, les chômeurs, les classes moyennes. Par exemple, des travailleurs en grève des abattoirs sont aussi délégués des AIQ. Les usines Bruckmann et d'autres sont un bon exemple de cette liaison bipolaire des délégués. Il y a aujourd'hui un processus révolutionnaire en Argentine, et la question du pouvoir y est posée. Le dire ne signifie ni tomber dans le triomphalisme ni confondre les étapes. Le mot d'ordre même ¡Que se vayan todos ! implique ce vide institutionnel que les masses tendent à occuper. Et elles savent non seulement ce qu'elles ne veulent plus, mais aussi ce qu'elles veulent : en finir avec le chômage, la misère, la malnutrition, etc. Le gouvernement Duhalde envisage à présent de retarder l'échéance électorale du 30 mars 2003 (Ndlr : depuis mon intervention, il y a eu confirmation : élections le 27 avril). Des intervenants font état d'une accalmie. Qu'il y ait des périodes d'accalmie et d'autres de poussée, rien de plus normal. Mais l'axe aujourd'hui, en liaison avec l'activité centralisatrice des AIQ et leur élargissement, c'est la bataille pour la Constituante et une candidature ouvrière aux présidentielles, qu'elle soit du MST ou d'une autre formation. La question de la candidature d'une organisation trotskyste est aujourd'hui posée, surtout après le jet de l'éponge de Zamora. La question révolutionnaire en Argentine se pose avec une extrême acuité. Elle se nourrit de l'expérience au Brésil, où il y a, avec l'élection de Lula, une véritable victoire de la classe ouvrière, malgré la trahison social-démocrate de l'élu, et la question révolutionnaire

argentine nourrit l'expérience des masses du Brésil. Dans l'ouvrage de F. Chesnais et J.P. Divès, on rencontre la crainte que la centralisation n'étouffe les forces de l'auto-organisation des masses. Tout est affaire de nombre, de pédagogie et d'orientation. Les masses sanctionnent ceux qui veulent plumer la volaille et les directions autoproclamées. Quant au récent article du Monde (cité par des intervenants), il ne mentionne pas d'infléchissement marqué de l'attitude générale de l'impérialisme envers l'Argentine, dans une situation qui préfigure celle de nombreux pays victimes de la botte impérialiste. Il n'y a pas d'alternative à la centralisation politique et au combat pour un parti, et aujourd'hui il faut dire que la question du pouvoir est posée, dans un pays où 62 % des gens vivent sous le seuil de pauvreté et où les travailleurs encore placés dans le carcan syndical du péronisme souffrent comme les autres de la pénurie : certes, ils ont la sécurité sociale, gérée par les péronistes, mais il n'y a plus de médicaments ! Il n'y a pas de « grain à moudre » que la classe dirigeante pourrait faire miroiter aux travailleurs encore salariés. Les fonctionnaires ne sont presque plus jamais payés, le chômage s'étend chaque jour, etc. Mettre la question du pouvoir au centre ne signifie pas qu'on est le 7 novembre 1917, mais indique la stratégie à suivre, faute de quoi la contre-révolution pointerait son nez à un horizon plus ou moins rapproché (cf l'Italie de 1919, dans les limites du genre, parce qu'il n'y a ni social-démocratie, ni staliniens consistants en Argentine, et c'est une chance historique). Voilà qui manque incontestablement dans cet ouvrage, par ailleurs, comme je l'ai dit, fort méritoire.

Marcelo Gramar est un militant du Parti Ouvrier (PO) qui a longtemps vécu en France comme exilé politique. Au cours des dernières années, il a participé assez fréquemment aux discussions à Carré Rouge. Il est rentré récemment en Argentine d'où il a nous envoyé cette critique du livre de François Chesnais et de Jean-Philippe Divès. Dans le dossier sur la situation un an après le renversement du président de la République Fernando de la Rúa, cet article contribue à montrer l'ampleur des problèmes politiques.

« Que se vayan todos ! », un livre dans l'air du temps

La publication l'été dernier du livre de François Chesnais et Jean-Philippe Divès *Que se vayan todos!*: le peuple d'Argentine se soulève a été un fait important et a donné un prolongement à l'une des initiatives politiques récentes les plus pertinentes de Carré Rouge : essayer d'organiser et de nourrir le débat sur les événements révolutionnaires en Argentine. Le résultat n'est pas celui qu'on pouvait espérer.

L'ABSENCE DE DÉBAT

DANS

LES ORGANISATIONS

TROTSKISTES

L'initiative de la revue et la publication du livre mettent en évidence certaines des caractéristiques du débat politique actuel entre les organisations trotskistes [1] en France. L'ampleur des événements argentins n'est pas discutable, même si ses perspectives et sa signification peuvent donner lieu à des débats importants. De plus, les organisations et les militants trotskistes se réclamant de la IV^e Internationale y jouent un rôle de premier plan. Pourtant, les or-

ganisations grandes et moins grandes du trotskisme français lui accordent une attention secondaire, pour ne pas dire insignifiante, et en tout cas sans rapport avec son importance. Carré Rouge est une exception et non pas la règle. Et l'absence de débat, et même l'absence d'informations sur l'Argentine s'explique par le caractère provincial, « immédiatiste », organisationnel, qui caractérise les relations internationales des différentes organisations trotskistes françaises. Il faut pourtant se souvenir, en particulier pour les lecteurs les plus jeunes, qu'autrefois l'Argentine occupait une place importante dans les débats au sein de la IV^e Internationale et de ses sections françaises.

On peut expliquer en partie la pauvreté actuelle du débat par le fait que les organisations françaises n'ont pas de relais en Argentine, ce qui limite beaucoup leur intérêt à son sujet, preuve de leur étroitesse politique. Mais le problème de fond est qu'il s'agit de masquer la signification programmatique de l'action politique et de l'intervention des masses argentines, de leurs organisations et des organisations trotskistes, parce

qu'elles confirment l'actualité des problèmes fondamentaux de stratégie et de tactique révolutionnaires dans une perspective orthodoxe. La position dominante, en effet, est celle de l'absence d'orthodoxie et de la validité de certains thèmes « novateurs ».

A sa manière, le livre *Que se vayan todos!* s'adapte à l'air du temps. De ce fait, il n'est pas une contribution réelle au débat que devrait provoquer la situation argentine, bien qu'il se situe dans la continuité d'un effort politique valable et qu'il ait le mérite d'être l'unique contribution de ce genre publiée jusqu'ici. Dans cette critique, nous essaierons de justifier cette affirmation. Nous proposerons quelques hypothèses pour expliquer le hiatus entre l'effort dont le livre se réclame pour comprendre ce qui se passe en Argentine permettant de nourrir l'élaboration politique en France, et les résultats obtenus, plutôt marqués par la confusion et la négation.

DES OPTIONS

ÉDITORIALES QUI

MANQUENT DE CLARTÉ

Bien que ce point paraisse secondaire, il faut souligner que la critique du livre doit commencer par signaler une absence de clarté quant au projet éditorial, car il ne trouve jamais clairement son « style ». Je suppose que les auteurs se sont posés ou ont dû se poser l'alternative suivante : écrire une chronique politique des événements révolutionnaires de l'Argentinazo, ou rédiger un essai d'interprétation historique. Ils pouvaient également choisir d'engager un travail proprement polémique avec les organisations trotskistes et leurs positions en examinant leurs positions

programmatisées.

Ils n'ont pas opté clairement pour cette dernière possibilité. La polémique ne s'engage pratiquement pas. On peut même dire que les positions politiques des organisations argentines sont largement ignorées comme thème de discussion. Le plus remarquable est que les auteurs ont pratiqué la polémique politique, pour l'un dans un passé lointain et pour l'autre plus proche, et qu'ils connaissent relativement bien certains des protagonistes, en particulier les héritiers du morenisme et le Parti Ouvrier. Si la polémique programmatique « traditionnelle » est ignorée, c'est probablement parce que les auteurs considèrent qu'elle manque d'importance et/ou que les militants et lecteurs français ne s'y intéressent pas. Le rejet d'une certaine pratique du trotskisme (qui peut de manière justifiée se caractériser comme sectaire) conduit Chesnais et Divès à jeter le bébé avec l'eau du bain. Étant donné leur logique, les anathèmes, condamnations et approbations des organisations et des publications des différents courants de la IV^e Internationale sur l'Argentine depuis cinquante ans, avec des contenus divers et contradictoires, n'ont contribué dans leur quasi-totalité à aucun apport réel à la compréhension de la lutte de classes et du mouvement révolutionnaire. Il est heureux qu'ils ne soient pas répétés en tant que tels. Le paradoxe est que dans le livre, certains gestes reviennent par la fenêtre après être sortis par la porte. Le livre oscille donc en permanence entre la chronique et l'essai sans se décider pour l'un ou l'autre. Pourquoi ? Faire une simple chronique politique des événements aurait été une énorme contribution, et pas seulement pour les lecteurs français. Il est probable que les auteurs

n'aient pas pris ce parti, parce qu'ils ont senti que cela les placerait dans une position de simples chroniqueurs. Ce fut une erreur. Mais ce n'est pas non plus un essai historique et politique. Son contenu est trop journalistique pour atteindre ce but. Le résultat est alors un hybride qui échoue nécessairement à mettre en valeur la signification profonde des événements.

En tant qu'essai, il commet l'erreur importante d'analyser les 25 dernières années à partir de l'idée que « Le coup d'état de Videla de 1976 a mis un terme à l'espoir d'une issue progressiste en Argentine. » (p. 9). S'il s'agit d'une issue « progressiste », l'« espoir » avait déjà disparu depuis longtemps pour être remplacé par l'illusion ; dans le cas contraire, on justifierait l'action « réformiste » menée jusqu'à la dictature. Quant au « progressisme » en revanche, il va surgir et resurgir de nouveau comme un cancer, comme cela est arrivé auparavant avec le FREPASO et aujourd'hui avec De Gennaro. Précisément, un des rôles de Lula, depuis qu'il a gagné les élections à la présidence du Brésil, est son intervention directe en Argentine pour essayer de donner une nouvelle vie à ces tendances, qui ont eu dans le passé et ont actuellement des positions directement pro-impérialistes. D'où son appui direct à Ibarra et De Gennaro.

La question du « progressisme » s'avère très importante. Les auteurs font des tours et des détours pour expliquer l'absence de la CTA les 19 et 20 décembre et ne parviennent pas à dire quoi que ce soit de concret à ce sujet, sauf qu'il existe une différence qualitative entre cette organisation syndicale et les deux CGT. Ils mettent en évidence le rôle de la CTA dans l'organisation des piqueteros

mais ils n'informent pas le lecteur qu'elle a été un rouage essentiel dans la mise en place du gouvernement de l'Alliance (le gouvernement De la Rua) et qu'elle a tenté de le soutenir comme elle a pu jusqu'au dernier moment. C'est pour cette raison qu'elle n'était pas présente sur la place de Mayo les 19 et 20 décembre.

DES ERREURS

D'APPRÉCIATION

FONDAMENTALES

Il nous semble que les événements révolutionnaires en Argentine présentent deux caractéristiques fondamentales : d'une part la brutalité de l'effondrement des structures économiques, politiques et sociales ; d'autre part l'irruption du mouvement des masses sur la scène politique. La question centrale est la relation entre ces deux phénomènes. C'est en ce sens que l'Argentinazo incarne des tendances internationales.

Si le livre souligne à sa manière l'ampleur de l'effondrement, il échoue totalement à comprendre que le fil conducteur des événements argentins est l'activité politique du mouvement ouvrier et des masses. Il adopte plutôt le point de vue inverse : ainsi, les exploités argentins manqueraient d'une expression politique propre. Ce manque est expliqué par l'étatisation des syndicats : « La domination de syndicats intégrés au principal parti politique capitaliste (le parti péroniste) rend le terme de "mouvement ouvrier" difficile à cerner dans le cas argentin. Elle explique pour une part la difficulté à formuler une issue politique à la crise actuelle » (p. 85) et comme conclusion « Il reste à revenir sur un problème essentiel, déjà abordé sous diffé-

rents aspects en plusieurs endroits de ce livre : le fait que le mouvement en cours continue de manquer cruellement d'une expression politique organisée. » (p. 222).

Il est remarquable que les auteurs veuillent expliquer que le mouvement ouvrier argentin, dont la réalité même est mise en doute (par la question historique de l'étatisation des syndicats), manquerait d'issue autonome précisément dans une période d'activité politique intense et concentrée contre l'État capitaliste. L'étatisation des syndicats est une tendance générale qui s'applique avec ses modalités à différents pays et situations, et pour cela même, ne peut expliquer concrètement aucune situation précise.

Il faut insister encore et toujours sur le fait que les 19 et 20 décembre 2001, au terme d'un long processus historique, les masses et le peuple argentin ont renversé un gouvernement capitaliste « démocratique » pour la première fois dans l'histoire. Et ils le firent à nouveau quelques jours plus tard. Le contenu de ce mouvement (qui aurait pu être d'un autre genre) est celui d'une rupture révolutionnaire avec le péronisme, le radicalisme et la gauche capitaliste démocratisante. « Que se vayan todos ! », comme l'indique correctement le titre du livre. De la même manière, le « Dehors Duhalde ! », après le 1^{er} janvier, est une véritable ligne de partage pour les mouvements, partis, tendances et individus, dans la mesure où l'intervention révolutionnaire de la population contre le gouvernement capitaliste, contre l'État et pour la prise de pouvoir reste d'actualité.

Ce mouvement révolutionnaire n'a pas encore une consigne arithmétique de prise de pouvoir. Si elle existait, nous serions directement dans

une phase insurrectionnelle. Il ne présente pas non plus une conquête politique irréversible. Il ne représente pas non plus une voie toute tracée qui mènerait les masses à l'insurrection. Tout au contraire. Pour une analyse de nature politique similaire, il suffirait de revenir à Trotski, qui analyse la révolution de février, son caractère paradoxal et le sort ultérieur de la consigne « Tout le pouvoir aux Soviets » qui a souffert de plus d'une vicissitude entre février et octobre. (Souvenons-nous, par exemple, des journées de juillet).

Ce qui ne manque certainement pas en Argentine, c'est une « expression politique organisée », la non formulation « d'une issue politique à la crise actuelle ». Ces expressions politiques organisées et issues politiques existent. C'est là que se situe la différence fondamentale avec l'histoire antérieure. Les auteurs ne peuvent comprendre cette tendance fondamentale parce qu'ils sont obsédés par le passé de l'étatisation syndicale et par le présent supposé de la manipulation du mouvement de masse. Dans les deux cas, une argumentation fallacieuse sert à escamoter l'autonomie d'intervention du mouvement ouvrier et de l'ensemble des exploités.

LES TENDANCES

SOVIÉTIQUES

Dans son livre politique le plus achevé L'histoire de la révolution russe, Trotski précède son analyse de la révolution de Février par une série de chapitres de synthèse historique portant sur les particularités du développement social en Russie. Dans un paragraphe lumineux sur les Soviets, il indique : « Dans ces conditions [de développement social et politique entre 1905 et 1917], il n'y avait que le

jeune prolétariat qui pût donner à la paysannerie un programme, un drapeau et une direction. Les grandioses problèmes qui se posèrent ainsi devant lui nécessitèrent la création sans délai d'une organisation révolutionnaire spéciale, qui pourrait englober d'un seul coup les masses populaires et les rendre capables d'une action révolutionnaire sous la direction des ouvriers. C'est ainsi que les Soviets de 1905 prirent en 1917 un développement formidable » [2]. Ainsi les conseils sont un instrument d'action révolutionnaire car ils constituent le lien nécessaire entre la classe ouvrière et les paysans.

En Argentine, ces tendances sont en train de se matérialiser également. Et si la référence historique majeure est sans aucun doute le Cordobazo, le processus politique est alimenté par les soulèvements populaires contre le menemisme et le cavallisme à Neuquen, Santiago del Estero, Salta, Jujuy. Ce mouvement profond des exploités se présente comme une rupture avec le péronisme et le « démocratisme », comme une crise du processus politique ouvert en 1983. Son aspect le plus significatif est certainement l'effondrement de la gauche de gouvernement de De la Rúa. Le grand mérite du Parti Ouvrier (PO) est d'avoir compris, exprimé et encouragé ce développement. Il s'agit d'une différence par rapport aux autres tendances trotskistes.

Le mouvement piquetero est, pour cette même raison, « la création la plus authentique de la classe ouvrière et des masses exploitées argentines de ces 25 dernières années » [3]. C'est ici que se manifestent les tendances soviétiques. Dans le cas de l'Argentinazo, ce qui s'est éprouvé, c'est la capacité de la classe ouvrière, travailleurs ou chômeurs,

d'occuper le centre-ville pour prendre la tête de l'ensemble de la population. Elle l'a fait, d'un point de vue organisationnel et politique à travers le mouvement piquetero. Là est la dynamique fondamentale qui s'imposa pendant toute la période ultérieure, et qui donna lieu à son tour à l'apparition des Assemblées populaires. Sa concentration politique s'est réalisée pour l'instant dans trois Assemblées nationales de Travailleurs.

L'analyse et le récit du livre effleurent ces questions fondamentales parce qu'ils sont fondés sur le postulat qu'il n'existe aucune expression politique autonome de la classe ouvrière et des exploités. A partir de là, la démonstration doit être menée jusqu'à son terme. Le mouvement piquetero aurait seulement un « caractère immanquablement progressiste » en « tant que réponse organisée [...] à la dislocation engendrée par le chômage de masse ». (pp 167/8). Sont placés sur le même plan, le mouvement piquetero, le mouvement associatif et les assemblées populaires (p. 175), comme s'il n'y avait aucune intervention propre du mouvement ouvrier. Par contre, les tendances soviétiques sont attribuées unilatéralement, « fût-ce de façon très embryonnaire », aux assemblées de quartier (p. 186), dans l'ignorance totale que son développement progressif relève de sa convergence avec le mouvement piquetero/assemblées de travailleurs avec ou sans emploi [4]. En réaction à la décomposition du capitalisme, le mouvement piquetero a pu synthétiser une caractéristique historique du mouvement ouvrier argentin (sa force sociale dans les villes) avec la tradition de la grève politique et de la mobilisation dans les rues. Et cette synthèse se réalise en rupture avec

le péronisme et le radicalisme. Nous sommes en face d'un profond mouvement historique des exploités.

Une bonne chronique des événements de l'Argentinazo et des six mois qui ont suivi aurait dû montrer la dynamique concrète de ce mouvement, son énergie et ses limites, son caractère politique et ses difficultés à poser et résoudre les problèmes qui se présentent à lui au cours de son affrontement avec l'État capitaliste, ses avancées et ses reculs. De cette manière, le rôle des organisations et des partis aurait pu être éclairé par des caractérisations certainement polémiques. Les auteurs ont préféré une autre forme d'exposé, conformément à leurs thèses politiques, mais ils ont gagné en confusion et non en clarté.

LE PARTI,
LA DÉMOCRATIE ET
LA « MANIPULATION »

Les auteurs regrettent « l'absence, sur la scène politique, d'un parti ou mouvement anti-capitaliste et anti-imperialiste offrant un cadre d'organisation large, permanent et démocratique aux hommes et aux femmes qui se portent à la tête des luttes, dans le but d'aider à centraliser les processus d'auto-organisation, de préciser les tactiques à suivre et surtout d'offrir une stratégie d'ensemble face aux possédants et à leur État. ». Laissant de côté la confusion entre « parti » et « mouvement », il convient de dire que les exigences de nos auteurs font que ce type de structure n'a jamais existé en Russie, en Espagne, en Allemagne, en Chine... Ce qui n'a pas empêché, lors de chacune de ces révolutions, qu'il y ait eu un cadre révolutionnaire... et de nombreux autres qui ne

l'étaient pas. Engels disait, dans la polémique avec les anarchistes à propos de la grève générale, que si le mouvement ouvrier était capable de « décréter » une grève générale révolutionnaire jusqu'à la chute du capitalisme... le régime se serait d'ores et déjà effondré de lui-même. De la même façon, si en Argentine il existait ce « cadre d'organisation », il n'y aurait certainement pas à le chercher et les positions, critiques et polémiques des uns et des autres seraient redondantes.

Du point de vue de la méthode, cette approche est stérile et constitue une caricature de l'affirmation que « la situation mondiale dans son ensemble se caractérise fondamentalement par la crise historique de la direction du prolétariat ».

Le plus remarquable dans la réponse apportée par le livre, lu avec attention, est que ce cadre ne peut résulter de l'activité des partis trotskistes et particulièrement du PO, et devrait par contre être créé par Luis Zamora et son mouvement. Ce point de vue pourrait être valable. La difficulté réside dans le fait que pour le justifier en Argentine, il faudrait réviser 150 ans de lutte politique de la classe ouvrière. C'est précisément le point de vue de Zamora, qui nie toute filiation avec les partis de gauche, avec l'action politique propre à la classe ouvrière et aux exploités, avec la lutte pour le pouvoir, avec les organisations populaires. C'est dans ce sens que les références du livre au « mouvement autonome de l'immense majorité » et contre « l'avant-gardisme » (p. 120) ont un contenu directement dirigé contre la « forme Parti » en particulier, et contre « la lutte politique » en général. Ce qui donne lieu à des interprétations et à des informations complètement abusives, sinon fausses sur ce qui se passe réel-

lement en Argentine.

Selon les auteurs, l'extrême gauche trotskiste « est très divisée... [et] cette division va de pair avec des rivalités exacerbées, des conceptions auto-proclamatoires et des pratiques d'instrumentalisation du mouvement de masse qui provoquent au sein de ce dernier des phénomènes de rejet » (Divès, Rouge, 1er août 2002). Et le livre dénonce (voir surtout pp.210-214) systématiquement l'« auto-proclamation », l'« avant-gardisme », la « manipulation », se référant avant tout au PO, mais également aux autres organisations. Néanmoins, il ne délivre aucune information majeure à propos du développement et des positions de ces mêmes organisations.

LA POLARISATION ENTRE ZAMORA ET ALTAMIRA

Il est évident que les auteurs tentent de construire une polarisation personifiée entre Zamora et Altamira, avec une claire préférence pour le premier et un rejet patent pour le second. Ils citent ces deux dirigeants une douzaine de fois, à l'exclusion des autres. La polarisation s'articule sur une opposition supposée entre autonomie et embrigadement, mouvement et secte, démocratie et autoritarisme. Et ainsi de suite. Nonobstant, en termes stricts, il s'agit d'une affabulation, que le livre ne légitime par aucune étude fondée des événements révolutionnaires de cette dernière année.

Le rôle joué concrètement par Zamora est laissé dans l'ombre. En revanche, Altamira est un manipulateur qui parvient à présenter un rapport au premier congrès piquetero sans être lui-même ni ouvrier, ni chômeur, ni piquetero. Par contre, Zamora est porteur d'une résolution ré-

volutionnaire de la problématique entre dirigeant politique et masses. Mais le premier travaille dans une organisation politique qu'il dirige, et le second, du moins pour l'instant, s'est incorporé à un processus électoral, et dirige un soi-disant mouvement déstructuré et exempt de toute forme de débat organisé et de démocratie, qui évite la relation avec le mouvement des masses. Il cherche ses alliés ailleurs ; dans la seule tentative qu'on lui connaisse d'une action politique, il a cherché à former une alliance avec des dirigeants bourgeois tels que Elisa Carrio et des conciliateurs comme De Gennaro. Bien sûr, cela a été un échec retentissant.

Altamira, au contraire, est en train de résoudre progressivement une difficulté historique du trotskisme argentin, et son organisation est devenue aujourd'hui effectivement une tendance du mouvement ouvrier et des exploités et joue un rôle dirigeant au sein de ces organisations, dans une situation révolutionnaire.

Si nous ne voulons pas tomber dans des généralités et des affirmations abusives, nous pouvons dire qu'effectivement Zamora et Altamira représentent en Argentine deux options opposées comme alternative à l'effondrement des structures sociales et politiques du capitalisme et de ses composantes de « gauche ». On peut parler dès lors de la polarité entre « parti » et « mouvement ».

Face à la réalité des événements révolutionnaires argentins, il est peu utile d'appeler simplement à l'unité et aux bonnes manières, si on ne commence pas par essayer de situer les rôles des uns et des autres. Il est intéressant de relire dans ce sens la polémique entre quatre organisations trotskistes argentines, présentes au second forum de Porto Alegre, et l'intervention de Pablo

Rieznik du PO [5]. Les différences politiques sont réelles, du point de vue des positions, des programmes, des méthodes. Le récit d'un tel affrontement entre militants du PO et du MST peut certes nous amener à tirer des leçons sur l'unité et les bonnes pratiques, mais l'affrontement ne naît pas du sectarisme ni de la stupidité, mais de conceptions politiques face auxquelles il faut prendre position. Cela ne veut pas dire, évidemment, que la direction, le parti et le cadre révolutionnaires existent une fois pour toutes en Argentine, mais plus simplement qu'ils sont en construction. En raison de ses positions, de son histoire, de sa place dans la lutte des classes, j'attribue cette construction au Parti Ouvrier. Une telle construction se réalise aujourd'hui en rapport avec l'évolution de la situation révolutionnaire et des organisations qui expriment l'aspiration de la classe ouvrière et des exploités au pouvoir politique, sous la forme et les tendances des « conseils ». Le mouvement piquetero représente le stade avancé de cette tendance. On peut le reconnaître sans tomber dans « la surestimation des rapports de forces, des possibilités révolutionnaires immédiates et aussi de sa propre réalité comme "parti d'avant-garde" » (p. 212). Il est facile, en revanche, de caricaturer le PO dans le but d'escamoter le débat politique réel. Les problèmes que pose réellement la construction de ce cadre révolutionnaire finissent dès lors par disparaître.

ET LE MORÉNISME ?

Sur un point précis, l'histoire de ce livre est aussi l'histoire des organisations trotskistes de l'Argentine ou du moins de leurs polémiques. Selon ce dont nous informe la 4^e de couvertu-

re, « Jean-Philippe Divès a appartenu pendant 20 ans au courant fondé par le trotskiste argentin Nahuel Moreno ». En décembre 1999, Divès présente à la conférence du MAS argentin un long texte intitulé « Éléments pour un bilan des rapports de la LIT et du morénisme » dans lequel il revendiquait la tradition moreniste d'intervention dans la classe ouvrière pour défendre une politique révolutionnaire indépendante, et tenter de critiquer ses importantes limites « théoriques, programmatiques et politiques », « héritées du trotskisme et du canonisme ». Tel est le rapport essentiel qu'il établit entre Moreno et la IV^e Internationale. Mais si l'ombre de Moreno traverse le livre, ses héritiers proclamés en sont absents. Qu'a Divès à dire sur l'Argentine en tant que porte-parole d'un courant qui est en train d'intervenir dans la lutte de classes de ce pays ? Quel bilan tire-t-il de l'activité de son courant ? Comment les apports historiques du morénisme et les limites du trotskisme traditionnel cristallisent-ils ? François Chesnais partage-t-il ses différents points de vue ?

Ces points sont très loin d'être secondaires, et on aurait gagné en clarté si on les avait traités. Ils ont à voir avec l'histoire passée mais aussi avec le présent du trotskisme et de l'Argentine. Précisément, un des points de cette histoire est que la grande force politique des années quatre-vingt, à savoir le MAS, n'existe plus désormais, et que ses prolongations diverses se répartissent entre le MST (allié au PC) et les multiples tendances du MAS actuel, certaines d'entre elles « mouvementistes », partisans du mouvement social en Argentine.

Ce qui se passe en ce moment en Argentine est aussi une réponse à la crise historique du MAS et aux

vieilles relations entre PO et le morénisme. Bien sûr, comme toute réponse, elle est provisoire mais néanmoins réelle. Sur ce point, il y a une convergence concrète entre l'histoire-repolitique de l'Argentine et celle de la France, qui ne tient en rien au hasard et qui nous concerne tous d'une manière ou d'une autre. Et il ne s'agit pas d'un règlement de comptes. Un des intérêts de la situation révolutionnaire en Argentine est qu'elle permet aussi de voir sous un nouveau jour ce passé et de resituer ses protagonistes à la lumière des problèmes politiques programmatiques nationaux et internationaux actuels. Les auteurs auraient pu faire une contribution mais ils ont préféré agiter leurs fantasmes et revendiquer leur passé.

Notes

1- Pour éviter tout débat à ce sujet, nous précisons que nous utilisons le terme « trotskiste » dans le sens de tendances et/ou de militants qui se réclament de la IV^e Internationale sans distinction.

2- Trotski, Histoire de la révolution russe, tome 1, Février, Seuil Poche, page 50.

3- Luis Oviedo, Une histoire du mouvement piquetero, p. 5. Ce livre, excellent et d'expérience propre, aurait eu une portée encore plus grande s'il avait contenu une analyse des aspects « territoriaux » du mouvement piquetero qui sont en rapport avec son histoire, sa nature et ses perspectives comme représentation politique générale des exploités.

4- Le chômage de masse, associé au travail précaire, au noir ou intérimaire dans les centres du développement capitaliste s'est transformé en un des traits caractéristiques de la force de travail salariée en Argentine ces 10 dernières années.

5- On peut lire ce débat dans *Marxismo vivo* du 5 avril 2002 : « Argentine : une révolution en marche ».

Les dangers des transpositions d'une situation historique

Je suis reconnaissant à Marcelo Gramar d'avoir pris la plume sans s'embarrasser de considérations diplomatiques. En exprimant clairement ses désaccords avec l'approche (les « choix éditoriaux »), comme avec le contenu politique de *Que se vayan todos!* et en exposant en contrepoint quelques-uns des points centraux de l'analyse du Parti ouvrier (PO), il permet d'engager une discussion politique claire. Dans cette courte réplique, j'ai choisi de me centrer sur l'un des dangers politiques majeurs auquel se trouvent (et se trouveront) confrontés les révolutionnaires. Ceux-ci étant définis simplement par la capacité d'assumer le fait que, dans les conditions politiques et économiques contemporaines, le combat des salariés et des exploités contre les agressions du capitalisme peut désormais souvent déboucher sur des situations où, comme en Argentine, la question du

pouvoir politique, la question de l'État, se trouvent posées. Ce danger est de ne pas assumer la nouveauté souvent radicale des conditions contemporaines de la lutte des classes, et donc de chercher des analogies et des éléments centraux d'orientation en interrogeant les situations révolutionnaires et les révolutions victorieuses du passé, sans faire suffisamment attention à tout ce qui sépare les situations et les périodes historiques.

Avant d'analyser ce danger, je suis contraint de faire une courte parenthèse. En prenant connaissance de certaines parties du texte de Marcelo, je me suis demandé si c'était bien *Que se vayan todos!* qu'il avait lu et pas un tout autre livre. Ce n'est pas, en tout cas, dans celui que Jean-Philippe Divès et moi avons écrit qu'un thème central de l'analyse serait la personnification des orientations politiques et la polarisation des choix

entre ceux défendus par Zamora d'un côté et Altamira de l'autre. Il y a d'autres choses du même acabit que l'on pourrait aussi relever. Mais ce n'est pas sur des aspects somme toute mineurs des remarques de Marcelo, même si on peut les regretter, qu'il faut se concentrer. Ce dont il faut commencer à parler (ici on ne fera qu'effleurer le sujet), c'est des impasses politiques auxquelles peut conduire la tentative de transposer dans le temps et dans l'espace ce qui ne peut pas l'être.

RUSSIE 1917,

ARGENTINE 2002 ?

C'est dans la Révolution russe de 1917 que Marcelo veut trouver des éléments d'orientation politique très importants, sinon décisifs, pour les appliquer, moyennant quelques adaptations, à la situation argentine de 2002. Ce désir est si fort qu'en lisant Marcelo, on se dit qu'il veut contraindre des aspects clefs de la réalité politique et sociale de son pays à entrer de force dans le moule russe d'il y a près d'un siècle. Marcelo choisit une citation de *l'Histoire de la révolution russe* (qui n'est ni la meilleure, ni la plus pertinente de Trotsky sur les conseils), dans laquelle l'auteur présente les Soviétiques de 1917 comme la forme organisationnelle qui permettait au « jeune prolétariat », seule classe de la société russe du début du XX^e siècle à avoir la capacité et l'autorité politiques pour le faire, de « donner à la paysannerie un programme, un drapeau et une direction ». Et Marcelo d'enchaîner en disant que « en Argentine, ces tendances sont en train de se matérialiser également ».

Certains des plus sérieux problèmes dans la situation argentine tiennent précisément au fait que le prolétariat

de ce pays n'est plus « jeune » au sens où celui de la Russie tsariste du début du XX^e siècle l'était. Il a une histoire déjà longue, dont l'une des expressions est ses relations avec des organisations, en premier lieu les syndicats péronistes, dont il ne peut pas se défaire sans un très grand effort. Il est marqué des stigmates d'un long développement dans le cadre de la société bourgeoise argentine dominée, et s'en trouve freiné. Majoritairement, les salariés et les ouvriers ont encore voté pour Menem aux élections de 1996. Marcelo (et le PO) connaissent bien cette réalité. Ils cherchent pourtant à l'esquiver. La solution qu'ils choisissent mène à l'impasse. Ils décrètent que le mouvement de la révolution en Argentine va épouser à quelques variantes près celui de la révolution russe. Il leur faut quelqu'un pour tenir le rôle du « jeune prolétariat » de 1917. C'est aux organisations des chômeurs, les *piqueteros*, que ce rôle est dévolu, ou plus exactement aux plus militantes d'entre elles, celles sur lesquelles la CTA, les courants politiques maoïstes qui la suivent et les organisations caritatives ont l'influence la plus faible. Comme chacun peut le vérifier dans *Que se vayan todos!*, Jean-Philippe Divès et moi accordons une place considérable et donnons une très grande importance politique au mouvement *piquetero*. La résistance acharnée des chômeurs à la déchéance sociale, ainsi que les formes d'organisation à caractère autonome qu'ils ont construites pour s'entraider et pour combattre, ont été un exemple pour d'autres secteurs de la classe ouvrière comme de la petite bourgeoisie. Les *piqueteros* ont ainsi ouvert la voie aux événements du 19 et 20 décembre 2001. Mais je pense que c'est de la folie que de vouloir en fai-

re plus que ce qu'ils sont, à savoir un élément constitutif d'une entité sociale plus vaste : le salariat, la classe ouvrière au sens large, cet ensemble urbain aux frontières mouvantes. C'est aussi ne pas tenir compte des effets politiques négatifs très lourds qu'a signifié la rupture par la CTA du Front unique des organisations du mouvement *piquetero* entre la Première et la Seconde Assemblée nationale des Travailleurs.

J'ai pu assister à une partie de la Troisième Assemblée nationale des Travailleurs. Elle réunissait quelque 350 à 400 délégués représentant quelques dizaines de milliers de chômeurs et bien moins de travailleurs en situation d'activité productive (autogestion comprise). Une poignée d'assemblées de quartier seulement était représentée. Cette Assemblée nationale des Travailleurs n'était pas l'embryon d'un double pouvoir. Les débats ont eu un caractère dramatique, car les orateurs les plus volubiles ont défendu une orientation clairement « volontariste », « avant-gardiste », de dénouement de la situation politique par des actions « aux forceps », dont le premier temps fort a été la manifestation au pont d'Avellaneda. L'assassinat de deux jeunes militants par la police péroniste a provoqué une forte réaction de l'ensemble des salariés, mais cela ne sert à rien de cacher que comparée à celles des années antérieures sur le même lieu, la manifestation du 26 juin 2002 a été très, très minoritaire. Le mouvement *piquetero* de la Troisième Assemblée n'a pas la force politique de jouer le rôle que Marcelo et le PO tentent de lui assigner. Même sans la rupture du Front unique par la CTA, il n'aurait pas la force sociale d'être plus qu'une composante d'un processus qui devra pour vaincre englober la majorité des

salariés argentins.

En Argentine, il n'y a pas de paysannerie au sens russe de 1917 (en termes de nombre et de poids social) ; de revendications insatisfaites cruciales, simples à réduire en un seul mot d'ordre (« *la terre à ceux qui la travaillent* ») ; et surtout, si on suit la citation de Trotsky, de disposition à voir dans la classe des ouvriers de l'industrie et du pétrole récemment créée par l'investissement capitaliste, des hommes et des femmes disposant de connaissances politiques et aussi technologiques (le maniement des machines, etc.), une avant garde sociologique et politique qu'elle serait prête à suivre. Rien de tel évidemment en Argentine. Les particularités du développement économique et social du pays en font une société hautement urbanisée, qui est dominée par le salariat et marquée aussi par la présence importante de professions urbaines liées à l'industrialisation antérieure et aujourd'hui à la financiarisation très poussée (en dépit de tout le mal que Marcelo pense de notre travail comme « essai », je renvoie aux chapitres 3 et 4 du livre pour souligner que nous avons proposé une interprétation de ce développement). Les salariés encore au travail, ceux et celles qui ont saisi leurs outils de production pour les sauver de la mise au rancart et de la destruction (les occupations et les formes nombreuses d'autogestion), ou encore ceux et celles qui font marcher les hôpitaux, les dispensaires et les écoles dans les quartiers, reconnaissent les *piqueteros* comme constituant la couche des travailleurs la plus opprimée, dont ils se sentent maintenant solidaires, comme les plus courageux aussi dans leur opiniâtreté à combattre politiquement, mais aussi tout simplement à affronter l'adversité la plus

extrême. Les plus formés politiquement sont aussi conscients de l'exemple que les *piqueteros* leur ont donné de l'auto-organisation. Mais il n'est tout simplement pas vrai que pour ces hommes et ces femmes, confrontés eux aussi à l'effondrement économique et social et engagés eux aussi dans la recherche d'une issue, soient disposés à considérer les *piqueteros* comme une direction, sociologique et politique, derrière laquelle il faudrait se ranger. Une politique pour les *piqueteros* ne peut pas se substituer à une politique pour le salariat dans toutes ses composantes, dirigée également vers la majorité de la population urbaine et des couches professionnelles.

LES PUISSANTS

OBSTACLES

AUXQUELS

L'AUTO-ORGANISATION

SE HEURTE

Revenons aux Soviets de février et rappelons quelques faits élémentaires, mais politiquement fondamentaux. La citation choisie par Marcelo n'y fait pas référence, mais tout le premier tome du travail de Trotsky en parle. Ces faits marquent un abîme avec la situation argentine. Dans les villes russes de 1917, l'élection des comités d'usine et des comités de soldats et marins ne s'est heurtée nulle part à l'opposition d'appareils syndicaux ou politiques déterminés à en empêcher la formation. La centralisation des comités par l'élection de délégués s'est faite au départ avec l'appui de tous les partis autres que ceux de la bourgeoisie libérale. Les Soviets de 1917 ont bénéficié du soutien initial inconditionnel, pas seulement du parti bolchevique et

des socialistes-révolutionnaires, mais aussi des mencheviks. Au départ, tous les partis (désignés alors en bloc du nom de « partis soviétiques ») étaient d'accord pour donner à ces organes le prestige et l'autorité maximum et à les dresser face au Gouvernement provisoire. Les ouvriers ont embrassé la démocratie directe soviétique avec d'autant plus de ferveur qu'ils n'en avaient connue aucune autre et n'avaient aucune expérience non plus de la trahison des dirigeants politiques « ouvriers » ou des partis prétendant parler en leur nom.

On est là en présence d'autant d'éléments qui ont permis aux Soviets de se former et d'avoir tout de suite un début de vrai pouvoir. Il suffit d'y réfléchir et de songer à l'extrême réaction d'hostilité des appareils aux moindres expressions d'autonomie (même celle de comités de grève élus), pour comprendre qu'il y a peu, même pratiquement aucune chance de les retrouver dans des pays à domination capitaliste ancrée (et l'Argentine en est un). Dans ces pays, c'est uniquement dans un combat acharné contre les appareils syndicaux et les partis « ouvriers » que des organes de double pouvoir peuvent se constituer. Marcelo écarte avec mépris l'hypothèse que les difficultés de centralisation politique des formes d'organisation autonome auraient quelque chose à voir avec l'intégration des syndicats à l'État dans le cadre du péronisme et il enchaîne : « *l'étatisation des syndicats est une tendance générale qui s'applique avec ses modalités à différents pays et situations, et pour cela même, ne peut expliquer concrètement aucune situation précise* ». L'étatisation des syndicats, sous la forme d'une collaboration intense presque permanente avec les gouvernements et les or-

ganismes patronaux, est effectivement un trait commun à tous les pays, et pas seulement à l'Argentine. Mais c'est précisément l'une des raisons pour lesquelles il est impossible d'invoquer comme le fait Marcelo l'exemple des Soviétiques, qui se reconstituent dès les premiers jours de la révolution de Février.

OU LES PRINCIPAUX

PROBLEMES

DU MOUVEMENT

PARAISSENT-IL

SE SITUER ?

C'est une des raisons aussi pour lesquelles le problème du mouvement révolutionnaire en Argentine ne me semble absolument pas se situer, comme le voudrait Marcelo, dans le fait qu'il « *n'a pas encore de consigne arithmétique de prise de pouvoir* », ce qui permettrait à ce mouvement d'entrer « *directement dans une phase insurrectionnelle* ». C'est vraiment mettre la charrue avant les bœufs ! Tant que n'existeront pas de vrais organismes de double pouvoir, avec l'autorité et le prestige correspondant à ce concept, la « prise de pouvoir » est une abstraction vide de sens.

Les problèmes du processus commencé en décembre 2001 se situent pour moi à deux niveaux. D'abord dans le fait qu'il n'a pas encore pu trouver des parades décisives à l'hostilité radicale des appareils syndicaux et politiques au mouvement indépendant des travailleurs, et donc aux obstacles que ceux-ci créent à l'existence quotidienne des différentes formes d'auto-organisation et surtout à leur centralisation politique. Ensuite, en ce qu'un grave problème a été posé, sans qu'on soit certain

qu'il soit encore résolu, par le fait que les organisations politiques d'extrême gauche, les élus révolutionnaires fédéraux ou provinciaux (dont Luis Zamora est le plus connu) et les courants indépendants des appareils du mouvement *piquetero*, n'ont pas pu se mettre d'accord au cours d'une longue année (formellement ou simplement de façon implicite dans leur conduite commune) pour faire de la défense et de la consolidation des formes d'auto-organisation leur priorité politique commune immédiate, et pour subordonner l'expression de leurs autres différences d'orientation tout à fait normales à cet objectif.

Dans l'un de ses grands textes du début des années 1930 publiés dans les *Écrits sur l'Allemagne*, Trotsky fait des considérations sur la forme soviétique qui se rapportent aux pays capitalistes industrialisés et non aux pays à dominante paysanne. Il lie ses réflexions à celles sur le Front unique ouvrier. Il écrit en substance que la forme soviétique est la forme que doit revêtir le Front unique au moment où la question du pouvoir commence à se poser. C'est dans ce contexte, me semble-t-il, que la portée de la rupture du mouvement *piquetero* par la CTA et les courants maoïstes marchant avec elle, doit être comprise. En ce qui me concerne, il me paraît maintenant évident que Jean-Philippe et moi n'en avons pas apprécié pleinement la portée. Jusqu'à la Première Assemblée nationale de Travailleurs, au niveau au moins des *piqueteros*, la CTA (sous la forme de sa Fédération des chômeurs) faisait partie du front unique, au moins dans ce secteur de la lutte des classes. Comme pour tout appareil syndical (voir plus haut), cela comportait beaucoup de problèmes et de trahisons propres à son accès privilégié à la « table de négocia-

tion ». Mais sa présence confortait le mouvement *piquetero*. Elle donnait donc dans un segment très important de la classe des exploités, pas seulement l'apparence, mais un début de réalité, à la réalisation du Front unique dans des conditions où la question de l'État et du système économique se profilait à partir des élections d'octobre 2002. Depuis cette rupture, dont les formes jésuites de soutien données par la CTA à De la Rúa jusqu'à la fin ont été la cause et la première expression voyante, la centrale « progressiste » a suivi un cours qui l'a conduite à se dresser de plus en plus clairement contre le contenu anti-capitaliste et révolutionnaire du combat multiforme des salariés, des travailleurs en situation d'autogestion et des chômeurs. La décision prise par son appareil de se lancer dans la formation d'un parti « réformiste pro-capitaliste » est un pas de plus dans son effort pour imposer aux travailleurs de supporter l'ordre capitaliste et impérialiste quel qu'en soit le coût. L'interview de Luis Zamora éclaire la fonction politique institutionnelle de cette décision dans la perspective des élections présidentielles et législatives du mois d'avril. Une formule de front unique qui inclurait la CTA est devenue impossible, sans doute définitivement, bien que sur ce dernier point on n'ait pas en France tous les éléments pour se prononcer. Sur la base des informations actuelles, il semble bien que les syndicats et les sections syndicales fidèles à l'engagement anti-impérialiste que l'effondrement économique et social leur impose (leur impose en dehors de toute position politique a priori) n'ont sans doute pas d'autre choix que de chercher à se regrouper face à la CTA et contre elle.

La construction du Front unique jus-

qu'à ce qu'il puisse se hisser à un niveau où ses composantes politiques et ses structures organisationnelles puissent se poser en organisme d'un pouvoir nouveau, repose donc sur les forces politiques qui rejettent les orientations que la CTA propose aux salariés et aux exploités. Cette construction exige au moins trois choses. Il a déjà été question de la première plus haut, à savoir le choix d'une politique qui permette d'incorporer dans le mouvement anti-capitaliste et anti-impérialiste l'ensemble des secteurs des travailleurs et des couches des exploités, sans vouloir décréter la préséance d'un secteur quelconque. Les travailleurs des usines autogérées, ceux qui ont pris en main la marche de services publics avec les habitants dans les quartiers, les assemblées de quartiers et les syndicats lutte de classe ne semblent pas devoir être hiérarchisés a priori (plus ou moins « prolétaires ») en tant que composantes d'un processus dont l'objectif est politique, à savoir la construction d'un nouveau type de pouvoir en vue de la réorganisation de la société dans sa totalité. Cette réorganisation aura comme l'une de ses bases de nouveaux rapports de production que les usines sous contrôle ouvrier préfigurent. Mais pour cela il faut un nouveau pouvoir qui exige la participation de l'ensemble des secteurs de classe en mouvement aujourd'hui.

Le processus de centralisation suppose le respect de l'apprentissage de l'auto-organisation. Se comporter aujourd'hui en « parti partisan des conseils », en « parti soviétique », exige cela. Ici je persiste à penser que les deux organisations trotskistes les plus fortes, le PO et le MST, ont manifesté une forte incapacité à apprécier l'importance pour le processus révolutionnaire de l'en-

semble des expressions de l'auto-organisation, et à comprendre les problèmes d'apprentissage de la démocratie directe dans toute leur complexité. Il fallait savoir respecter les rythmes de prise en compte des questions par les femmes et les hommes réunis à l'Assemblée du Parque Centenario, et ce faisant accepter de subordonner la formulation de leurs différences à cette exigence politique centrale. Cette incapacité, dont les racines sont dans la « théorie » du « parti-seul-à-savoir-et-qui-sait-mieux », a pesé, et pèse peut-être encore sur la situation, de même qu'ont pesé les manifestations séparées et rivales du 1^{er} mai 2002, et plus généralement ce réflexe réitéré à se former en blocs, en phalanges en état de « paix armée » les uns vis-à-vis des autres. A cet égard, le fait que l'ensemble des organisations et des courants présents dans les différents secteurs combattant pour l'indépendance de classe et l'auto-organisation aient mis leurs différences au second plan et aient manifesté massivement le 20 décembre pour marquer la chute de Cavallo et de De la Rúa un an plus tôt, est très positif. Une politique de parti ou de militant politique « partisan du pouvoir des conseils » exige de faire de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de centralisation qui permettent la naissance et la consolidation d'organismes de pouvoir, la priorité des priorités. Ici encore il faut subordonner tout intérêt propre à cette tâche. En ironisant sur « *l'appel à l'unité et aux bonnes manières* », Marcelo ne fait que souligner que ce n'est pas l'orientation du PO, ce qui m'oblige à dire que cela invalide le PO en tant qu'un équivalent argentin des « partis soviétiques » qui ont aidé à la consolidation des conseils en février 1917. De son côté, Luis Za-

mora a de belles formules sur la construction d'un nouveau type de pouvoir en vue de la réorganisation de la société dans sa totalité. Pour qu'on le croie pleinement, il faudrait qu'il lance, avant que celle-ci ne s'érode, son autorité politique dans la balance et qu'il s'engage avec les autres forces, dont nécessairement les partis d'extrême gauche, dans la définition d'une stratégie moins vague que « *apprendre en avançant* », bien que ceci soit indispensable, presque par définition. Ici surgit le troisième problème non résolu.

Qui dit « double pouvoir », « nouveau type de pouvoir », dit obligatoirement programme. Un pouvoir n'est pas seulement un ensemble d'institutions (les Soviets en étant aussi), un pouvoir c'est un programme. Le mouvement *piquetero* ne peut servir à lui seul à cette élaboration. Je répète que dans les conditions d'effondrement social et de réflexion politique anti-capitaliste imposée par l'effondrement, c'est l'ensemble des couches sociales et des catégories professionnelles touchées par l'effondrement et engagées dans la réflexion, qui doivent être incorporées dans le processus, associées étroitement tant à la construction des formes d'auto-organisation qu'à l'élaboration programmatique. C'est ici que se pose la question du positionnement des uns et des autres face au travail du groupe des économistes de gauche (EDI), par le quasi silence ou l'intérêt du bout des lèvres dans le cas de Luis Zamora, et par l'hostilité la plus extrême dans le cas du PO. Son porte parole chez les universitaires, Pablo Reiznik, a déchaîné une succession d'agressions politiques dans les termes les plus violents, aussi bien contre le groupe comme un tout que contre tel ou tel

de ses membres, notamment Claudio Katz. Certains membres d'EDI ont pu avoir des errements momentanés, mais le groupe les a rappelés au respect des engagements communs. Le travail programmatique de EDI s'est inscrit dès l'origine comme une contribution à un processus d'élaboration plus large. Il est effectivement l'œuvre de professionnels appartenant aux « classes moyennes », mais EDI a la particularité d'avoir élaboré contre les orientations des économistes membres ou proches de la CTA. Les mesures centrales élaborées heurtent les intérêts impérialistes frontalement et mettent en cause les formes de la propriété. Elles ouvrent la voie à de nouveaux rapports de production et à de nouveaux rapports sociaux. Marcelo ironisera ici encore sur « *l'appel à l'unité et aux bonnes manières* ». Je dis que les positions du PO, tout en se réclamant vertueusement des ouvriers et des *piqueteros*, traduisent surtout la défense d'intérêts propres d'organisation, ou plus

précisément encore de ce que nous nommons, sur la base de l'expérience française riche en la matière, la défense d'intérêts de « mini-appareil ».

Le 20 décembre 2002, l'ensemble des organisations et des courants présents dans les différents secteurs combattant pour l'indépendance de classe, l'auto-organisation et le socialisme ont su mettre leurs différences au second plan. Ils ont assuré le succès de la manifestation et réussi à isoler la CTA.

Sauront-ils donner un lendemain, un prolongement politique adéquat à ce premier pas ? Sauront-ils s'unir pour réunir une forme d'assemblée qui entreprenne la centralisation politique et l'élaboration programmatique nécessaire pour dessiner une issue anti-capitaliste et anti-impérialiste à la crise argentine ?

Nous publions une étude rédigée par un chercheur et militant palestinien qui vit à Ramallah. L'étude est parue dans le mensuel marxiste américain Monthly Review (7 octobre 2002). Il a été traduit par l'équipe de A l'Encontre et mis sur leur site (<http://www.alencontre.org>). Nous les remercions de nous permettre de le publier ici.

Les classes sociales, l'économie et la seconde Intifada

L'Intifada palestinienne en cours et la réponse brutale d'Israël ont été le sujet d'innombrables articles au cours des deux dernières années. Il y a toutefois un vide décevant parmi les analyses de gauche, dont la majorité des écrits cherchent à expliquer le caractère de la politique d'Israël par les vues droitières d'Ariel Sharon. Dans ce cadre, la stratégie israélienne est présentée comme une extension raciste d'un projet colonialiste sur les territoires occupés, incluant parfois l'expulsion des Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

De manière frappante, toute discussion en termes de classe et d'économie politique, autant à propos d'Israël que des territoires occupés, est absente de quasiment toutes les analyses de la gauche. Alors que cela peut paraître une accusation étrange faite aux écrits de la gauche, je considère que l'absence d'analyse en termes de classe est en elle-même révélatrice de la confusion avec laquelle la majorité de ces forces considèrent l'Etat d'Israël. Pour une

grande partie de la gauche, la politique israélienne est comprise simplement comme une opposition binaire entre une aile droite, le Likoud, et un Parti travailliste plus enclin à la paix. J'entends démontrer ci-dessous qu'une telle appréhension provient d'une approche erronée dans la compréhension de la formation de classe en Israël et que, sans placer les classes au centre de notre analyse, il est difficile de développer une analyse adéquate de ce qui se produit aujourd'hui sur le terrain.

En substance, je soutiens que le capitalisme israélien fut constitué par le mouvement travailliste sioniste (actuellement représenté par le Parti travailliste) et que le processus d'Oslo a été une étape clef dans le développement de cette formation sociale. La guerre actuelle d'Israël contre le peuple palestinien est l'extension logique de ce processus, avec l'intention de créer un bantoustan (« canton state » [1]) palestinien. A cause du rôle central du mouvement travailliste sioniste dans la construction du capitalisme israélien, les

termes de « gauche » et de « droite » sont pour l'essentiel non pertinents dans le cas israélien.

De plus, durant les dix dernières années, Israël s'est progressivement défait de sa dépendance à l'égard du travail palestinien à bon marché, tout en renforçant la dépendance des territoires occupés à l'égard de l'économie israélienne. Le résultat est une société palestinienne avec une structure de classe hautement déformée : une classe capitaliste dépendant de sa relation privilégiée avec le capital israélien et une classe ouvrière dont le poids stratégique dans le combat national est faible.

LES CLASSES SOCIALES ET L'ÉTAT DANS LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE

Beaucoup de commentaires académiques et journalistiques [entre autres aux États-Unis et dans certaines ailes de la social-démocratie européenne dans les années cinquante-60] à propos d'Israël considèrent le poids prédominant de l'État d'Israël, au cours des quatre premières décennies depuis l'établissement du pays en 1948, comme la preuve qu'Israël était une « économie socialiste ». Cette croyance trouve son fondement dans les écrits politiques du mouvement travailliste sioniste lui-même, à travers le rôle attribué aux colonies collectivistes, particulièrement le mouvement des kibboutzim [exploitations coopératives collectives en Israël, en déclin total, mais ayant marqué le projet de colonisation antérieurement à 1948 et dans la période postérieure] et la force du mouvement syndical, l'Histadrout [2], le plus grand employeur au cours de la majeure partie de l'histoire israélienne.

Depuis le milieu des années 1980, avec une accélération durant les années 1990, les structures économiques d'Israël ont subi une transformation spectaculaire. Au cours des 15 dernières années, l'économie du pays a changé de manière significative et Israël s'est adapté aux exigences de la mondialisation du capitalisme [en termes de hautes technologies, d'exportations, etc.]. Appuyé largement par le FMI et la Banque mondiale, le gouvernement israélien a privatisé les entreprises d'État, relâché le contrôle du gouvernement sur les marchés de capitaux et réduit les salaires réels.

L'approche traditionnelle de l'économie d'Israël cherche à expliquer ces transformations comme résultant d'un changement idéologique parmi l'élite israélienne. En correspondance avec cette approche, les leaders israéliens ont l'habitude d'attribuer les désastres économiques aux effets d'une idéologie socialiste, qui se serait prolongée jusqu'aux années 1980, avec laquelle il a fallu rompre pour adopter avec empressement les prescriptions néo-libérales censées sortir l'économie de sa lan-gueur.

A l'opposé, une nouvelle génération d'universitaires israéliens, au cours des dix dernières années, ont défendu qu'une nouvelle approche était nécessaire pour comprendre l'establishment israélien [3]. Ils ont soutenu que le développement du mouvement sioniste est saisi de manière plus pertinente dans la perspective du mouvement de colonisation cherchant à gagner le contrôle de la terre et du marché du travail. La classe capitaliste privée issue du mouvement originel des colons était faible et divisée ; une structuration collectiviste de la colonisation conduite par le mouvement travailliste sioniste

constituait, alors, le moyen le plus efficace de colonisation du pays et d'éviction de la population indigène arabe. La force de l'Histadrout et le rôle dirigeant du mouvement travailliste sioniste furent mieux expliqués par la faiblesse de la classe capitaliste juive qui existait avant 1948, et par le besoin de fournir du travail pour les immigrants juifs, aussi bien que par celui d'exclure la classe ouvrière indigène palestinienne du marché du travail, en prélude à son expulsion (en 1948).

A cause de la nature embryonnaire à la fois des capitalistes et de la classe ouvrière durant la période de colonisation, l'État d'Israël qui se développa après 1948 n'avait pas seulement à s'occuper de la colonisation du pays, mais également de la construction des classes sociales comme telles. Cette formation des classes passa par deux phases clefs dans la période entre 1948 et 1985.

1/ 1948-1973 Cette période fut caractérisée par un haut niveau de développement, financé par les transferts unilatéraux des réparations allemandes et de la communauté juive à l'étranger (diaspora). Ce fut une période initiale de l'État et de la formation sociale avec ses divisions de classes. Ainsi l'État dirigeait pratiquement tous les transferts de capitaux à des groupes industriels subventionnés, considérés comme des alliés dans le « projet national ». Ces groupes se développèrent par la suite en conglomérats clefs qui dominèrent l'économie d'Israël dans les années suivantes. La classe ouvrière israélienne fut constituée par un flux soutenu d'immigration de juifs arabes, africains et asiatiques, qui furent définis ethniquement comme les « Mizrahim ».

Après l'occupation Israélienne, en 1967, de la Cisjordanie et de la ban-

de de Gaza, l'économie israélienne subit ledit « boom palestinien ». L'occupation augmenta de manière significative la taille du marché intérieur israélien et fournit une autre source de travail à bas prix (les travailleurs des zones occupées). Cette force de travail était bon marché et hautement exploitable. Et, au milieu des années 1980, les Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie formaient environ 7 % de la force de travail israélienne [4]. Près d'un tiers de la force de travail de Gaza et de la Cisjordanie travaillait en Israël en 1985, dont 47 % dans le domaine de la construction. Cette force de travail à bon marché fournit un important stimulant à l'économie israélienne en occupant les échelons les plus bas du marché du travail et en couvrant quelques-uns des manques de main-d'œuvre provoqués par le service militaire israélien prolongé (et généralisé). Cela permit également à quelques travailleurs Mizrahim de s'élever aux positions de contre-maîtres ou de superviseurs, réduisant par là certaines tensions « ethniques » qui étaient apparues au cours des années 1970 entre les Mizrahim et les juifs d'origine européenne.

2/ 1974-1985 A la fin des années 1960, les grands conglomérats centraux se sont regroupés en cinq groupes industriels clefs : Koor, Hapoalim, Leumi, Clal et Israël Discount Bank Holdings (IDB) [5]. Les quatre premiers conglomérats étaient contrôlés par l'État, le Histadrout et le mouvement travailliste sioniste, alors que l'IDB était une propriété privée. Commencant avec l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie, puis s'accéléralant après la guerre de 1973, la production militaire devint un noyau central de l'économie israélienne. Les dépenses mi-

litaires étaient dirigées par l'État en direction des conglomérats clefs, ce qui conduisit à des taux élevés d'accumulation [d'investissement] pour ces principaux groupes industriels, pendant que l'économie tout entière souffrait de stagflation [une combinaison d'inflation et de taux de croissance très bas] [6].

Au milieu des années 1980, ce système commença à s'effondrer à cause de nombreux facteurs. A un niveau global, une récession touchant le monde entier [1981-82] et une chute de la demande de matériel militaire sur le marché mondial due à la politique globale de réalignement stratégique [suite à l'émergence de Gorbatchev] commencèrent à limiter les profits des conglomérats. En Israël, le début de l'hyperinflation commença à étrangler l'économie tout entière et rendit la planification financière difficile.

En réponse à ces changements, l'État israélien, sous la tutelle de l'aile travailliste du mouvement sioniste, entreprit un changement significatif de direction qui commença avec le Plan économique de stabilisation (ESP) de 1985. Ce changement consista en quatre processus interdépendants.

a/ Un changement dans les relations entre l'État et les conglomérats clefs. L'ESP inaugura une nouvelle phase des relations entre l'État et la classe capitaliste. Les conglomérats clefs furent séparés de l'appareil d'État et passèrent dans les mains de la nouvelle classe capitaliste. L'État n'abriterait plus ces conglomérats. Ceux-ci devinrent plutôt les centres décisifs de l'accumulation de capital pour une classe capitaliste véritablement privée. Cela fut achevé avec la mise en pièce de l'empire de l'Histadrout, transférant ses restes en mains privées, et par la privatisation d'institu-

tions dépendant du gouvernement et semi-étatiques.

b/ L'unification d'une nouvelle classe capitaliste. Cette classe capitaliste est issue de la fusion de trois segments différents : le capital internationalisé, souvent lié au mouvement sioniste (à l'instar de l'homme d'affaire américain Ted Arison et du multimillionnaire canadien Bronfman) ; le capital privé local qui avait été précédemment soutenu par l'État (tel que les familles Recanati et Ofer) ; et troisièmement, des éléments de la bureaucratie d'État qui avaient conduit l'ESP et le processus de privatisation.

c/ L'insertion d'Israël dans l'économie mondialisée. Depuis le milieu des années 1980, l'économie israélienne s'était ouverte à l'économie mondiale à travers un relâchement des lois sur la propriété étrangère et les investissements, et conjointement par l'entrée en Bourse des compagnies israéliennes sur les places financières du monde entier. La classe capitaliste décrite au point 2 n'était évidemment pas homogène. Le troisième secteur de la classe capitaliste identifié ci-dessus, les anciens bureaucrates d'État, tendait à devenir les dirigeants de nouvelles compagnies privées. Suite à l'engagement des négociations avec les Palestiniens au début des années 1990 [processus d'Oslo], de nombreux capitalistes privés israéliens indigènes furent intégrés dans un nouvel ordre mondial globalisé, par le biais d'investissements significatifs et de liens de propriétés avec le capital étranger, en particulier aux États-Unis et en Asie. Troisièmement, le capital international, en particulier le capital nord-américain, commença à investir massivement en Israël alors que l'économie israélienne était intégrée à l'ordre capita-

liste mondialisé.

d/ La restructuration du rapport capital-travail. L'éclatement des conglomerats et de l'empire de l'Histadrouth eut un impact significatif sur la relation entre les travailleurs et les propriétaires capitalistes. L'ancien système, qui avait vu une couche privilégiée de travailleurs exister à côté d'un secteur hautement exploité, fut brisé en rompant le lien entre l'Histadrouth et l'économie. Il y eut une importante augmentation du taux d'exploitation subi par la classe ouvrière, reflété dans une augmentation du taux de productivité, qui excédait la croissance réelle des salaires. Plusieurs mesures politiques étatiques furent responsables de cela, en particulier la dévaluation du shekel et l'affaiblissement de l'indexation au coût de la vie censée compenser la hausse des prix. De plus, les politiques fiscales du gouvernement, telles que la suppression ou la baisse des subventions pour certains biens, contribuèrent à un transfert de richesse des classes pauvres vers la nouvelle classe capitaliste.

Ces changements caractérisent la « nouvelle » politique économique israélienne, et furent reflétés aux niveaux politique et culturel. Quelques indications de ces changements : 1/ la croissance des organisations civiques et des mouvements extraparlimentaires alors que l'État s'était retiré de la sphère publique, 2/ un accroissement de la « McDonaldisation » de la culture israélienne alors que le capital nord-américain avait augmenté son investissement dans le pays, et 3/ des développements politiques tels que le processus d'Oslo, qui fut une étape clef pour permettre au capital israélien de se déplacer vers le niveau mondial et régional.

Il faut insister sur le fait que le Parti

travailleuse fut la force qui servit de guide dans cette transition vers le capitalisme néolibéral. Sa base sociale a traditionnellement été constituée par des juifs riches d'Europe et des États-Unis, alors que le Likoud commença par forger une alliance avec les couches plus pauvres des juifs d'Afrique et du Moyen-Orient (Mizrahim) dans les années 1970. Le parti Likoud gagna ses premières élections en 1977 [7], largement grâce au soutien des Mizrahim pauvres et désaffiliés et grâce à l'image des travailleurs comme représentants de l'élite juive européenne. Aujourd'hui, il y a très peu de différence entre les politiques économiques des travailleurs et du Likoud : les deux ont adopté sans réserve le néolibéralisme de type nord-américain. Sur le plan politique, il y a une congruence remarquable entre le courant principal des travailleurs et du Likoud sur le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui [8], la tête du Parti travailleuse, Benjamin Ben Eliezer, supervise la répression brutale de la population palestinienne dans les territoires occupés, à partir de sa position de ministre de la Défense. C'est cette convergence des travailleurs et du Likoud qui explique l'effondrement des travailleurs comme force politique en Israël.

LE « PROCESSUS

D'OSLO » ET

LE CAPITALISME

ISRAËLIEN

Au début du processus d'Oslo, la classe capitaliste émergente était, dans ses déclarations, un supporter des négociations. Benny Gaon fut un exemple typique de ce soutien. Gaon devint en 1987 PDG de l'Histadrouth, le navire amiral de la compagnie

Koor, et conduisit la transformation de Koor en une compagnie privée. Pour Gaon et la nouvelle classe capitaliste israélienne, Oslo était une étape critique dans l'ouverture d'Israël au marché mondial. Selon cette perspective, il serait impossible d'attirer des investissements étrangers significatifs en Israël tant que le conflit [avec les Palestiniens] persisterait. Il serait également difficile pour les compagnies israéliennes d'investir aux États-Unis, en Europe et dans lesdits marchés émergents sans une résolution politique du conflit israélo-palestinien. Koor lança son Projet de Paix peu après la signature de la Déclaration de principe [10] en 1993, qui unissait des industries israéliennes, palestiniennes, arabes et européennes dans des projets d'investissement communs dans la région. Ce fut également l'un des partenaires principaux de l'Autorité palestinienne dans les projets d'infrastructure et dans l'exportation de biens vers Gaza et la Cisjordanie.

Les raisons de ce soutien provenaient largement du besoin d'en finir avec le boycott arabe de l'économie israélienne et d'assurer la stabilité de l'environnement commercial d'Israël. Israël cherchait à sous-traiter l'industrie de niveau technologique bas et de forte intensité en main-d'œuvre, telle que le textile, dans des usines en Égypte ou en Jordanie, à un coût du travail bien moindre qu'à l'intérieur d'Israël. Dans une large mesure, cela fut atteint avec succès, avec des compagnies israéliennes produisant maintenant leurs marchandises dans les zones industrielles en Jordanie, Égypte et dans les territoires occupés.

Depuis 1993, Israël a consciemment commencé à substituer des travailleurs étrangers venus d'Asie et de l'Europe de l'Est à la force de tra-

vail journalière [qui se rend en Israël et retourne dans les territoires occupés] qui travaillait en Israël depuis 1967. Alors que les travailleurs étrangers étaient légèrement plus chers, parce qu'ils devaient être logés et amenés dans le pays, ils étaient hautement exploitables et souvent amenés « illégalement » (toutefois en toute connaissance de la part du gouvernement israélien). Ils étaient amenés par des firmes d'embauche situées en Thaïlande, aux Philippines et en Roumanie, avec des employeurs saisissant leurs passeports à l'arrivée, les employant dans des conditions très précaires et souvent retenant leurs salaires. Ils formèrent une armée industrielle de réserve idéale, étant donné qu'ils pouvaient aisément être déportés vers leurs pays d'origine sous le prétexte d'être illégalement en Israël.

Ce qui est important, c'est que les travailleurs étrangers qui arrivèrent (environ 100 000) à la suite d'Oslo signifiaient que l'économie israélienne n'était plus dépendante des travailleurs palestiniens. A la place, le travail palestinien devint un « robinet » qui pourrait être ouvert ou fermé en fonction de la situation économique et politique. Entre 1992 et 1996, l'emploi palestinien en Israël diminua de 116 000 travailleurs (33 % de la force de travail palestinienne) à 28 100 (6 % de la force de travail palestinienne). Les gains provenant du travail en Israël chutèrent de 25 % dans le PIB palestinien en 1992 à 6 % en 1996 [11]. Entre 1997 et 1999, un retournement de l'économie israélienne vit le nombre de travailleurs palestiniens augmenter à peu près au niveau d'avant 1993. Toutefois, à la suite du début de l'Intifada en cours [la seconde Intifada], le nombre de travailleurs chuta dras-

tiquement à cause des fermetures des frontières [entre Israël et les territoires occupés] et des refus de délivrer les permis de travail. Depuis septembre 2000, près de 75 000 à 80 000 Palestiniens ont perdu leur travail à l'intérieur d'Israël ou dans les colonies [les colonies de peuplement juives]. Ces chiffres indiquent que la force de travail palestinienne en Israël est devenue une seconde armée industrielle de réserve à côté des travailleurs étrangers.

LES RAPPORTS ENTRE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE ET ISRAËL

Le point crucial de la stratégie israélienne initiale pour la bande Gaza et la Cisjordanie est le contrôle de la population palestinienne sans domination militaire directe sur les villes et les villages palestiniens. Oslo tentait de maintenir les mouvements des Palestiniens [déplacement de main-d'œuvre], des biens [échanges], ainsi que l'économie et les frontières [entre territoires occupés et Israël] sous contrôle israélien, pendant que la population palestinienne était placée sous la souveraineté d'une Autorité palestinienne, dont le pouvoir restait en place grâce à la bénédiction d'Israël et du gouvernement américain. Alors, la première responsabilité de l'Autorité palestinienne était d'assurer la « sécurité » d'Israël, c'est-à-dire d'agir comme une force de police pour la force occupante. Au sens colonialiste classique, les indigènes se virent attribuer une « auto-gouvernance » précautionneusement circonscrite à l'intérieur d'un contexte de domination et de maintien du contrôle d'Israël. L'économie palestinienne est com-

plètement intégrée à- et dépendante de l'économie israélienne. Approximativement 75 % de toutes les importations vers la bande de Gaza et la Cisjordanie proviennent d'Israël, tandis que 95 % de toutes les exportations de la bande de Gaza et de la Cisjordanie sont destinés à Israël. Le contrôle complet d'Israël sur toutes les frontières externes signifie qu'il est impossible pour l'économie palestinienne de développer des relations commerciales significatives avec un pays tiers. Gaza et la Cisjordanie sont hautement dépendantes des biens importés, avec un total des importations atteignant environ 80 % du PIB. Dans une telle situation de production locale très faible et de haute dépendance des importations, le pouvoir économique de la classe capitaliste palestinienne ne provient pas de l'industrie ou de la production locale, mais est de nature compradore [qui titre ses profits des échanges, du commerce, sans base productive propre, donc avec un aspect parasitaire]. Ses profits sont tirés des droits exclusifs d'importation sur les biens israéliens, et du contrôle sur de larges monopoles qui furent garantis à ceux qui furent loyaux envers Arafat. La relation privilégiée avec le capital israélien est la caractéristique définissant la bourgeoisie palestinienne. Depuis 1993, cette bourgeoisie a fusionné avec des sections de la bureaucratie de l'Autorité palestinienne [largement parachutée de Tunisie, d'Europe et d'ailleurs] et forme un pilier majeur de l'autorité d'Arafat. Depuis le tout début du processus d'Oslo, l'Autorité Palestinienne a été complètement dépendante d'Israël, des États-Unis et de l'Europe pour la perpétuation de son existence. Entre 1995 et 2000, 60 % du revenu total de l'Autorité palestinienne provint des taxes indirectes [sorte de

TVA] collectées par le gouvernement israélien sur les biens importés de l'étranger et destinées aux territoires occupés [les gouvernements israéliens jouent systématiquement, dans la conjoncture actuelle, avec la rétrocession de ces revenus à l'Autorité palestinienne]. Cet argent est collecté par le gouvernement israélien puis transféré à l'Autorité palestinienne chaque mois, en accord avec le processus esquissé dans le Protocole de Paris de 1995, qui est un accord économique entre l'Autorité palestinienne et Israël [12]. Cela signifie que si le gouvernement israélien choisit de retenir le paiement de cet argent, comme il l'a fait depuis décembre 2000, l'Autorité palestinienne se trouve face à une crise budgétaire majeure.

L'autre source principale de revenus de l'Autorité palestinienne est représentée par les prêts et crédits des États-Unis, de l'Europe et des gouvernements arabes. En 2001, ces fonds couvraient près de 75 % des dépenses budgétaires salariales de l'Autorité palestinienne. Sans cet argent, 122 000 employés du secteur public de l'Autorité palestinienne n'auraient pas été payés. En sus, les donateurs étrangers soutiennent des programmes d'urgence, tels que le secours alimentaire, les plans de création d'emplois et la reconstruction de l'infrastructure détruite. Le déficit commercial total de Gaza et de la Cisjordanie représente 45 à 50 % du PIB et celui-ci est principalement financé par l'aide étrangère.

Cette relation entre les couches dirigeantes palestiniennes et l'économie israélienne, et la nature compradore de la classe capitaliste palestinienne ont produit le caractère distinctif de la classe ouvrière palestinienne. La force de travail est divisée en trois larges segments d'emplois : les travailleurs occupés en Israël et dans les colo-

nies, qui sont souvent affectés directement par la situation politique en cours ; un large nombre d'employés dans le secteur public de l'Autorité palestinienne ; et un secteur privé dominé par de petites entreprises. On ne peut pratiquement pas parler de classe ouvrière industrielle dans la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Tandis que le travail palestinien employé en Israël a décliné quant à son importance pour l'économie israélienne, il constitue toujours une proportion significative de la force de travail palestinienne. Dans les mois précédant le début de l'Intifada, en 2000, tout juste plus de 20 % de la force de travail palestinienne dans la bande de Gaza et la Cisjordanie (à l'exclusion de Jérusalem) travaillaient en Israël ou dans les colonies.

En 1988, durant le premier soulèvement dans les territoires occupés [première Intifada], la proportion de la force de travail palestinienne travaillant en Israël dépassait 50 %. Ainsi, en 20 ans, il y a eu une chute de 60 % dans la proportion de la force de travail travaillant pour des employés israéliens. Où sont allés ces travailleurs ?

Le secteur largement développé de l'emploi, depuis le processus d'Oslo, a été celui du secteur public lié à l'Autorité palestinienne. Il regroupe près de 25 % de l'emploi de l'économie locale. La proportion de la force de travail employée dans le secteur public a pratiquement doublé depuis le milieu de 1996. Plus de la moitié des dépenses de l'Autorité palestinienne consiste en salaires pour le secteur public.

Le troisième segment majeur de l'emploi est le secteur privé, particulièrement dans les services. Ce qui distingue ce secteur, c'est qu'il est massivement dominé par de petites entreprises familiales. Les territoires pales-

tiens manquent de toute structure de taille significative, du fait de 30 ans de politiques israéliennes d'anti-développement. Plus de 90 % des entreprises du secteur privé palestinien emploient moins de dix personnes.

LES CONSÉQUENCES

POLITIQUES

Au niveau économique, Oslo a poussé le développement d'une classe capitaliste palestinienne parasitaire qui était dépendante, pour ses profits, de ses relations avec le capital israélien. Entre-temps, Israël en finissait avec sa dépendance à l'égard du travail à bon marché palestinien par le biais de l'afflux massif de travailleurs étrangers hautement exploitables. A la place, les travailleurs palestiniens devinrent une armée industrielle de réserve qui pouvait être mobilisée ou démobilisée sur un coup de tête. Des décennies d'anti-développement et de contrôle complet d'Israël sur l'arrière-pays palestinien signifient que le travail domestique palestinien est dépendant d'un secteur public payé par les aides étrangères, ou concentré en petites entreprises privées familiales.

Cette structure de la classe ouvrière palestinienne est hautement significative en termes de stratégie politique. Bien que la classe ouvrière palestinienne [celles et ceux contraints de vendre leur force de travail] soit vaste, il n'y a pas de secteur organisé disposant d'un poids économique, qui pourrait occuper une place centrale dans une stratégie du mouvement national de libération palestinien. En cela, il y a une différence avec le mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud, dans lequel la classe ouvrière organisée [entre autres dans d'importants syndicats comme le Cosatu], particulièrement

les travailleurs des mines et de l'industrie, fut capable de jouer un rôle central dans le mouvement.

La réalité de cette structure de classe est clairement apparente sur le terrain aujourd'hui. Depuis avril 2002, près de 700 000 personnes dans la bande de Gaza ont vécu sous couvre-feu pour la plupart du temps. Couvre-feu (essentiellement des arrestations à domicile) signifie qu'aucune personne vivant dans une ville importante de Palestine ne peut quitter sa maison sans la menace d'être abattu par l'armée israélienne. Les jours où le couvre-feu est suspendu pour quelques heures, il est juste assez de temps pour que les résidents de ces villes puissent acheter à manger et voir des amis, mais pas pour qu'ils puissent mener une quelconque activité productive significative. Dans un tel contexte, la planification basique de la vie devient impossible. D'un jour à l'autre, il est impossible de savoir si vous pourrez aller au travail, à l'école ou à l'université, ou si vous serez confiné à votre domicile. Le résultat est une population dont la vie a été mise en suspens.

La réalité du couvre-feu illustre parfaitement les changements dans les structures des classes palestiniennes et israéliennes depuis Oslo. Dans le fonctionnement régulier d'une société capitaliste, ce type de couvre-feu serait impossible parce qu'il conduit le travail et l'industrie à un arrêt complet pour des mois. Durant la première Intifada, qui commença en 1988, Israël imposa des couvre-feux réguliers sur quelques villages, mais jamais avec des durées et une extension géographique telles que celles mises en œuvre depuis plus de deux ans. Ces mesures, aussi bien que l'absentéisme durant la première Intifada, causé par les

grèves générales, conduisirent alors la tête du service de l'emploi israélien à qualifier la situation de « traumatisante » pour l'économie israélienne. Aujourd'hui, tous les leaders politiques israéliens défendent les couvre-feux et bouclages [des territoires occupés] quasi permanents et se font les champions de la séparation économique.

La structure de la classe ouvrière palestinienne affecte profondément la stratégie politique de l'Intifada en cours. Les thèmes de grève ou d'autres actions ouvrières sont inexistantes, puisque grèves et autres initiatives n'ont quasiment aucun effet sur l'économie israélienne et ne font qu'atteindre les travailleurs palestiniens et leurs familles. Le boycott des biens israéliens a régulièrement surgi au cours de l'Intifada comme une autre suggestion pour l'action politique. Malgré quelques tentatives symboliques, les relations économiques entre Israël et l'économie palestinienne le rendent quasiment impossible, puisque la majorité des biens sont importés d'Israël. Il n'y a pas de ressource locale pour les produits laitiers, la viande, le ciment, de nombreux fruits et légumes, ou les biens électroménagers. L'électricité, les communications, l'eau et même l'Internet palestinien sont en dernière instance contrôlés par le gouvernement israélien.

LE « PROCESSUS

D'OSLO » EST-IL MORT ?

Selon un refrain communément entendu dans les médias dominants aussi bien que dans des sections de l'Autorité palestinienne et du gouvernement israélien, l'actuelle Intifada signifierait la fin du processus d'Oslo. Certains commentateurs palestiniens accusent Israël de vouloir dé-

truire l'Autorité palestinienne et retourner à la soi-disant Administration civile israélienne qui régnait sur Gaza et la Cisjordanie jusqu'en 1993.

Le problème avec ces constats est qu'à la lumière d'un examen minutieux, ils offrent peu de ressemblance avec ce qui se passe actuellement sur le terrain. Il est important ici de distinguer entre ce qu'Oslo a prétendu représenter et ce qu'il a tenté de réaliser.

Si le processus d'Oslo est compris comme une stratégie pour créer un Bantoustan (« canton state »), si l'on passe par-dessus les poignées de main sur la pelouse de la Maison-Blanche, alors il est clair qu'Oslo est loin d'être enterré. Au cours du dernier mois, le gouvernement israélien a mis en exécution un plan visant à exproprier la terre en Cisjordanie et à forcer le déplacement des Palestiniens dans ces « cantons ». Ce plan ressemble aux réserves mises en place par le gouvernement sud-africain pour la population noire de ce pays durant les années d'apartheid. Un mur de neuf mètres de haut s'étendant sur 100 kilomètres est en train d'être achevé autour des villes du nord de la Cisjordanie : Naplouse, Jénine, Qalqilya et Tulkarem. Un mur similaire est en train d'être construit autour de Jérusalem. En lien avec cette construction, un nouveau système de pass-card [carte-passeport de contrôle] a été mis en place. Il requiert pour tout Palestinien désirant se déplacer entre les villes palestiniennes l'obtention d'un permis spécial hebdomadaire délivré par le commandement militaire israélien de la Cisjordanie. Tous les biens circulant dans les zones palestiniennes doivent passer par l'un des trois points de transit sous le contrôle de l'armée israélienne. En substance, la Cisjordanie a été divisée en trois

« cantons », au nord, au centre et au sud de la Cisjordanie, avec contrôle de l'armée israélienne sur tout mouvement de biens et de personnes entre ces zones.

Ces trois « cantons » dans la Cisjordanie sont séparés par de larges blocs de colonies israéliennes et des autoroutes tentaculaires qui sont des limites fermées pour les Palestiniens. Des permis spéciaux distinguent les conducteurs palestiniens et israéliens et constituent un autre pilier du système d'apartheid émergent en Cisjordanie.

La population palestinienne dans la bande de Gaza a été effectivement coupée de toute connexion avec la Cisjordanie depuis plus de dix ans et constitue le quatrième « canton » dans le plan israélien. La bande de Gaza a été entourée d'une barrière depuis plusieurs années et est maintenant l'une des zones les plus densément peuplées de la planète, avec un million de personnes littéralement enfermées à clef dans un carré de quelques kilomètres. Des permis sont même requis par l'armée israélienne pour les pêcheurs palestiniens pour s'aventurer en mer pour gagner leurs propres moyens de subsistance.

Derrière ce processus se profilent les changements économiques esquissés plus haut : une tentative du capitalisme israélien d'imposer une solution politique au conflit qui serve une participation israélienne dans le marché mondialisé ; qui permette à l'économie israélienne de libéraliser et de réduire les dépenses militaires ; et qui ouvre à la fois le marché du travail et de la consommation sur le Moyen-Orient.

Ce sont les masses palestiniennes, et non l'Autorité palestinienne, qui constituent l'obstacle majeur à ce processus. La visée de la stratégie

israélienne en cours n'est pas la destruction de l'Autorité palestinienne, mais exactement son opposé : la renforcer en vue de mieux réprimer la population. Quelques membres de l'Autorité palestinienne s'engageront dans ce processus, mais ce ne sont pas les individus qui sont importants, mais bien plutôt les structures tout entières et leurs rôles.

Il est difficile de parler aujourd'hui d'une Intifada au sens d'un mouvement populaire de masse. Pour les raisons esquissées plus haut, la participation des masses à l'actuel soulèvement est faible. Il y a toutefois un fort esprit de résistance résumé dans l'expression arabe samideen ou « fermeté résolue ». C'est pourquoi la forme de répression adoptée par le gouvernement israélien est caractérisée par une punition collective massive de la population, tactique visant à démoraliser et faire mourir de faim la population jusqu'à sa soumission.

Notes

1- Les territoires que le gouvernement sud-africain accorda aux peuples bantous en 1959, qui instituaient l'apartheid entre Blancs et Noirs, était divisé en « cantons », réserves séparées les unes des autres, de façon similaire à ce qu'instaurent les accords d'Oslo pour les territoires occupés palestiniens (NdT).

2- L'Histadrout (Fédération générale des travailleurs d'Eretz Israël) était une colonne vertébrale de la colonisation pré-étatique, contrôlant l'effort de colonisation, la production économique et la vente, l'emploi et la défense. L'Histadrout n'était pas un syndicat au sens classique du terme. Au contraire, ses priorités étaient définies par les objectifs « nationaux » et non pas par les intérêts des travailleurs. En effet, en 1960, le secrétaire général de l'Histadrout, Pinhas

Lavon, caractérisait ainsi l'organisation : « La fédération générale des travailleurs fut fondée il y a 40 ans par quelques jeunes gens voulant travailler dans un pays sous-développé où le travail était bon marché, un pays qui rejetait ses habitants et qui était inhospitalier aux nouveaux arrivants. Dans ces conditions, la fondation de l'Histadrout fut un événement central dans le processus de renaissance du peuple hébreu sur sa terre natale. Notre Histadrout est le noyau de son organisation générale. Ce n'est pas un syndicat de travailleurs », in Haim Hanegbi, Moshe Machover et Akiva Orr, « La nature de classe d'Israël », in *New Left Review* 65 (janvier-février 1971). L'Histadrout est fondé à Haïfa en 1920 dans le but de « former un nouveau type de travailleur juif, résultant de la colonisation » (statuts adoptés au congrès de fondation).

3- Pour quelques exemples de ces analyses, voir Gershon Sharif, *Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict, 1882-1914*, Cambridge : Cambridge University Press, 1989 ; Zeev Sternhell, *The Founding Myths of Israël : Nationalism, Socialism and the Making of the Jewish State*, Princeton University Press, 1998 ; Ilan Pappé éd., *The Israël/Palestine Question : Rewriting Histories*, Londres : Routledge, 1999.

4- Cf. Lewin-Epstein, Noah and Moshe Semyonov, « Occupational Change in Israel : Bringing the Labor Market Back », *Israel Social Science Research* 2, no. 2 (1984), pp. 3-18.

5- Koor Industries est une entreprise fortement internationalisée, active dans les domaines des télécommunications (ECI Telecom et Telrad Networks), de l'agrochimie (Makhteshim-Agan Industries) et de la défense (Elisra Group, travaillant dans l'électronique stratégique). Hapoalim, Leumi et l'IDB sont trois des plus grandes banques israéliennes. Enfin, Clal est une holding industrielle et technologique travaillant dans les domaines des biotechnologies, des semi-conducteurs, du software et des technologies de communication, mais également

lié aux secteurs du tourisme et de la construction.

6- Pour une discussion détaillée de cette question, voir les travaux de Jonathan Nit-zan et Shimson Bichler, en particulier « From War Profits to Peace Dividends : The New Political Economy of Israel », *Capital and Class*, vol. 60, automne 1996.

7- Menahem Begin, membre du Likoud, devient Premier Ministre le 17 mai 1977, mettant fin au règne des travaillistes, au pouvoir depuis 1948. (NdT)

8- L'article a été écrit avant la récente démission de Ben Eliezer et des autres membres travaillistes du gouvernement à sa suite, le 30 octobre dernier, démission qui n'avait nullement pour origine une protestation contre la politique de Sharon dans la répression de l'Intifada, depuis septembre 2000. (NdT)

9- Il y a de récents signes que les grandes entreprises israéliennes cherchent peut-être à reconstruire le parti travailliste comme une force politique avec un soutien considérable des entreprises, plaçant le maire travailliste d'Haïfa, Amram Mitzna, comme candidat pour la direction du parti travailliste contre Ben Eliezer au cours des derniers mois.

10- La Déclaration de Principes, communément appelée Accords d'Oslo, fut signée entre le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le 13 septembre 1993. Elle était le produit de négociations secrètes entre le gouvernement israélien et les négociateurs palestiniens. En dépit de l'illusion répandue qu'Oslo aurait été un accord tendant à atteindre la paix et à établir un État palestinien sur la Cisjordanie et dans la bande de Gaza, c'était un accord comportant de graves défauts, qui donnait l'illusion d'une souveraineté palestinienne, mais perpétuait la domination israélienne dans toutes les sphères, comme j'essaierai de le démontrer plus loin dans cet article.

11- Source : Banque mondiale, « Trade Options for the Palestinian Economy », Working Paper, no 21, mars 2001.

12- Le Protocole de Paris était un accord

économique signé en 1995, et valant comme partie du processus d'Oslo. Il fournit des indications précises concernant les biens que les Palestiniens seraient autorisés à exporter et importer, et concernant les diverses taxes portant sur les échanges. Le Protocole porte aussi sur d'autres questions économiques.

Notre camarade, notre ami

Pierre FOURGEAUD

Pierre est mort le 15 décembre. Il avait 56 ans. Son cœur a lâché. Nous pourrions nous consoler de savoir qu'il n'aura pas eu le temps de souffrir, que la maladie n'aura pas pu le ronger comme elle avait entrepris de le faire.

Nous pourrions nous réjouir qu'il ait eu le temps de connaître sa petite fille, Lola, de la tenir sur ses genoux, de lui insuffler un peu de son goût de la vie.

Rien ne tout cela ne nous console de sa disparition.

A peine quelques années de retraite après des décennies d'horaires décalés dans la cabine de conduite des trains, ou en équipe chez Citröen

A peine quelques années à se consacrer à ses passions, la mer, la sculpture, les siens, à profiter de sa maison en Bretagne.

Une retraite si courte, qui ne l'avait pas éloigné des préoccupations et des luttes de sa classe.

On peut adoucir le sentiment de manque, dire à Christiane et à ses fils, Thomas et Etienne, que nous sommes là, avec eux, que nous portons en nous les images d'un homme doux, chaleureux, ferme, infiniment fiable et disponible...

N'empêche que nous aurions tant voulu, comme eux, faire encore un gros bout de chemin avec Pierre.

Cet article a pour origine la réaction qui m'a été inspirée par la lecture du texte de Samuel Holder : « Le prolétariat mondial : classe protestataire ou classe révolutionnaire ? » (cf. Carré Rouge n° 21/ mars-avril 2002). A chaud, donc, j'ai entrepris la rédaction du texte suivant qui m'a entraîné sensiblement plus loin que ce que j'escomptais initialement.

Une conception révolutionnaire du monde

LUTTES DE CLASSES

ET PROGRES SOCIAL

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes » ; par cette affirmation universellement connue s'entame le chapitre Premier du Manifeste communiste de 1848. Cette conception révolutionnaire, antagoniste et « classiste » de la société humaine et de son histoire a profondément influencé, jusqu'à nos jours, non seulement des générations entières de militants (qu'ils soient marxistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes...) mais encore diverses disciplines des sciences humaines (l'histoire, l'anthropologie ou la sociologie [1]).

Formulée en 1848, la phrase précitée du Manifeste a ceci de révolutionnaire qu'elle ne regarde plus l'histoire humaine comme l'expression d'une volonté divine, ce qui jusqu'alors est le plus souvent admis, ou, à la manière romantique, comme le produit de l'action de quelques

personnages exceptionnels. Certes, c'est l'homme qui fait son histoire [2], qui façonne la société dans laquelle il vit et son devenir ; toutefois, à travers les innombrables actions individuelles des hommes, on peut assister à la confrontation des intérêts supérieurs des diverses classes sociales composant la société. Enfin, il ressort de cette affirmation que notre histoire est le produit de luttes incessantes. Alors que toutes les autres espèces animales ne connaissent de la violence que la lutte pour la survie qu'elles doivent mener les unes contre les autres (le struggle for life, la fameuse loi de la jungle [3]), l'homme a introduit cette lutte, interspécifique, à l'intérieur de sa propre espèce, pour en faire une lutte intraspécifique. « L'homme est un loup pour l'homme » (homo homini lupus) cette sentence de Hobbes est bien connue, mieux que sa réfutation : les loups ne se mangent pas entre eux...

Dès les premières sociétés humaines préhistoriques, la guerre est un phénomène incontournable, com-

me le montre notamment l'anthropologue Pierre Clastres [4]. Dès que le progrès des forces productives permet l'existence d'un surproduit social stable, on assiste au cours de l'histoire à la différenciation de la société en classes, en castes, en ordres... Bref dans diverses catégories sociales exploitantes ou exploitées [5] dont les intérêts divergent. Enfin, à partir de la fin du XVIII^e siècle, la bourgeoisie impose progressivement sa suprématie mondiale ; dans le même temps elle marchandise le monde, transforme toute chose en marchandises, y compris le travail humain, mais, avec le salariat, la généralisation du travail-marchandise, elle crée une classe sociale qui lui est irréductiblement opposée. Au terme de sa lutte victorieuse contre la bourgeoisie, le prolétariat doit s'affranchir de l'oppression qu'il subit, s'émanciper et faire ainsi cesser définitivement toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ainsi, jusqu'à nos jours, des générations entières de militants qui aspirent à un changement radical de société n'ont cessé de diriger leur espoir vers un certain groupe d'hommes exploités, la classe ouvrière, et d'imaginer, de concevoir, d'éprouver toutes les formes d'organisation possibles en relation avec celle-ci. Le moral de ces militants est directement proportionnel à l'état d'une certaine météorologie, le climat social, c'est-à-dire le niveau de mobilisation du mouvement social. La lutte de classes menée par le prolétariat s'inscrit dans une vision globalement progressiste de l'histoire humaine ; victorieuse, elle doit aboutir, à terme, à une société sans classe formée d'individus libres et émancipés.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE...

Cette conception du monde inaugurée par Marx et Engels au milieu du XIX^e siècle a profondément influencé, outre les marxistes, de nombreuses tendances du mouvement social, comme je le suggère plus haut. De plus, elle a permis aux sciences humaines de faire de considérables progrès : depuis lors, historiens, sociologues, économistes, anthropologues, doivent constamment faire référence aux travaux de Marx et Engels, souvent pour tenter de falsifier, d'édulcorer cette conception, de lui ôter son caractère révolutionnaire.

Néanmoins, cette approche peut également appeler des critiques d'un point de vue révolutionnaire, ne serait-ce que parce qu'elle exprime la réalité d'une manière partielle, insuffisante, parce que ladite réalité est bien plus révolutionnaire que ce que pouvaient imaginer les grands révolutionnaires des siècles passés.

L'histoire humaine, en premier lieu, ne peut se réduire à une simple collection de luttes. Certes, la tradition marxiste a pertinemment établi que, avant les grandes idées et les grands sentiments, ce sont d'abord des intérêts particuliers qui font l'histoire. Mais cette dernière, outre les luttes, est marquée par bien d'autres facteurs, notamment des alliances, des coopérations, la dialectique lutte-coopération y tenant un rôle majeur. D'autre part, il n'y a pas seulement des classes qui, au cours de l'histoire, se confrontent en luttant ou en coopérant, mais d'autres catégories sociales encore : des tribus, des cités, des royaumes, et, depuis peu, des minorités en nombre croissant : ethniques, nationales, des femmes, des homosexuels, enfin, des Etats-na-

tions sans cesse plus nombreux.

Le formidable bouleversement qui s'enclenche en Europe occidentale à compter de la fin du XVIII^e siècle (politiquement en 1789 pour la France, économiquement un peu avant cette date en l'Angleterre, culturellement pour l'Allemagne...) ne peut s'analyser comme une simple prise du pouvoir politique par la bourgeoisie. Avec cette révolution industrielle qui n'a pas cessé de se perpétuer depuis lors s'est entamée la grande marchandisation du monde, sa structuration en Etats-nations toujours plus nombreux et sa hiérarchisation ; elle a engendré un monde totalement inédit offrant un paysage nuancé allant des zones favorisées, hyper-développées, aux régions déshéritées en passant par les régions-réserves de matières premières et autres produits énergétiques et les pays dits « émergents » abritant les manufactures de la planète avec leurs millions d'esclaves salariés. Cette révolution a induit un considérable progrès humain non seulement industriel, technique, mais encore scientifique, culturel... un progrès si rapide que, depuis un siècle et demi, chaque génération connaît des conditions de vie inimaginables pour la précédente, ce qui ne s'était jamais vu de toute notre histoire... Mais un progrès, partiel, limité, accompagné de tant d'effets pervers (guerres mondiales, pollutions, exclusion, facismes, intégrismes et autres épiphénomènes) que beaucoup de progressistes en sont à ce point désorientés qu'ils ont commencé à remettre en cause tant le concept de ce progrès que sa réalité même.

Il n'y a pas que la bourgeoisie, la classe propriétaire des moyens de production, qui est à l'origine de ce bouleversement ; une multitudes

d'hommes appartenant à diverses catégories sociales y ont participé d'une manière ou d'une autre : des (haut) fonctionnaires, des militaires, des salariés... des nobles et des religieux, issus de l'ancien régime, se sont ralliés à ce système dominant [6], mais aussi des syndicalistes ouvriers.

Ce récent progrès parcouru à marche forcée n'a pu se perpétuer que par la généralisation de la compétition, des luttes internes à l'espèce humaine, phénomène darwinien intraspécifique. Les concurrences entre individus, entreprises, nations se sont généralisées, entraînant des différenciations exacerbées entre riches et pauvres : individus ou Etats-nations.

Deux réalités prépondérantes, l'une économique, le capital, l'autre politique, l'Etat-nation, auront marqué la révolution industrielle dont la phase la plus critique se situe au XX^e siècle. Après trois crises majeures de ce siècle, une grande dépression (1929) se situant entre deux guerres mondiales, deux organisations-clés, sises respectivement à Washington et New York, se sont imposées au sommet de ce processus de mondialisation : le Fonds monétaire international créé en 1944 et l'ONU l'année suivante. Ces deux organisations, avec quelques autres en appont, ont pour mission de perpétuer ce système au profit des quelques grandes puissances dominantes. Mais ce bouleversement est tellement puissant, incontrôlable, que d'aucun ne demandent aujourd'hui si l'espèce humaine pourra lui survivre.

ET LE ROLE DES

« ALTERNATIFS »

Les militants progressistes, et parmi eux les révolutionnaires (nommons

tous ceux-là les alternatifs), adoptent le point de vue fondamental que l'humanité peut transcender cette crise aiguë à laquelle elle se trouve confrontée, mais qu'elle n'y parviendra qu'en adoptant des mesures radicales. Quel rôle peuvent-ils jouer dans ce contexte ?

Il s'agit, avant toute chose, d'apprécier correctement les éléments essentiels de la situation objective que nous connaissons. La révolution industrielle correspond à une profonde crise de croissance de l'humanité, une crise dont le couple capitalisme-nationalisme représente l'expression systémique ; depuis son enclenchement à la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1970, et malgré quelques fluctuations notables, cette révolution a été marquée par une hausse continue du taux de la croissance économique mondiale, laquelle est progressivement passée d'une moyenne de 0,5 % au départ (fin du XVIII^e siècle) à des valeurs atteignant des pourcentages de 5 % et plus à la fin de cette période (fin de la décennie 1960, début 1970). Or depuis 1973, cette croissance connaît un net ralentissement, ce qui a plongé le système capitaliste mondial dans une crise profonde. Ce n'est pas en 1938 que les forces productives ont cessé de croître, comme le soutenait alors Léon Trotsky ; à partir de 1973 leur taux de croissance, tout en restant positif, a simplement diminué, et ce seul facteur suffit à précipiter le système dans la grande dépression que nous connaissons dès lors et qui n'a cessé de s'accroître. Néanmoins, propulsé par la formidable force d'inertie qu'il avait accumulée depuis deux siècles, ce système, à travers la récente offensive néo-libérale, a poursuivi jusqu'à nos jours la globalisation et la hiérarchisation mondiales en fonction de ses intérêts

propres ; dans le même élan, il a exacerbé les inégalités à un point jamais atteint.

Ainsi, le rôle que Marx avait attribué au prolétariat, celui d'assurer la croissance des forces productives en usant de sa suprématie, a été rempli par le système capitaliste : nul autre que ce dernier ne pouvait réaliser un pareil progrès en un temps si bref (et en occasionnant tant de dégâts). A présent, le niveau du développement économique atteint est largement suffisant pour satisfaire les besoins réels de l'humanité entière [7] (avec de notables restructurations). Mais ce système est bien incapable de répondre à cette nécessité ; il ne sait que qu'exacerber la concurrence et les inégalités, jeter l'homme contre l'homme, polluer...

« La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature » soutient Max à la fin du livre I du Capital. Toutefois cette fin programmée ne peut se réaliser automatiquement d'elle-même, ni par la volonté d'une puissance transcendante, mais du fait des hommes, de leurs différentes luttes sociales, dont les alternatifs se doivent d'être solidaires certes, mais également critiques. En effet, les multiples luttes sociales actuelles n'ont nullement pour objet de remettre en cause le système mais de défendre des intérêts particuliers, étroits, bien que vitaux pour ceux qui se battent et qui ne voient guère d'alternative : ici, elles tendent à préserver l'emploi, c'est-à-dire à maintenir l'esclavage salarié [8], là à revendiquer des subventions de l'Etat, ou encore à accomplir la libération nationale d'une minorité ethnique, c'est-à-dire à renforcer l'Etat jacobin, son interventionnisme, voire à créer (par scissiparité) un énième Etat-nation

qui, aussitôt, se différenciera, se polarisera. Cependant, bien que ces luttes ne soient pas explicitement révolutionnaire, leur conjonction l'est implicitement, objectivement, car elles ébranlent et déstabilisent le système.

Il s'agit d'abord pour les alternatifs, à travers toutes ces luttes (lorsqu'elles se produisent mais encore en période de calme) de montrer que le système dominant ne peut offrir que des solutions individuelles, partielles, provisoires sinon précaires, à quelques chanceux, à une minorité aux dépens d'autres, mais surtout qu'un autre monde est possible : sans cette perspective fondamentale, aucune mobilisation, aucune action un tant soit peu cohérente, aucun projet ne peut être entrepris. Or ce système a ruiné tant de projets alternatifs, il s'est imposé à un tel point, au cours de la période passée où il était en pleine expansion et même durant son récent déclin, qu'un désintérêt général se manifeste à présent à l'égard de toute alternative qualifiée, d'emblée, d'utopique. Cette censure est non seulement entretenue par les tenants de ce système mais encore par ses innombrables victimes, et souvent, comble du comble, par les alternatifs eux-même qui ont intériorisé leurs échecs et pratiquent ce black out dans leurs propres rangs [9]... Voilà où intervient le passage de la domination formelle, partielle, du capital à sa domination réelle : les idées dominantes sont les idées du système dominant... Il est donc nécessaire, avant toute chose, de se réapproprier cette utopie.

L'utopie (ce qui n'existe nulle part) est humaine, universelle : faire voler un plus lourd que l'air, l'envoyer dans l'espace intersidéral, faire effondrer des gratte-ciel à l'aide de commandos-suicide embarqués sur des

avions de ligne, ce sont des utopies... jusqu'au moment de leur concrétisation. L'utopie est aussi un instrument, une arme servant à annihiler tout projet, à neutraliser tout espoir. Or, face aux utopies conservatrices, sinon réactionnaires, propagées par ceux qui refusent toute avancée sociale (ou qui sont incapables de l'imaginer), le mouvement alternatif est une pépinière d'utopies progressistes qui, loin d'être censurées, doivent être impérativement divulguées parmi nous. Citons, très rapidement, les utopies politiques qui, comme le pressentait déjà Proudhon, ambitionnent un monde de régions et de communes librement associées et fédérées [11] ; les utopies économiques visant une société où le marché aura retrouvé le cours canalisé qu'il empruntait avant son récent débordement, où les communautés humaines se seront réappropriées les biens dont elles ont été spoliées : le travail de chacun, en premier lieu, mais aussi les terres, les moyens de production, la monnaie ; les utopies écologiques qui aspirent à un monde où l'homme aura retrouvé sa place au sein de la nature [12] ; les utopies culturelles concernant les éducations alternatives, offrant d'autres perspectives que l'actuel abêtissement de masse pratiqué par le système, ou encore les langues construites à vocation universelle [14], les utopies syndicalistes, conseillistes, autogestionnaires...

Toutes ces utopies-là, complémentaires, tendent vers le monde auquel nos ancêtres socialistes aspiraient, c'est-à-dire un monde où l'Etat aura déperé, la guerre cessé, où l'exploitation de l'homme par l'homme et son corollaire moderne, le salariat, ne seront plus que souvenirs de l'histoire passée, où l'administration des choses aura remplacé le gouverne-

ment des hommes... bref un monde utopique jusqu'au moment de sa réalisation.

UNE PHILOSOPHIE

DE LA LUTTE

Tout se perd, tout se crée, tout se transforme... peut-on soutenir en se démarquant de Lavoisier. La science moderne, à présent, a catégoriquement établi le caractère universelle-ment mouvant et éphémère de toute chose, jusqu'aux étoiles, voire aux atomes composant le cristal le plus dur, le plus stable, qui ont une durée de vie limitée. L'œuvre de Marx, quant à elle, a permis de mettre en évidence ce caractère précaire et fugitif de la réalité à l'intérieur des sociétés humaines.

Tout accélère, également, l'homme d'aujourd'hui peut en témoigner. Grâce à la transmission du savoir faite par l'éducation, à son enrichissement incessant, l'évolution humaine représente une accélération sensible de l'évolution naturelle : un homme contemporain, du fait de ce progrès culturel caractéristique de son espèce, est radicalement différent de son ancêtre vivant il y a 10 000 ans ; on ne peut pas en dire autant des autres espèces d'animaux. Et notre histoire (à peine 5 000 ans), du fait de la différenciation de la société, des multiples luttes qu'elle a développées, représente une nouvelle sensible accélération de l'immémorial progrès humain préhistorique ; chacun sait qu'elle s'est emballée depuis le déclenchement incontrôlé et incontrôlable de la révolution industrielle...

Les différentes institutions humaines produites par notre évolution récente sont donc, plus que jamais, éminemment éphémères, ce que prouve toute observation historique : la monnaie, la langue, l'Etat, le salariat, la

nation, le marché, la famille, le travail ne cessent de naître, de vivre, de changer, de disparaître, et cela peut concerner jusqu'à l'homme lui-même, dont on sait à présent qu'il ne représente pas une fin en soi. Imaginer éternelle, immuable, l'une quelconque de ces institutions est une dangereuse utopie ; il en est une autre, qui consiste à vouloir la maintenir en vie lorsqu'elle a fait son temps. Il y a donc un travail exaltant à accomplir en faisant vivre les catégories sociales précitées, parfois même en les accompagnant jusqu'à leur mort, sans faire d'acharnement thérapeutique, à travers nos différents combats. Il y a, ici, toute une philosophie de la lutte [15] à mettre en œuvre.

Concluons avec ce théorème fondamental : les luttes sociales, entre autres la lutte des classes, sont une condition nécessaire, mais non suffisante, du prodigieux changement social que nous connaissons. Toutes les catégories sociales existantes, Etats-nations, associations, classes, partis, syndicats... et in fine, l'homme comme espèce, sont, en même temps, objets et sujets du changement social ; autant qu'ils le subissent, ils y participent, ils en sont les acteurs. Dans ce contexte, il échoit à chacun de bien réfléchir au rôle qu'il joue... [16].

Notes

1- Il faudrait ici faire une large bibliographie concernant l'ensemble des auteurs de diverses disciplines qui se sont consacrés à ce sujet. Jusqu'au sociologue conservateur Raymond Aron, qui entreprend sous le titre générique *La lutte de classes*, un cycle de cours qu'il dispense à la Sorbonne durant l'année scolaire 1956-1957 (publié ultérieurement chez Gallimard en 1962).

2- C'est l'homme qui fait son histoire, sans toujours savoir l'histoire qu'il fait (Hegel).

3- Hormis les quelques combats entre mâles que l'on observe un peu partout.

4- Pierre Clastres, *Archéologie de la violence*, Libre, 1977/1.

5- Cf. Friedrich Engels, *L'Origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat* (1884).

6- Un exemple: à l'heure où j'écris : les présidents du Conseil d'Etat ainsi que du Medef, deux grandes institutions françaises, sont tous deux des nobles, pour ne citer que ces deux notables.

7- En deux siècle la force productive a été multiplié par quelques centaines et la population humaine par quelques unités, chaque homme est globalement une centaine de fois plus riche que son aïeul qui vivait au XVIII^e siècle.

8- PROSTITUEES c'est un métier, nous voulons L'EXERCER, affichait fièrement sur un panneau, une de ces dames manifestant le 5/11/2002 (photo reproduite du Télérama n° 2758, 23 novembre 2002, p. 132).

9- Jusque chez beaucoup de ceux qui crient bien haut qu'un autre monde est possible, tout en refusant toute remise en cause un tant soit peu radicale. Sans complaisance avec ses camarades, le libertaire Bob Black écrit : « l'anarchisme n'est pas tant une remise en cause de l'ordre établi qu'une façon de s'en accommoder » (*L'anarchisme et autres obstacles à l'anarchie*, 1985). Mais on peut dire la même chose de certains marxistes de l'ultra-gauche, prétendus radicaux, qui se gargarisent aujourd'hui de lutte de classes. Déjà les staliniens des années 1930, avec leur surenchère gauchiste, leurs thèses sur le social fascisme, le classe contre classe, firent le lit de Hitler. Mais le totalitarisme, l'intégrisme, quelle que soit leur forme, ne sont-ils pas une fuite pour ceux qui ne voient pas d'alternative ? Au sujet du phénomène de l'intériorisation, on consultera avec intérêt les travaux du psychiatre et tiers-mondiste antillais Frantz Fanon, notamment son *Peau noire, masque blanc* (Seuil, 1952).

10- A ce sujet, les progressistes anglo-

saxons font une amusante translation de voyelle entre no where (nulle part) et now here (maintenant ici).

11- Les vues de Proudhon se retrouvent aujourd'hui dans divers mouvements de fédéralistes et de citoyens du monde dont le point commun est de revendiquer une limitation des souverainetés nationales. Il est assez piquant d'observer de nos jours de nombreux marxistes devenus souverainistes. Le souverainisme est catégoriquement opposé à toute forme d'émancipation humaine. La seule souveraineté qui vaille est celle de l'individu libre, majeur et émancipé.

12- Concernant la monnaie, il convient de mentionner ici les propositions radicalement opposées de monnaie de consommation faites par les distributistes et de monnaie fondante avancées par les franchistes. Quoi qu'il en soit, ces deux écoles rejoignent l'ensemble du mouvement socialiste sur la nécessité d'un contrôle démocratique de l'émission monétaire dont le privilège est actuellement abandonné aux banques privées qui rançonnent tant les particuliers que les Etats.

13-... Au sein d'une nature dans laquelle l'homme devra toujours lutter, du reste. Il lui reste à prouver ici que lutte ne signifie pas toujours saccage et qu'une société connaissant un haut niveau de développement peut coexister avec le reste de la biosphère.

14- Pour la langue construite et neutre, on peut dire qu'il s'agit ici de l'utopie basique. Voilà donc, à travers le monde, un certain nombre de particuliers décidant de communiquer dans une langue neutre où personne (ou presque) n'aura l'avantage de la langue maternelle. Eh bien, cette utopie n'en est pas une car on trouve d'ores et déjà de nombreuses langues construites : l'Ido, l'Interlingua et surtout l'espéranto qui est parlé par des centaines de milliers de personnes à travers le monde. Parmi celles-ci se trouvent, réunis en autant d'associations, des chrétiens, des bouddhistes, des aveugles, des amis des chats, des médecins, des écologistes, etc. L'espéranto est à la fois la plus

simple, la plus précise et la plus souple de toutes les langues du monde, ce qui lui permet de convenir à la fois à la diplomatie, aux sciences et à la poésie. Son apprentissage, par rapport à n'importe quelle autre langue étrangère, est bien plus court. Si l'utopie de la culture populaire a une chance de concrétisation elle passera certainement par cette autre utopie (déjà en cours de réalisation) qu'est la langue neutre et universelle. Il convient de mentionner, au sein du mouvement espérantiste, la présence de quelques groupes « lutte de classe », communistes, anars ou syndicalistes.

15- Un art de la lutte à rapprocher peut-être de certaines philosophies extrême-orientales, voire à celle de ces musulmans pour qui le djihad est d'abord un combat contre soi-même. La remise en cause du monde extérieur ne nécessite-t-elle pas au départ un minimum de remise en cause personnelle ?

16- Une dernière remarque, enfin. Cet article résume ce que j'ai écrit à l'occasion de différents débats, intranationaux, au cercle Berneri à Paris durant les années 1995-1996, internationaux tout récemment à la SAT, organisation internationale regroupant

un millier de militants alternatifs [communistes, anars, écolos] et qui a choisi l'Espéranto comme langue de travail. La SAT est une espèce de 1^{ère} internationale qui n'aurait pas dé péri, car les débats, plutôt fraternels, y sont très riches, surtout aujourd'hui grâce à Internet. Un approfondissement de ces thèses figure dans mon dernier ouvrage (cf. D. Kessous, L'Universalisme, Acratie, 1997).

Les transformations de la classe ouvrière

Les crises successives du mode de production capitaliste, l'introduction des nouvelles technologies et le développement de la mondialisation ont profondément modifié les structures du marché du travail. Il s'en est nécessairement suivi une modification du salariat, de son mode d'existence et de son sentiment d'appartenance. La classe ouvrière n'a pas disparu. Mais son image s'est brouillée parce que son statut s'est largement modifié et morcelé au sein du processus de production. C'est cette modification qu'il faut étudier si nous voulons qu'une activité marxiste révolutionnaire garde son sens.

LES MODIFICATIONS DU SALARIAT ET SES CAUSES

Tout d'abord, il faut se défaire d'une idée reçue. La classe ouvrière, définie comme l'ensemble des hommes (et des femmes) qui vendent leur force de travail, existe toujours. Rappelons que pour Marx, le salarié c'est celui qui est « libre » de vendre sa force de travail « pour un temps déterminé » au propriétaire des

moyens de production. Et la force de travail de la « classe salariée » n'a pas une origine naturelle mais constitue une donnée historique qui dépend d'une forme de civilisation donnée. En d'autres termes, la classe ouvrière est en évolution constante. Ses contours ne sont pas définis une fois pour toutes. Il n'existe pas une essence abstraite et intemporelle de la classe ouvrière. Ce n'est pas parce que la mythologie (largement stalinienne d'ailleurs !) du prolétaire en bleu de chauffe s'est effacée de nos mémoires que la classe ouvrière a disparu. Le salariat se décompose et se recompose en permanence.

Le monde ouvrier continue d'exister. Avec plus de sept millions de membres, les ouvriers représentent près de 28 % de la population active française. Les ouvriers rassemblent 24,5 % de la population aux États-Unis, 33 % au Japon, 30,6 % au Brésil. En France, 40 % des enfants sont socialisés dans une famille ouvrière. Mais alors qu'au début des années quatre-vingt, les ouvriers de type industriel représentent la grande majorité des ouvriers, ils sont aujourd'hui minoritaires. Plus d'un ouvrier sur deux travaille soit dans les transports

et la logistique, soit dans un milieu artisanal. La baisse des métiers liés à la production a aussi favorisé une diversification des métiers : tri, emballage, livreurs, jardiniers, agencement, isolation. En même temps, cette diversification s'est accompagnée d'un sous-emploi chronique. En 2001, 30 % des salariés non qualifiés sont employés à temps partiel. Les CDD, intérim et stages représentaient 40 % des emplois non qualifiés en 1982, ils en représentent aujourd'hui 17 %. La déqualification est considérable : 31 % des salariés embauchés pour un travail qui ne requiert officiellement pas de qualification sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 10 % possèdent un bac. Au début des années 1980, le nombre d'emplois d'ouvrier était 50 % plus élevé que celui d'employé. Aujourd'hui, le nombre de postes d'employés est 15 % plus élevé que celui des emplois d'ouvrier. Les métiers d'employés sont, dans leur majorité, payés au voisinage du salaire minimum. Ce sont des métiers difficiles, également soumis à la précarité, à la flexibilité et aux risques du chômage. Les emplois d'ouvriers et d'employés représentent un total de 12 à 13 millions d'emplois en France. A noter que le métier ayant connu la croissance la plus spectaculaire au cours des dernières décennies est celui... d'assistante maternelle. Par contre, le nombre de secrétaires et de dactylos a baissé de plus de 30 % (200 000 emplois en moins).

Ces transformations du salariat sont dues, en partie, à l'évolution de la taille des entreprises. Entre 1975 et 1996, la part des établissements du secteur industriel de plus de 200 salariés est passée de 54,4 % à 39,7 %. Cette tendance à l'augmentation de la part des PME s'accompagne du rôle déterminant joué par

les grands groupes industriels et financiers dont dépendent les petites unités de production. Par exemple, les constructeurs automobiles ne réalisent directement qu'un quart de la construction d'un véhicule. Le reste est confié aux petites entreprises qu'ils contrôlent. Le nombre d'entreprises contrôlées par des groupes a presque quintuplé entre 1980 et 1995 (de 9 200 à 44 700). Les grandes fusions sont aussi à l'origine du recours systématique à la sous-traitance.

Ces phénomènes (réduction de la taille des entreprises, sous-traitance systématique) aggravent considérablement les conditions de travail : intensification de la productivité, flexibilité des horaires, périodes de débauche pour les intérimaires, individualisation, harcèlement. En même temps, la culture du métier se perd et la qualification est remplacée par les « compétences ». Pour mémoire, il faut rappeler que la classe ouvrière s'est d'abord organisée sous la forme de syndicats de métier. Mais j'y reviendrai. Les unités de production réduites et fragmentées ne favorisent pas l'implantation syndicale et rendent difficiles les tâches de l'inspection du travail. Bref, contrairement à une certaine idéologie environnementale qui tendrait à valoriser les petites structures de production porteuses d'une autre « qualité » de vie, ce sont les PME qui contribuent le plus à créer les emplois nouveaux précarisés et déqualifiants. Elles sont également les plus destructrices des métiers et des emplois anciens.

La mondialisation dans l'automobile c'est aussi l'émergence et la généralisation de nouveaux procédés d'aliénation dont la finalité est de soumettre totalement les « opérateurs » aux impératifs de qualité, de productivité et de représentation du monde

élaborée par la direction. Cette représentation du monde s'appuie sur le morcellement de la classe ouvrière en de nombreux statuts et sur l'effacement progressif de ses principales expressions organisationnelles et politiques. C'est l'existence même d'une conscience collective qui est en voie de disparition.

Ces modifications du marché du travail ont ainsi induit des effets dévastateurs dans les relations sociales et le mode d'organisation des salariés. En effet, dès les années soixante-dix se pose le problème du renouvellement de la classe ouvrière. Chez Peugeot (Sochaux-Montbéliard), au cours des années quatre-vingt, la production est réorganisée par la direction, qui scinde les équipes de travail et délocalise certaines unités pour contourner les résistances ouvrières. En 1990, le renouvellement de la main d'œuvre non qualifiée s'opère par l'embauche massive d'intérimaires sans qualifications mais capables de s'adapter. Une dichotomie « jeunes » / « vieux » apparaît alors dans l'entreprise, les cadences augmentent ainsi que la crise du militantisme. Le collectif ouvrier tend alors à disparaître. On en arrive ainsi à la stagnation des salaires et à la généralisation du système des primes. La position en porte à faux des bacs pro, entre la maîtrise et les ouvriers, renforce souvent le préjugé négatif que les jeunes pouvaient déjà nourrir contre le travail en usine. La « culture ouvrière » est disqualifiée aux yeux des nouvelles générations.

LA LOGIQUE

DES COMPÉTENCES

ET SES EFFETS

C'est à partir des années quatre-vingt-dix que la logique des compé-

tences déferle. Cette logique correspond à la fois à une réorganisation du processus de la production capitaliste et à une rupture dans la continuité des générations ouvrières. Ces transformations qui s'opèrent dans les années quatre-vingt-dix sont évidemment favorisées, sinon directement initiées, par les organisations de la gauche institutionnelle (PS, PS) et les appareils syndicaux convertis aux plaisirs raffinés du libéralisme. Il y a, par exemple, une osmose très étroite entre les cadres de la gauche parlementaire et les institutions étatiques (ou para-étatiques) liées à la formation continue et professionnelle. Les cercles dirigeants de la CFDT, du PS et du MEDEF appartiennent au même monde.

L'apparition, ces dernières années, des coordinations (infirmières, agents de conduite SNCF, etc.) peut aussi s'expliquer par le sentiment de ne pas être véritablement représenté en l'absence de véritables syndicats de métier. N'oublions pas que c'est le métier lui-même qui est attaqué avec l'introduction des nouvelles technologies et la disparition des qualifications et des postes. A la valorisation (non pécuniaire) qu'opérait le métier (ou groupe professionnel) se substitue une nouvelle reconnaissance fondée sur le revenu et la servilité à l'égard de la hiérarchie. La notion de compétence contribue ainsi largement à brouiller les repères collectifs qui pouvaient structurer la conscience de classe. Elle permet également de faire accepter le départ des agents les plus coûteux, c'est-à-dire les plus anciens mais aussi les plus attachés au métier. L'accord signé en 1998 à EDF-GDF confirme cette volonté partagée par la direction et les syndicats de se séparer d'une population symbole de la mémoire d'un monde que l'on juge révolu. Ainsi, on

peut lire : « Pour développer les embauches et préparer le renouvellement des compétences, un dispositif de départ anticipé, fondé sur le volontariat des agents et assurant la solidarité inter-génération, est mis en œuvre pendant une période limitée à trois ans [...] En outre, afin de traiter au mieux les questions de redéploiement, les agents travaillant dans les secteurs en décroissance et ne répondant pas aux critères précédents peuvent demander à bénéficier d'un départ anticipé. »

Désormais, ce n'est plus le travail qui est sacralisé mais les rapports de gestion dans l'entreprise. La valeur de la force de travail est aussi l'émanation du savoir-être. Le rapport entre le salarié et sa hiérarchie est basé sur la « confiance ». Il s'agit bien d'un rapport contractuel sans garanties ni recours. L'identité du groupe ouvrier s'affaiblit. La rationalité capitaliste impose une mise en réseau fluide et programmée des compétences individuelles.

Ce passage d'une mise en valeur du travail humain fondée sur le paradigme de la qualification et du diplôme national à une évaluation fondée sur le paradigme de la compétence ne relève pas d'un mouvement naturel ni d'une fatalité économique. Il s'agit bien d'un choix politico-économique ayant pour finalité (dans le cadre d'une concurrence mondiale exacerbée) l'exploitation optimum de la force de travail. La notion de qualification renvoyait à : la mesure du temps d'apprentissage, la reconnaissance sociale des différents métiers, la notion de conventions collectives, les diplômes nationaux garantis par l'État. La notion de compétence relève d'une autre logique de mise en valeur (ou d'exploitation) du travail. Ce n'est plus seulement la « force de travail » (mesurée en capacités phy-

siques, formation technique ou professionnelle, etc.) qui est mise au service de l'employeur mais c'est aussi la personne tout entière. La compétence relève aussi de la manière d'être. A la limite, la force de travail n'est plus vendue pour « un temps déterminé » comme le démontrait Marx, mais pour la durée de l'existence (« la formation tout au long de la vie » !). La personne devient totalement captive du marché du travail. Il s'agit de mettre en œuvre une auto-exploitation totalement intériorisée par les salariés. Dans un document de 1998, le CNPF souligne que « dans le cadre d'une gestion des compétences accompagnée éventuellement d'une individualisation des salaires, le salarié peut donc évaluer sa performance, apprécier les résultats de son travail et sa valeur ajoutée. Ainsi l'intérêt porté à l'individu ne peut qu'accroître sa motivation et le renforcer dans son rôle et sa contribution au sein de l'entreprise. » Le salarié est invité à se transformer en petit entrepreneur pour : « gérer son portefeuille de compétences [...], s'extraire de l'anonymat [...], évaluer sa propre contribution à sa réussite professionnelle et sociale ». Au plan collectif, on imagine une « entreprise apprenante, projet commun de l'entreprise et du salarié [...] qui n'a pas pour ambition d'apprendre au salarié, mais plus fondamentalement de l'aider à apprendre ». En quelque sorte, le salarié est sommé d'apprendre à apprendre. On voit bien ici ce qui inspire le brouet insipide des sciences de l'éducation et des réformateurs zélés de l'Éducation nationale !

UN MOUVEMENT

OUVRIER EN MIETTES ?

La question est donc bien de recons-

tituer un tissu favorisant la résistance collective du salariat. L'organisation syndicale est vecteur de résistance et d'identité. Mais 9,1 % des salariés travaillant en France sont syndiqués. C'est l'un des plus faibles taux du monde. Ce nombre n'a cessé de baisser depuis 1995.

La CGT a été dévitalisée et mise au pas par le stalinisme. Elle ne s'en est pratiquement jamais relevée. La subordination à la politique de la gauche plurielle et l'effondrement historique du PCF sont des facteurs qui contribuent à paralyser désormais toute initiative de la confédération. Les équipes militantes se renouvellent difficilement. Les unions départementales connaissent souvent une crise rampante.

Les militants les plus combattifs ont été exclus de la CFDT dans les années 1980. Par exemple : rappelons la manière dont la section CFDT d'Usinor-Dunkerque a été décapitée pour préparer la « modernisation » de l'outil sidérurgique français. Modernisation qui allait s'accompagner de diverses fusions et de dizaines de milliers de licenciements. Les derniers opposants (Tous ensemble !) à l'appareil se sont inclinés lors du dernier congrès.

SUD se nourrit des carences des confédérations mais ne parvient pas à mordre sur le gros du salariat et semble s'enfermer dans une logique identitaire minorisante.

Le repli sur soi et l'atomisation des salariés constituent les effets d'une gestion qui repose de plus en plus sur la contractualisation. L'entreprise « parlant » directement à ses salariés doit se passer du contre-pouvoir

syndical qui devient un obstacle. Dans cette logique, il n'y a plus besoin de représentation collective du salariat. Les dirigeants de la CDU allemande envisageaient même, lors de la dernière campagne électorale, de mettre en place des procédures de conventions collectives ne s'appliquant plus au plan national mais signées contractuellement au niveau des entreprises en dehors des représentants syndicaux. En France, la réforme de l'État vise, à la fois, à réduire l'appareil d'État à ses fonctions purement régaliennes et répressives (défense, justice et police), à contractualiser et à précariser l'ensemble des personnels de la fonction publique à terme. La Région deviendrait ainsi l'espace politique le plus approprié pour la mise en valeur du capital financier.

La V^e République constitue l'épine dorsale de l'impérialisme français. Ce sont ses mécanismes institutionnels et administratifs (soutenus par tous les appareils traditionnels du mouvement ouvrier) qui ont favorisé une telle modification des rapports sociaux institués par le marché du travail. L'étroite imbrication des hauts fonctionnaires et du personnel d'encadrement des grands groupes bancaires et industriels démontre que l'Etat-nation reste, pour l'instant, incontournable dans la constitution du régime d'accumulation à dominante financière.

Contrairement à l'Angleterre, le prolétariat français n'a pas connu de recul majeur ces dernières décennies. La défaite infligée aux mineurs par le gouvernement de Margareth Thatcher a permis le démantèlement des ser-

vices publics, la paupérisation des fonctionnaires et la privatisation emblématique du rail. La situation française reste, elle, dominée par les grèves de l'hiver 95. La réforme de l'État vertèbre la politique de tous les gouvernements depuis une vingtaine d'années. Elle constitue le dispositif institutionnel visant à défaire (à froid ?) les acquis du salariat obtenus par plus d'un demi-siècle de combat social. Elle a aussi pour enjeux le démantèlement de la formation professionnelle publique, des qualifications et diplômes à caractère national et du code du travail.

(Le Puy, septembre 2002)

A consulter

L'égalité des possibles, Eric Maurin (Seuil)

Le mirage de la compétence, Collectif (Syllepses)

« Revenir aux luttes », n° 26/27 2002 (Agone)

Retour sur la condition ouvrière, S. Beaud, M. Pialoux (Fayard)

Militant et salarié d'une entreprise parisienne dépendant de la branche des industries électriques et gazières, Dominique Vanstaevel nous a fait parvenir ce tableau de la situation d'EDF-GDF. Le rappel des particularités historiques de cette entreprise permet de mieux souligner ce qui se joue aujourd'hui dans la marche forcée à la privatisation initiée par la « Gauche plurielle ». A tout point de vue, il s'agit d'un secteur où des convulsions importantes sont à prévoir.

EDF-GDF comment combattre ?

A PROPOS DE QUELQUES SINGULARITÉS...

Commençons par identifier le contexte par la formulation suivante : Comment un gouvernement de droite, élu par défaut, est en passe de réussir et la privatisation du service public de l'énergie, et la refonte du système particulier de retraite des électriciens et gaziers, sans rencontrer (pour le moment encore) ni d'opposition forte, ni de lutte majeure.

A l'évidence, et dans le cas où le projet de loi relatif à l'ouverture du capital de EDF aboutirait (hypothèse malheureusement en voie de concrétisation) il y a fort à parier qu'un de ces jours ce contexte fasse l'objet d'études attentionnées chez les futurs chercheurs en sciences politiques et sociales, tant il est vrai que celui-ci témoigne d'un certain nombre d'aspects totalement inédits. A la demande de Carré rouge, je vais donc essayer de dresser ici, avec le plus de précision possible, un ta-

bleau sur la situation actuelle, celle aussi vécue par les salariés au sein de l'entreprise EDF, puis de tenter d'en faire apparaître toutes les singularités, celles qui portent respectivement sur la métamorphose du service public de l'énergie, sur le mode de régulation sociale et sur les facéties du libéralisme.

Il me semble très utile de dresser un inventaire de ces singularités dès lors que les nécessités de construire une nouvelle force anticapitaliste se font pressantes. Et que pour se donner des chances de réussir cette construction politique dans laquelle il nous faudra, entre autres choses, repenser les services publics, la construction de l'Europe ou encore la question sociale, il convient de faire un état des lieux afin de connaître au mieux les places où nous pourrions attacher de solides fondations.

Mais revenons-en au projet de privatisation des entreprises de service public de l'énergie que sont EDF et GDF. Dans son article consacré au krach boursier (Carré rouge n° 23)

François Chesnais explique que c'est la dette publique qui a ouvert au cours des quinze dernières années la voie aux privatisations.

Effectivement, dès cette époque, les dirigeants de ces entreprises n'ont pas manqué de s'y engager. C'est le sens des différentes restructurations organisationnelles qui se sont produites dans ces quinze (voire vingt) dernières années. Elles ont de toute évidence préparé EDF et GDF à la privatisation, en même temps qu'elles ont contribué à y préparer, à y conditionner même leurs salariés. Mais s'il est vrai que les processus qui visent à permettre le démantèlement et la privatisation de l'ensemble des services publics présentent, dans leur conception et leur application, un caractère analogique, il en va tout autrement des différentes étapes qui mènent ces entreprises à la privatisation. En effet chacune d'entre elles présente des rythmes particuliers, conditionnés par leur propre mode de régulation sociale. C'est la raison pour laquelle je crois nécessaire de revisiter l'histoire de EDF et GDF

EDF & GDF

OU L'HISTOIRE

D'UNE CONSTRUCTION

ÉLABORÉE SUR

LE COMPROMIS SOCIAL

EDF et GDF ont vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nées dans un contexte de reconstruction nationale, ces entreprises de service public furent gérées suivant les préceptes de l'économie keynésienne en vigueur à l'époque, qui s'appuyaient sur une gestion tripartite réunissant à la même table l'État,

les directions et les syndicats.

Le mécanisme des forces politiques d'alors fera du PCF (et donc de la CGT) un acteur prépondérant de la construction et du développement de ces deux entreprises ; le PCF dans le domaine des orientations générales, la CGT dans celui de la régulation sociale. Ce binôme se posera ainsi comme étant à la fois le garant du service public, de ses missions, et le rempart de la défense des personnels travaillant dans les Industries Électriques et Gazières (le fondateur de leur statut n'est autre que Marcel Paul, figure mythique du PCF)

Cette situation d'hégémonie forgera ce que l'on nomme la culture maison : dans la conscience du personnel, celle-ci sera vécue comme une relation quasi-fusionnelle, avec tous les comportements d'identification et de rejet que provoque ce type de relation.

Il faudra attendre les années 1970, avec la controverse suscitée par l'élaboration du programme nucléaire et le développement de la CFDT, pour observer un début de déclin de son influence. Néanmoins, de 1946 à 1986, la CGT sera présente à tous les niveaux de l'entreprise, contrôlant l'embauche, validant les moyens organisationnels et ceux de la production, et assurant la gestion de l'ensemble des activités sociales.

DE 1986, DÉMARRAGE

DU PROCESSUS

DE PRIVATISATION

INTERNE À 2001, ANNÉE

DE LA DÉSINTÉGRATION

Les premières restructurations organisationnelles voient le jour en 1986. A bien des égards, elles marqueront un tournant significatif dans ce qui

constitue la notion de service public, mais aussi dans la régulation sociale en usage alors à EDF-GDF.

Au début de cette période, le programme électronucléaire est abouti. Avec son parc de centrales, EDF est en état de surproduction d'électricité. Il lui faut donc sortir de cette situation, et pour cela trouver des débouchés pour écouler durablement cet excédent. Usant d'une politique commerciale agressive et de pratiques peu avouables, notamment auprès des organismes en charge de la gestion des logements sociaux et des promoteurs de nouveaux programmes immobiliers (l'époque est alors à la promotion de l'accession à la propriété) EDF va imposer l'usage du tout électrique.

Souvent imposé au détriment de solutions locales existantes (Paris illustre à merveille ce non-sens : EDF y concurrencera sa propre filiale de chauffage urbain, la CPCU), le tout-électrique est l'illustration des dérives technocratiques d'un service public étatique dont se régaleront bientôt tous ses pourfendeurs. Peu onéreux pour les investisseurs, le tout-électrique est en revanche synonyme de cauchemar pour les locataires et autres petit propriétaires, tant le coût des factures est élevé. Et l'on ne comptera plus le nombre de coupures causées par cette situation absurde où des usagers de condition modeste ne peuvent plus supporter le coût d'un KW imposé par une politique de surproduction.

Consécutif aux ambitions nucléaires, le passage en force de la dimension commerciale remettra, de facto, en cause des principes qui sont normalement défendus par le service public, comme l'égalité et la démocratie.

Cet épisode de la vie d'EDF sera, pour les usagers, la partie la plus vi-

sible des bouleversements qui commencent à affecter cette entreprise dans ses missions de services rendus aux usagers.

En interne, cette dérive n'est pas forcément mesurée par les agents qui, pour la plupart, restent de fervents défenseurs du programme nucléaire. C'est autrement qu'ils prendront conscience de la métamorphose qui s'opère : par la mise en action d'un ensemble de mesures visant à privatiser l'entreprise de l'intérieur, dans le seul but de préparer sa privatisation à l'externe. Ce processus ne s'est pas improvisé dans l'urgence. Deux grandes stratégies ont été activées de manière concomitante pour l'amorcer. La première fut de mettre en place une logique d'attaque déployée sur un large front. Les restrictions budgétaires, les restructurations organisationnelles, l'externalisation de certaines compétences seront autant de moyens utilisés. La seconde fut de mettre en place un processus visant à rompre avec le mode de régulation social en usage. Tout a été fait pour reprendre en main le personnel et le soustraire à l'emprise de la CGT. Cet aspect mérite qu'on s'y attarde.

La mode est alors au management participatif dont les concepts sont inspirés des thèses autogestionnaires et de la contestation portée par mai 1968. Organisation syndicale sensible à ces concepts, la CFDT (alors en phase de réorientation politique) sera un partenaire de choix pour des directions qui encourageront son développement. Mais pour parvenir complètement à imposer une nouvelle régulation sociale (et donc espérer faire passer la CGT sous la barre des 50 %) les directions vont aussi favoriser l'émergence d'un front syndical, dit réformiste, où l'on trouvera la CFDT, FO, la CFE

– CGC et la CFTC.

La CGT en est désemparée. Outre la crise qui touche le syndicalisme, le rajeunissement de la population des agents, souvent méfiants vis-à-vis des pratiques syndicales autoritaires y contribue. Devant les nouveaux types de management imposés par une direction décidée à en découdre, le syndicat historique perd de l'influence. Il est contraint d'admettre qu'il n'est plus seul à contrôler la maison.

Enfermé dans une vision purement corporatiste, le dialogue deviendra de plus en plus difficile face à des directions qui cherchent à l'isoler, et à des jeunes agents plutôt critiques à l'égard de ses pratiques stalinienne et de ses conceptions politiques de la société. Des tensions montent entre la FNME-CGT et les directions, qui n'hésiteront pas à réprimer des équipes syndicales cégétistes aux endroits où leur audience est encore importante, notamment dans les centres DGSE.

Pour autant, loin d'être écartée des centres de décision, la fédération CGT ne s'opposera que très mollement aux nouvelles orientations, qu'elles soient budgétaires, commerciales ou industrielles, qui se mettent alors en place à EDF-GDF.

Elle s'accommode également relativement bien de l'influence du front syndical réformiste ; d'autant mieux que ce dernier est mis à mal par une crise majeure qui trouve son origine dans une concurrence d'appareil opposant la CFDT à FO.

Une fois lancé, ce processus de privatisation interne, allié à la propagande néolibérale qui sévit à l'extérieur, n'aura de cesse de progresser inexorablement jusqu'à aujourd'hui. Le rythme qui en marque la progression sera donné par l'application de nouvelles mesures libérales faites al-

ternativement par les gouvernements successifs. Cela étant, après 1995, d'autres événements viendront s'ajouter et accélérer sensiblement son cours.

Mais avant de poursuivre cette autre étape de l'histoire de EDF, je souhaite faire une petite digression et revenir sur ce qui me semble avoir été, à bien des égards, une époque charnière : l'année 1995. Si pour beaucoup d'entre nous cette année reste synonyme de renaissance du mouvement social, a contrario, la période qui s'ensuit immédiatement témoigne d'un certain nombre de revirements, pour ne pas dire de trahisons.

Ce n'est pas un scoop, mais cette période marque une accélération dans le basculement d'un certain nombre de forces ou d'acteurs censés défendre les intérêts de la classe ouvrière. Combien d'intellectuels, de responsables politiques ou syndicaux se détacheront du socialisme, préférant adhérer aux valeurs néolibérales ? Pour le syndicalisme, le cas le plus illustre fut représenté par la CFDT.

Avec le recul, je crois que c'est de ce moment aussi que l'on peut dater le basculement qui s'est opéré à la tête de la CGT. En effet, un certain nombre de ses dirigeants comptant parmi les plus influents vont commencer à insuffler cette nouvelle orientation au sein de la confédération : Accepter le libéralisme politique et économique comme horizon indépassable.

Mais contrairement à ce qui s'est opéré à la CFDT, ce basculement n'est pas consécutif à un choix politique pensé, discuté et assumé, mais plutôt forcé et contraint par les vicissitudes de l'histoire contemporaine. Ce qui me fait dire que cette orientation s'apparente d'avantage à un re-

noncement. Par une relation de cause à effet, cette orientation non assumée ne tardera pas à mettre en lumière la panne de projet qui affecte cette confédération, du reste sclérosée dans son fonctionnement bureaucratique. Par ailleurs, le PCF, composante du précédent gouvernement de la gauche plurielle, n'allait-il pas présenter la même indigence politique ?

Surtout, elle va pousser les responsables de la confédération, puis, au-delà, ceux de la fédération énergie (rappelons que son secrétaire général, Denis Cohen, est un proche de Robert Hue) à opter pour une stratégie dont la finalité s'apparentera, dès lors qu'elle avancera dans le temps, à une gestion des reculs sociaux.

Car à la CGT, si l'orientation change, les pratiques, elles, demeurent. Et il va sans dire que cette stratégie aura de terribles répercussions. D'abord, à force de servir un double discours, qui oscille sans cesse entre l'appel à la lutte et des actes d'accompagnement, cette stratégie va complètement désorienter la plupart des équipes syndicales. Ensuite, elle se révélera être d'une redoutable efficacité pour saborder toutes les constructions de résistances sociales, et empêchera toute cohésion durable. Ici se trouve sans doute l'un des éléments permettant de comprendre la défaite de ces bastions syndicaux qu'étaient les différentes entreprises de service public, la Poste ou France Télécom. Mais doit-on parler de défaite dès lors qu'aucun plan de bataille n'a réellement existé ?

A EDF aussi, l'exemple donné par le manque de coordination des luttes de cet hiver 1995 contribuera à asseoir chez les agents ce sentiment de renoncement. A contrario, ce moment marquera le début d'une re-

composition syndicale, puisque c'est à cette époque que remonte la naissance à Montpellier de l'Union des syndicats SUD Énergie.

Dans la période qui va suivre, la kyrielle de manifestations, toutes aussi courtes les unes que les autres, n'en finira pas d'user la résistance des agents. En fait, ce sont toutes les composantes de la régulation sociale née de 1986 à EDF qui vont soumettre l'ensemble des électriciens et gaziers à une véritable stratégie de la déception.

Au cours de l'année 1997, une manifestation intersyndicale, qui sera soutenue par les directions, se déroulera pour protester contre une directive européenne dont l'objet porte sur la déréglementation des services publics européens de l'énergie. Comme toutes celles qui vont suivre, cette manifestation sera sans lendemain.

Année de tous les tournants, 1998 est marquée en premier lieu par l'arrivée à EDF d'un nouveau président. Se présentant comme proche du Premier ministre socialiste de l'époque, Lionel Jospin, le nouveau patron d'EDF, François Roussely, sera l'homme de la « modernisation »

A Nantes, devant un parterre de 400 responsables EDF, il affiche ses ambitions. Il faut, dit-il, moderniser l'entreprise, la préparer à l'ouverture des marchés et à la mise en concurrence. Pour arriver à cela, il faut aller vers le personnel afin de le faire adhérer à de nouvelles valeurs.

Pressé d'aller au plus vite, François Roussely posera néanmoins les bases d'un nouveau dialogue social fondé sur un pacte de non-agression défini en ces termes : Accepter les appareils syndicaux avec leur pléthore de permanents et une CCAS (Comité d'entreprise) en l'état, afin de

permettre à l'entreprise, en contrepartie, d'aller vers la privatisation.

Toute la nature du deal est exprimée dans cette démarche : l'obtention de la garantie de ne pas rencontrer d'opposition dans la phase suprême de la transformation de EDF-GDF, en échange d'un gage de non-ingérence dans la gestion des organismes sociaux.

Mieux que tout autre, cet habile stratège sait aussi que pour arriver à amener EDF à la privatisation sans rencontrer d'obstacle majeur, il doit redonner à la FNME-CGT le rôle prépondérant dans le jeu social interne. Il trouvera chez son secrétaire, Denis Cohen, l'homme de la situation (« Le syndicaliste qui rend possible la mue de l'entreprise publique », Le Monde du jeudi 10 janvier 2002)

Qui plus est, à l'instar de ce qui s'est généralisé ailleurs dans de grandes entreprises, il nommera à la direction des ressources humaines une ancienne trotskiste qui permettra, en outre, la signature par les cinq fédérations d'un accord historique sur les 35 heures. Au-delà de l'aspect exemplaire que lui attribuent ses signataires et l'ensemble la presse, cet accord scelle avant tout l'alliance qui attache dorénavant l'un, le président d'EDF, à l'autre, le secrétaire de la FNME-CGT.

Pendant ce temps, le personnel continue de subir de plein fouet de fortes dégradations de ses conditions de travail. De surcroît, soumis à un isolement consécutif à la nouvelle organisation du travail, il sera la cible principale de l'armée de consultants engagée par les directions, et qui déploiera tout un arsenal d'armes psychologiques. Pour faire passer son message « moderniste », Roussely peut également compter sur la bienveillance des magazines édités par le Comité culturel d'activité sociale

(CCAS), du président de cette institution, Jean Lavielle, ainsi que sur le secrétaire de la FNME-CGT, qui ne manque jamais d'assurer le président de EDF du « soutien de l'ensemble des électriciens et gaziers » (propos tenus à l'occasion de la grand-messe au POPB de Bercy, le 21 juin 2000)

Paradoxalement, c'est un acteur extérieur, la Presse, qui va éclairer le personnel, à la fois sur les ambitions nourries au plan international par le Président de EDF, et sur la nature du deal passé entre les directions et les organisations syndicales. C'est encore par elle que les agents auront connaissance des phénomènes qui transforment leurs entreprises. Enfin, c'est par elle également qu'ils commenceront à percevoir la nature des changements qui s'opèrent à la tête de la FNME-CGT, ainsi que des dissensions qui la secouent.

Ainsi, et comme il le fera plus tard, au soir du 3 octobre 2003, Denis Cohen fait déjà sensation dans les médias en affirmant, dès le lendemain d'une manifestation monstre tenue contre le projet de loi de modernisation du service public de l'électricité, que grâce aux amendements revendiqués par sa fédération et portés par les députés communistes, ce projet de loi est finalement une bonne directive.

Ce sera là le second fait marquant de cette année 1998. Cette loi, qui est la retranscription en Droit français de la directive européenne sur l'ouverture des marchés de l'énergie, sera votée à une courte majorité (obtenue grâce au concours des députés communistes) en février 2000. Si elle n'autorise pas encore la privatisation de EDF, elle ouvre en revanche la voie à la déréglementation du marché de l'énergie.

Dès lors, le processus engagé de-

puis plus de quinze ans va connaître une franche accélération. Dans le courant de ces deux dernières années va se succéder un ensemble de faits marquants qui vont finir de désintégrer (au sens propre du terme) la structure centrale de EDF et de GDF, et accomplir la métamorphose de ces entreprises, les faisant passer d'un modèle intégré à celui du troisième type, « prêtes-à-affronter-la-concurrence » : l'éclatement de l'entreprise en une multitude de centres de profit ; la mise en place de la séparation comptable des différentes directions de EDF et de GDF (unblinding) ; la création de filiales rattachées alors à DALKIA (pôle énergie de Vivendi environnement) ; le démixage de EDF et de GDF (la séparation des métiers sur les centres DEGS) ; la politique d'expansion internationale ; la vente des biens immobiliers. Voilà donc, en résumé, comment sont tombées ces « forteresses » présumées impenetrables.

En guise de transition, avant d'aborder le dernier volet de cet article, je reviendrai sur deux aspects. D'abord sur les stigmates laissés par cette suite de bouleversements, tant chez les agents qu'au sein des organisations syndicales. Puis, je traiterai des débuts de la recomposition syndicale.

Chez les électriciens et gaziers, outre la perte de leurs repères professionnels et collectifs, la résignation et le sentiment d'inéluctabilité du cours des choses sont les stigmates les plus visibles. Tout du moins chez ceux qui sont en désaccord avec la vision libérale défendue au sommet de leurs entreprises. Car n'en déplaise aux inconditionnels de la culture ouvriériste, la classe ouvrière est loin d'être homogène... Elle l'est d'autant moins qu'elle s'est trouvée littérale-

ment déstructurée par les nouvelles organisations du travail. De plus, cette déstructuration, qui s'appuie sur l'isolement du salarié, contribue à accentuer encore davantage le sentiment de méfiance que ce dernier nourrit à l'égard des organisations syndicales.

Ensuite, constater les stigmates portés par le corps social ne peut être dissocié d'un bilan du modèle social défendu à EDF-GDF. Élève au statut de mythe, ce modèle est rarement sujet à critique. Sans même qu'il soit question de le dénier, sa critique demeure un sujet tabou. Mais refuser d'entendre la critique ne revient-il pas à cautionner la dégénérescence de ce système ?

Aussi, et sans mettre en doute les indéniables avancées qu'il a permises, il faut admettre que ce modèle social a engendré un nombre conséquent de dérives. En effet, les jeux d'interdépendance induits par ce mode de régulation sociale, lui-même issu de la logique cogestionnaire, ont favorisé la mutation des fédérations syndicales en de puissantes bureaucraties autocratiques. Dotés des rentes que fournit la gestion des différents organismes statutaires et sociaux, ces appareils établiront jusqu'à les généraliser des pratiques syndicales déviantes, normalisant l'obligation du principe de délégation, permettant des actes de corruption.

Je pense que le coût du dialogue social se pose en ces termes. Il en va de même dès lors que l'on évalue le prix de son entretien. Aujourd'hui, on ne peut que constater la stabilité de la logique cogestionnaire. Celle-ci s'est simplement métamorphosée, passant d'un modèle élaboré sur le compromis social d'après-guerre à une logique d'accompagnement social du libéralisme économique.

Cette nouvelle logique entraîne chez

les fédérations syndicales un grand nombre d'abandons : abandon de l'idée de transformer la société, abandon de l'idée de service public, de penser leur amélioration, leur démocratisation.

Pour illustrer mon propos, le silence des directions fédérales à propos de la nature du processus engagé en interne à EDF-GDF constitue un fait irréfutable. Il en va de même des interrogations qui seront suscitées par leur comportement. Toutes les fédérations ont accepté que ces transformations s'opèrent. Toutes les ont validées en commission supérieure de comité mixte à la production (sorte de super comité d'entreprise) y compris en exerçant des pressions à l'encontre de mandats fédéraux qui s'opposaient à cette désintégration.

Dans cette période, chacune gèrera ses tensions internes en fonction de ses pratiques habituelles. Dans les rangs des militants de base, le désarroi est d'autant plus grand qu'ils sont encore très marqués par la culture maison dont je parlais au début de cet article. Pour eux, même si le doute s'est sérieusement installé, la CGT demeure toujours le seul rempart qui les défendra de la privatisation et de la disparition de leur statut.

Pour les responsables syndicaux, opposants à la ligne défendue par la fédération dont ils dépendent, la situation n'est guère plus brillante. Il va sans dire que les différentes prises de position de la FNME-CGT ou celle de la CFDT vont occasionner de forts clivages en leur sein. Mais souvent, quand ce n'est pas le confort que procure des postes de permanent, ce sont les perspectives d'une hypothétique prise de pouvoir qui ont raison des graves incertitudes que fait peser la « prise du maquis ».

L'appareil fédéral CGT essaye tant

bien que mal d'endiguer la crise en étouffant les oppositions dans le silence de son enceinte. Tandis qu'à la fédé énergie CFDT les tensions sont plus audibles.

Cet inventaire de faits imbriqués les uns dans les autres, et qui parfois sont énumérés en dépit de leur chronologie, m'amène naturellement à parler de la recomposition syndicale à EDF et GDF. Ces faits n'en constituent-ils pas le substrat ? Rien n'est moins sûr, car ici se trouve la première des singularités évoquées au début de cet article.

A la lecture de la liste des bouleversements profonds qui ont affecté les agents de ces entreprises de service public, et eu égard à la stratégie de renoncement développée par les bureaucraties syndicales, chacun peut penser qu'ici sont réunies toutes les conditions requises pour une recomposition franche du corps social. Or, la réalité montre que celle-ci est plutôt timorée. Deux éléments au moins permettent d'expliquer ce paradoxe. Le premier se trouve dans ce que je rappelais un peu plus haut : la culture maison. Le second élément tient à l'attitude dont les directions, mais aussi les fédérations syndicales classiques ont pu faire preuve. A l'évidence, toutes ont retenu des enseignements des différentes recompositions qui n'ont pas manqué de s'opérer suite aux premières attaques menées contre les autres secteurs de service public, depuis 1985. Animées par le souci commun de se prémunir contre ce risque, chacune va travailler à empêcher tout basculement de courants oppositionnels.

Car traiter de la recomposition revient inévitablement à évoquer le développement du syndicat SUD, tant cet acronyme est, depuis plus d'une décennie, parvenu à en être le sym-

bole. Je l'ai évoqué un peu plus haut, l'année 1995 marquera les prémisses de la recomposition syndicale à EDF, puisque va se créer le premier syndicat SUD Énergie à Montpellier. Dans les années qui suivirent, d'autres syndicats SUD Énergie s'implanteront.

Or, pour expliciter l'état actuel de la recomposition, sans pour autant la réduire à la naissance de SUD Énergie, il faut rappeler les raisons pour lesquelles ce syndicat rencontre des difficultés à se construire à EDF. Ses difficultés sont précisément dues à sa signification historique dans la renaissance du mouvement social et du rôle que ce syndicat tient dans d'autres secteurs de service public (la Poste, les Télécom, le Rail, la Santé, etc.). Ainsi aujourd'hui à EDF et GDF, ce syndicat se trouve être dans une situation curieuse. Non seulement SUD est en butte aux actions juridiques menées à son encontre par les directions, mais il est également sans cesse brandi comme un spectre par les courants oppositionnels des différentes fédérations menaçant leurs instances dirigeantes.

Toutefois, il serait inexact de dire que la direction et les fédérations ont été les seules à s'en méfier. Je n'omettrai pas de rappeler que d'autres formations, politiques et syndicales, comptant pourtant parmi les proches de ce syndicat, nourriront également une certaine méfiance à son égard. Les motifs évoqués par ces derniers prétexteront les risques contre-productifs et les dangers d'une nouvelle division que poserait sa construction... Le mythe d'une classe ouvrière homogène (donc unitaire) a la vie dure !

Je le répète, cette recomposition ne peut être résumée à la seule naissance de SUD Énergie. En effet,

d'autres faits sont à noter qui montrent que rien n'est inscrit dans le marbre, y compris en terme de recomposition du paysage syndical. Ainsi, par exemple, à la fin de l'année 2000, au sein de la fédération CFDT de l'énergie, un courant apparaîtra : CFDT synergie. Il est né non sur des divergences de positionnement, mais suite à la fusion qui lui est imposée par la confédération avec la fédération de la chimie. En effet, cette dernière impose à la fédé énergie sa vision et ses conceptions syndicales. Non reconnue par la fédé, CFDT synergie se déclarera en qualité d'association.

Dès lors quel aspect présente le nouveau paysage syndical, si tant est toutefois que la recomposition, au demeurant inévitable, émerge à la suite de différentes scissions ? Il est encore trop tôt pour répondre. Mais la partie essentielle de la réponse viendra sans doute de la suite que donneront les électriciens et gaziers aux événements actuels ; c'est à dire des perspectives des luttes, de leur intensité.

DE LA RECOMPOSITION SINGULIERE À D'AUTRES ASPECTS INÉDITS ET SIDÉRANTS

La question de la privatisation de EDF et de GDF constitue une fameuse illustration de cette formule politique du changement dans la continuité. En effet, cette option de privatisation n'a-t-elle pas fait l'unanimité, à droite comme à gauche, et ce, bien avant les dernières élections présidentielles ? Donc, pour la première fois et de façon aussi claire, nous pouvons assister à la conduite continue d'un projet libéral préparé par un gouvernement de gauche et mené

par un autre de droite. Voilà qui donne à réfléchir sur les dégâts causés par la dépolitisation. Et ce, d'autant plus que les bureaucraties syndicales vont collaborer à amplifier le séisme durant ces derniers mois.

Déjà depuis le mois de juin dernier, les cinq fédérations ont posé, ensemble, les bases d'un accord de branche et d'un décret (phase obligatoire s'il en est) qui permettrait la modification du régime particulier de retraite, condition sine qua non et préalable à toute forme de privatisation.

De facto, l'inédit de ce contexte se trouve ici ; il existe une vision consensuelle partagée par ce gouvernement, les directions et les quatre fédérations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC) sur ces questions de la réforme du régime particulier de retraite, de la privatisation d'EDF et de GDF et de l'ouverture des marchés.

En aparté, même si la fédération de l'énergie FO s'est retirée de ce groupe de travail dans le courant de ce mois de septembre et a refusé de négocier, volontairement, je ne m'étendrai pas sur son positionnement. Je trouve en effet que son refus de travailler avec d'autres formations syndicales qui luttent contre la remise en cause du statut et contre la privatisation est dénué de tout sens. Car le moment exige de fédérer les forces oppositionnelles et non de les affaiblir en les laissant s'isoler.

Avec le recul, comment doit-on interpréter la suite de mouvements qui ont été conduits après la gigantesque manifestation du 3 octobre qui a réuni à Paris plus de 60 000 agents, avec une grève suivie à plus de 80 % ?

Que reste-t-il du rapport de force créé ce jour-là ? En l'occurrence, presque plus rien. En premier lieu, il

faut rappeler que les cinq fédérations ne manifesteront que peu d'empressement pour coordonner et dynamiser les luttes en cours dans les autres secteurs de service public (le 26 novembre avec les cheminots, le 8 décembre avec les enseignants.

Ensuite, et pour revenir sur la journée du 3 octobre, les différentes déclarations rapportées par les médias le soir et le lendemain montreront que rarement les acteurs d'une manifestation auront été instrumentalisés de la sorte. Jamais leur message revendicatif ne sera aussi détourné qu'à ce moment précis avec, qui plus est, l'assentiment de quatre fédérations syndicales.

La manipulation a commencé dès le matin de cette manifestation puisque quatre fédérations, en accord avec le ministre de l'industrie, Francis Mer et le patron de l'union française d'électricité Bernard Brun, convenaient de presser les négociations, afin de répondre aux inquiétudes des personnels (sic). Rendez-vous fut pris pour le lundi 14 octobre. Un nouveau calendrier était établi et les négociations reprenaient.

Ensuite, c'est la FNME-CGT qui, en fin de manifestation, illustrera à souhait l'usage de cette instrumentalisation. Lovée dans ce confort que procure cette position institutionnelle d'être en opposition à un gouvernement de droite, elle se distinguera en distribuant un tract qui, par une savoureuse dialectique, annoncera une gigantesque victoire aux agents, les invitant par la même occasion à gentiment rentrer chez eux. Quant à son secrétaire, dans une apparition au journal de 20 heures sur une chaîne publique, il ira jusqu'à omettre de mentionner l'ampleur de la grève et le sens du message envoyé par les agents lors de cette mobilisation. Sans doute faut-il trouver ici une

brillante illustration de son fameux leitmotiv : « la CGT, aussi à l'aise dans la rue que dans les négociations »

Pour toutes les fédérations de l'énergie, cette mobilisation est une victoire puisque le gouvernement s'est engagé à pérenniser les retraites des agents EDF et GDF...

Pour François Roussey, le président d'EDF, il ne faisait pas de doute que les salariés qui étaient dans la rue étaient tout à fait d'accord avec les projets en cours. (propos entendus sur une radio commerciale, le 4 au matin)

Selon le gouvernement, l'ampleur de la manifestation devait permettre au Ministre de l'industrie de donner du poids aux conceptions françaises du service public et contribuer à asseoir leur défense face aux exigences de la Commission européenne. Tel était donc la réception (5 sur 5) que le gouvernement avait du message envoyé par les 60 000 agents venus manifester.

Depuis, le gouvernement français s'est engagé devant la Commission européenne à ouvrir complètement le marché national de l'énergie d'ici à 2007... ! Non sans avoir reçu auparavant le soutien des fédérations syndicales après que la ministre déléguée à l'industrie, Nicole Fontaine, ait défendu au Luxembourg, le 4 octobre, la spécificité du service public à la française (voir Le Monde du 6 et 7 octobre 2002)

Ces deux derniers mois, directions et fédérations syndicales ont accéléré le pas, car, malgré tout, la hantise d'une reprise des luttes subsiste. Chez un nombre croissant d'agents, jamais le sentiment de trahison n'a été aussi fortement ressenti. Dans les rangs du personnel et au sein de nombreuses sections syndicales, la question se pose : Pourquoi ces

quatre fédérations se sont-elles entêtées à négocier alors que leurs bases se sont exprimées clairement le 3 octobre dernier contre toute forme de privatisation et contre toute réforme de leur système particulier de retraite ?

Beaucoup s'interrogent sur les véritables intentions des dirigeants fédéraux. Pourquoi négocier si rien n'est négociable ? N'est-ce au final qu'une bataille pour remporter la gestion des retraites si ces dernières étaient placées dans des fonds de pension, comme le préconise la très influente fondation Concorde (dont le président n'est autre que Jérôme Monod) [1] ?

Chacun se garde bien de révéler cette probabilité pourtant posée en filigrane depuis le début des négociations. Depuis les choses ont avancé. Pour autant, aucune explication claire ne sera donnée aux salariés quant à la signification du terme « pérenniser les retraites »

Et a priori, ce n'est pas le relevé de conclusion [2] signé par la CFDT et la CFE-CGC ce 20 décembre qui va éclairer les agents sur l'avenir de leur régime particulier de retraite. Une consultation [3] leur est promise afin qu'ils puissent donner leur avis sur le sujet. Mais que vaudra cette consultation dès lors que la plupart des agents n'ont pas eu connaissance suffisamment tôt des termes du relevé de conclusions (un document au demeurant difficile d'accès) et que, de surcroît, un décret de loi a été adopté dès le 12 décembre (parution au JO du 19 décembre 2002) qui marque la séparation comptable des retraites et des assurances sociales ?

La prochaine étape sera maintenant de légiférer sur la privatisation de EDF et de GDF. Si je ne doute pas des capacités du gouvernement, des

directions et des fédérations à imaginer de nouveaux stratagèmes pour faire admettre l'inéluctabilité de ce choix politique, j'ose espérer en la capacité des agents à sortir de la sidération afin qu'ils puissent s'opposer à cette directive libérale. Une directive qui n'est pas sans arrière-pensée politique, puisqu'elle vise à permettre la confiscation de ces propriétés sociales.

UNE BATAILLE QUI S'ANNONCE DIFFICILE

La bataille s'annonce difficile, mais il faut se donner les moyens de la gagner. Pour cela, nous devons y associer les usagers et les salariés des secteurs privés (qui bien souvent sont les mêmes !)

La succession d'exemples qui ont démontré la faillite des préceptes de l'économie néolibérale (France Télécom, etc.) et les leures de la sainte concurrence ont sans doute permis à la conscience collective de s'interroger sur la nécessité de poursuivre les privatisations. Pour autant, je constate que nous nous heurtons à une difficulté majeure : celle de rendre rapidement publique nos réflexions sur l'amélioration des services publics en terme de notion de productivisme, d'égalité, de solidarité et de démocratie.

Cette course contre la montre met en lumière les difficultés que nous rencontrons pour nous opposer efficacement au néolibéralisme dont les faces sont trop lisses pour être freinées rapidement. Elle démontre également la contradiction que porte notre combat puisqu'il s'agit pour nous de défendre aujourd'hui une idée (le service public) dont les valeurs ont été corrompues par un système basé

sur le compromis social.

Or, et c'est là le paradoxe, dans ce contexte marqué avant tout par notre attitude défensive, nous sommes malgré nous devenus les défenseurs de conceptions réformistes.

Pour terminer, je crois qu'il est fondamental de sortir de son enfermement corporatiste le combat pour sauver les statuts particuliers. Pour cela, il est essentiel de faire le lien avec les salariés du secteur privé en expliquant que la perte de nos protections sociales signifie une accélération de la dégradation des leurs.

Il faut expliciter encore que la disparition de la sphère publique, constituée pour l'essentiel d'entreprises et de personnels à statut, va inverser le sens du transfert des normes sociales. Que, dès lors que la sphère privée dominera tous les rouages de l'économie, en l'absence de luttes et compte tenu des coups de butoir qui sont portés contre le droit du travail, il est indéniable que c'est l'ensemble des normes sociales qui sera tiré vers le bas. Ici se trouve sans doute ce qui constitue pour l'immédiat l'essentiel de notre travail de militant.

28 décembre 2002

Notes

1. Ancien PDG de la Lyonnaise des Eaux, conseiller de Jacques Chirac et membre du comité de surveillance du groupe SUEZ, un groupe intéressé par la reprise de Gaz de France, et devenu producteur d'électricité par sa filiale Electrabel

2. Ce relevé de conclusion a été signé par la fédération CFTC, le 27 déc. Il est à noter que ce terme « relevé de conclusions » constitue un habillage servant à camoufler l'objet de la négociation, c'est-à-dire un accord de branche qui stipule en outre les taux de cotisation et le nouveau nombre des annuités. Dans ses courriers et différentes déclarations, la FNME-CGT déclare ne pas avoir de position sur le sujet (sic).

3. En exigeant cette consultation, la FNME-CGT espère se tirer du mauvais pas dans le quel elle s'est enlisée. Contraint par son opposition, le secrétaire Denis Cohen s'est trouvé dans l'obligation de demander un délai pour signer ce relevé de conclusions. Plusieurs documents internes témoignent des fortes dissensions qui règnent au sein de cette fédération. Dans un courrier de huit pages, Olivier Frachon explique pourquoi il est impératif pour la CGT de ne pas signer ce relevé : L'impératif est de sauver l'appareil, coûte que coûte. Pour autant, il ne s'oppose pas au fond contenu dans le relevé.

Quant au secrétaire de la fédé, Denis Cohen, dans sa dernière contribution, tente de convaincre de la nécessité de signer « Pas de signature du relevé de conclusions ne conduit pas au maintien des acquis actuels » (sic)

Courant décembre, plusieurs journaux, quotidiens et hebdomadaire rendront compte de la crise ouverte que traverse la FNME-CGT ainsi que de la volonté commune qu'ont le gouvernement, les organisations patronales et syndicales d'aider cette fédération à la traverser sans trop de dommages.

Le « nouvel esprit du communisme » qui se construit, qui s'alimentera des luttes des années à venir tout en les fécondant, passe par un renouveau de la critique du système économique et social en place. C'est la proposition inverse qu'on peut retirer du travail d'analyse des deux sociologues. Quand leur livre est sous presse, fin 1999-début 2000, le regain de luttes qu'on observe depuis déjà plusieurs années peine à trouver son débouché vers une contestation globale de l'ordre existant.

Aujourd'hui encore les luttes contre la précarité en France, la contestation de la mondialisation capitaliste ou encore la lutte du peuple argentin peinent à déboucher sur un programme pour remettre la société à l'endroit. C'est que nous ne sommes pas complètement sortis encore des vingt à vingt-cinq années pendant lesquelles on nous a présenté le capitalisme comme seul horizon possible.

Luc Boltanski et Eve Chiapello, en travaillant sur le cas de la France, nous permettent de comprendre que cette paralysie d'une critique et donc d'un projet alternatif n'ont pas à voir seulement avec la disparition de l'URSS et des Démocraties « Populaires », mais s'inscrivent dans la droite ligne des rapports de force issus des luttes des années soixante et 70.

Notes de lecture « le nouvel esprit du capitalisme ».

Luc Boltanski, Eve Chiapello

LE CAPITALISME

ET SON « ESPRIT »

Les deux auteurs donnent à la notion de rapports de force toute sa dimension sociale. Leur introduction met tout d'abord en évidence les dégâts sociaux provoqués par plus de vingt ans de réaction libérale, pour présenter ensuite l'objet de leur travail : démonter les mécanismes

idéologiques qui ont permis au camp du capital, pourtant objet d'une critique globale et virulente entre 1968 et le début des années soixante-dix, une telle victoire. Car l'idéologie, selon eux, n'est pas seulement ce « discours moralisateur visant à voiler des intérêts matériels et sans cesse démenti par les pratiques » auquel a voulu le réduire

« la vulgate marxiste » (que les auteurs n'identifient nullement à Marx et à Engels, comme aucun de leurs lecteurs attentifs ne peut le faire. Empruntant à Max Weber, Boltanski et Chiapello qualifient l'idéologie d'« ensemble des croyances partagées, inscrites dans des institutions, engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel » et s'attachent à démontrer que les capitalistes, pour mobiliser l'ensemble de la société, ont recours à une idéologie spécifique « qui justifie l'engagement dans le capitalisme » : « l'esprit du capitalisme ». Et c'est pour critiquer ce système global de domination dont les formes se sont renouvelées depuis vingt à trente ans que les deux auteurs jugent utile « d'ouvrir la boîte noire des trente dernières années, pour regarder la façon dont les hommes font leur histoire ».

Dans ce besoin d'un travail d'histoire sociale critique sur les décennies écoulées qui soit « systémique », c'est-à-dire qui mêle différentes dimensions, économiques, politiques, idéologiques, on peut trouver ici un écho aux préoccupations d'autres auteurs engagés dans leurs propres voies de recherche, qu'il s'agisse de François Chesnais auquel « Le nouvel esprit du capitalisme » offre un indispensable complément à « La mondialisation du capital », ou encore aux travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, dont le Retour sur la condition ouvrière démonte dans la réalité la manière dont le nouvel esprit du capitalisme au service du capital financiarisé s'incarne au sein des usines Peugeot.

LE « NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME » OU

LA FIN DU BAGNE INDUSTRIEL ?"

« Soyons réalistes, demandons l'impossible ». C'est visiblement du détournement de ce slogan de mai 1968 que sont parties les têtes pensantes du patronat. Dans les années qui précèdent et surtout qui suivent 68, ils sont confrontés à la convergence d'une critique dite « artiste », surtout le fait des milieux étudiants, qui porte sur l'absurdité de la vie dans la société capitaliste, et d'une critique dite « sociale » émanant des syndicats, des partis réformistes, des luttes ouvrières contre les conditions de l'exploitation. Les entreprises deviennent ingouvernables, pas seulement du fait des grèves, mais des multiples formes de résistance ouvrière de coulage de la production, qui entament sérieusement des profits déjà en baisse. C'est cette révolte contre la « rationalisation du travail », le travail à la chaîne et plus généralement la discipline imposée aux travailleurs depuis l'introduction des méthodes de Taylor et de Ford, tantôt sourde, tantôt explicite (que l'on songe au film La reprise et à cette jeune ouvrière qui ne veut plus rentrer dans cette « putain d'usine »). C'est ce qui pousse un groupe d'experts patronaux à se réunir à Paris sous l'égide de l'OCDE en mai 1971. Pour eux, il s'agit de répondre alors au « phénomène des dégradations qui caractérise aujourd'hui le comportement des travailleurs », au « durcissement des attitudes », et au « fléchissement de la motivation dans les industries ». Les « économies industrielles subissent une révolution » qui « franchit toutes les frontières culturelles » et qui ne « se limite pas aux seuls travailleurs » mais « influe sur les conceptions et les réactions des

cadres ». La crise du capitalisme est particulièrement vive dans la population française qui « débat interminablement de la nécessité de construire une société sans classe, sans hiérarchie, sans autorité et sans réglementation. »

Il s'agit pour ces experts et l'ensemble du patronat de rétablir l'illusion d'une nouvelle citoyenneté dans la production, en quelque sorte. Les auteurs examinent les mythes des différentes « cités » qui ont permis à la bourgeoisie de mobiliser la société derrière elle, depuis la « cité marchande » du Moyen âge, jusqu'à la cité « domestique » du « premier esprit du capitalisme », organisée autour de la légitimité du capitaliste propriétaire du XIX^e siècle, en passant par la « cité industrielle » des soixante premières années du XX^e siècle, censée organiser sous la direction de directeurs d'usine salariés une production qui devait assurer le progrès social, notamment au travers de la garantie de l'emploi et de la promotion professionnelle, en particulier des cadres. C'est cette dernière catégorie qui va faire l'objet d'une entreprise de reconquête, autour d'une nouvelle cité, « la cité par projets », dont les briques idéologiques s'ajustent progressivement au fil du temps, examinées à la loupe à travers l'étude de la littérature de « management ». Hommage du vainqueur au vaincu, ce « nouvel esprit du capitalisme » s'inspire largement des idéaux de Mai, auxquels les cadres ont été autant sensibles que les ouvriers : les « projets », individuels et collectifs, doivent donner sens à l'activité de production, qui doit permettre « l'autonomie », « la souplesse », « la polyvalence », « l'épanouissement individuel » dans des collectifs de travail où la hiérarchie est fortement réduite. Car ce

n'est pas la quête du profit maximum qui peut inciter à travailler avec la motivation que réclament les nouveaux « managers » et plus généralement à accepter la société telle qu'elle est.

Par l'intermédiaire des cadres, dont les fonctions sont redéfinies, cette nouvelle idéologie va être diffusée dans tous les collectifs de travail, dans toute la société.

DÉFAITE DE LA CRITIQUE

Les mutations technologiques qui exigent le traitement d'informations par des salariés individuels ou travaillant en petits groupes pour résoudre leurs problèmes vont servir de support aux nouvelles conceptions managériales. Mais c'est aussi le développement des « firmes en réseau », promues par les conceptions « toyotistes » d'organisation à la japonaise, et qui correspondent parfaitement aux intérêts du capital à dominante financière, qui vont permettre au capital de transformer « l'épanouissement individuel » en développement du travail à temps partiel, la « souplesse » en « flexibilité » en cassant les anciennes organisations industrielles, en développant la sous-traitance, les micro-entreprises de 10, 5, voire un salarié. Chiffres à l'appui, Boltanski et Chiapello démontrent comment se rétablit ainsi un nouvel ordre industriel, comme résultat de l'offensive patronale lentement élaborée dans les années soixante-dix et qui se généralise dans les années quatre-vingt. Il s'agit bien d'un dispositif d'ensemble.

Aujourd'hui les mots qui ont accompagné les restructurations du travail n'illusionnent plus guère les travailleurs, soumis à des cadences de travail, à une exigence de qualité et donc à un stress bien supérieurs à

ceux d'autrefois. Toutefois on peut lire utilement en complément dans Retour sur la condition ouvrière que ces mots ont servi à illusionner et à mobiliser des jeunes salariés, sans tradition syndicale, ou auxquels les anciennes traditions de résistance ouvrière ne parlaient plus, embauchés dans les ateliers inaugurés à Peugeot Sochaux en 1990 et 1991 qui ont marqué la stratégie de reconquête de la direction Peugeot.

COMMENT EXPLIQUER

CETTE ENTREPRISE

DE RÉCUPÉRATION,

CETTE VICTOIRE ?

Les deux auteurs démontrent que la décennie de lutte 1968-78 a abouti à une défaite politique. Les deux « révoltes », les deux « critiques », « artiste » et « sociale », n'ont pas convergé et se sont même dissociées. Les partis réformistes, qui se voulaient les porte-parole uniques et monopolistes de la classe ouvrière, ont voulu contenir l'essentiel de sa révolte (sociale) à l'amélioration des conditions de travail et de salaire dans la société existante, dans le même temps où les luttes sociales ont fini par décliner. La critique dite « artiste » portant sur la liberté, l'inauthenticité de la vie humaine dans une société de classe marchandisée a donc peu à peu perdu le seul ancrage social possible, celui de la lutte des exploités, qui aurait pu la porter jusqu'au niveau d'une remise en cause véritable. Une bonne part de cette critique artiste a donc été récupérée par la voie de l'institutionnalisation, « intégrée » progressivement au système. Le « recentrage » progressif et non sans accroc de la CFDT, qui trouve son accomplissement en 1979, en marque une étape

fondamentale : l'échec de l'union de la gauche rend improbable une perspective de dépassement réformiste du système et pour un certain nombre de syndicalistes plus ou moins sincères, c'est dans le travail « de terrain » que doit s'incarner l'esprit de Mai. Or, c'est plutôt au sein de la C.F.D.T., plus ouverte à la critique « artiste » que la C.G.T., que celle-ci s'était incarnée dans le militantisme salarié, cette centrale voyant ses effectifs croître, notamment parmi les jeunes salariés et les cadres, sur une base « de gauche », après 1968. Mais c'est avec l'arrivée de la gauche au pouvoir que le discours « soixante-huitard » à tonalité libertaire servira peu à peu l'offensive libérale. L'instauration des cercles de qualité par les patrons sera selon les auteurs un effet de l'application des lois Auroux de 1982 dans un contexte de rapport de force défavorable aux travailleurs. Mais ils s'attachent à démontrer également que l'introduction de la « flexibilité », dont le CNPF avait fait son cheval de bataille dès 1983 [1], progressive au début de l'ère « socialiste », puis décisive depuis la loi sur l'A.R.T.T., est bien le fruit de cette offensive concertée des milieux dirigeants, politiques et économiques et acceptée par certains milieux syndicaux, et qu'elle est au cœur du « nouvel esprit du capitalisme ».

D'UN RENOUVEAU DE

LA CRITIQUE

AU « NOUVEL ESPRIT

DU COMMUNISME » ?

L'offensive a bien été menée sur tous les fronts. L'état actuel du rapport de forces sur les lieux de travail, et plus généralement l'état du mouvement ouvrier en sont en partie [2] le

résultat, là encore mesuré soigneusement dans l'ouvrage. Dans leur prologue, Boltanski et Chiapello établissent un diagnostic sans complaisance de la contestation anticapitaliste (la « critique »). Soit ralliée à « un accompagnement souvent enthousiaste des transformations technologiques, économiques et sociales », soit vouée à l'« utopie d'une retour à un passé idéalisé », soit « aveugle à ce qui rend le néo-capitalisme séduisant pour un grand nombre de gens », la critique laisse les exploités et les opprimés soit face à une rage impuissante, soit face à une servitude volontaire, ou encore à un anti-capitalisme qui n'offre pas de perspective.

Cependant, quand le livre a été écrit, des indices déjà très palpables d'un « renouveau de la critique » sont détectés. C'est le sujet de la fin de l'ouvrage et de sa conclusion. Si la critique est « moins mobile que le capitalisme », qui mobilise d'énormes ressources pour adapter son « esprit » aux changements sociaux, économiques, technologiques, et aux contestations qu'il suscite, la force lui revient néanmoins. Le « nouvel esprit du capitalisme » en effet, s'il répond à l'objectif de mobiliser les hommes autour d'une certaine vision de la société et du travail, ne répond pas à celui de leur assurer la sécurité matérielle et morale (une exigence indispensable pour convaincre). La critique part de cette faiblesse. Pour ne pas être condamnée à l'impuissance, il lui appartient donc d'être aussi complète que le discours dominant, c'est-à-dire de mobiliser autour d'une nouvelle vision de la cité.

Le travail de Boltanski et Chiapello, parce qu'il contribue largement, parmi d'autres ouvrages, à son objectif : la « dé-naturalisation » des formes

de domination intellectuelle et sociale dont ont été victimes depuis plus de vingt ans tous ceux qui contestent le système, ce travail donc, est un outil précieux pour avancer dans cette direction. Son ambition est vaste, les analyses sont fouillées et les démonstrations très souvent amplement argumentées, ce qui donne à ce livre ce format, qui ne doit cependant pas rebuter le lecteur potentiel. Même si on pourrait souhaiter au plus tôt une réédition de l'ouvrage en format plus réduit, expurgé et moins cher, sa lecture en tout ou partie est aujourd'hui très utile.

Notes

1 « 1983 sera l'année de la lutte pour la flexibilité », Yvon Gattaz, Assemblée Générale du C.N.P.F., cité par Robert Castel, « Centralité du travail et cohésion sociale », in « Le Monde du travail », sous la direction de Jacques Kergoat... dont une grande partie de l'ouvrage mesure les conséquences sociales sur le monde du travail du « nouvel esprit du capitalisme », application et idéologie du capital financiarisé.

2 ... même s'il ne faut pas sous-estimer le poids sur les équipes militantes de la défaite morale qu'a constitué l'effondrement de l'URSS et du Bloc de l'Est, et plus encore de la politique de la gauche au gouvernement.

La revue mensuelle suisse A l'Encontre, animée en particulier par notre camarade Charles-André Udry, a publié en « feuilleton » ce texte passionnant de Hal Draper. C-A Udry en situe l'importance dans la présentation de cette première partie. Nous publierons la seconde dans le prochain numéro de Carré rouge. Nous remercions A l'Encontre de nous avoir permis de reprendre ce texte d'une très grande actualité.

Qu'est-ce que le « socialisme-à-partir -d'en-bas » ?

PRÉSENTATION

Hal Draper est né en 1914 à Brooklyn, New York. Il est décédé en 1990. Sa vie intellectuelle et politique a été placée sous le signe d'une rectitude qui l'a conduit à défendre sans concessions ses idées, à être capable de les examiner, dans le contexte d'un monde placé sous le signe de vicissitudes d'ampleur peu commune ; à établir une liaison étroite entre, d'une part, sa connaissance approfondie de la production intellectuelle de ceux se battant contre l'exploitation et l'oppression et, d'autre part, les grandes déchirures de son siècle (fascisme, stalinisme, guerres impérialistes, crises socio-économiques et montées révolutionnaires, guerres de libération coloniale, néo-colonialisme, mao-stalinisme...). Hal Draper ne succombait pas aux modes, parce que sa culture et ses convictions lui permettaient d'en saisir la superficialité ou, plus simplement, la dimension contrefaite ou de plagiat que seuls les ignares et béjaunes ne perçoivent pas.

vent pas.

Comme beaucoup de membres de sa génération, au cours de la dépression économique des années 1930, il s'est tourné vers le socialisme révolutionnaire. Il a rejoint les rangs de la Young Peoples Socialist League (YPSL), l'organisation de jeunesse du Parti socialiste (PS) aux États-Unis. Il s'opposa assez vite à l'orientation de droite de la direction du PS. Au cours de cette lutte d'idées visant à réorienter la pratique politique du PS, il se rapprocha du marxisme-révolutionnaire. C'est-à-dire d'une orientation socialiste radicale et, simultanément, d'une opposition tout aussi foncière au stalinisme. En 1937, Hal Draper est « secrétaire général » de la YPSL. Cette dernière décide de soutenir Trotsky dans le combat mené contre le régime criminel stalinien en URSS et les partis liges (« partis communistes ») qui lui servent de courroie de transmission à l'échelle internationale.

Ce choix conduit Hal Draper à défendre

l'adhésion de la YPSL au Socialist Worker Party (SWP) américain, dont il sera membre de la direction en 1938-1939. Cette organisation avait été fondée par des anciens membres du Parti communiste des États-Unis (entre autres James P. Cannon, Joseph Hansen, Farrell Dobbs) qui avaient, très tôt, compris l'évolution tragique de l'URSS. Ces quelques membres de la direction du PC américain n'avaient succombé ni aux sirènes politiques, ni aux avantages matériels comme à la quiétude psychologique que prétendait leur offrir la « patrie du socialisme ». Ce refus s'accompagnait d'un engagement dans les durs combats syndicaux, d'une défense d'un socialisme démocratique et d'une résistance résolue face aux attaques conjointes de la classe dominante et des stalinien (PC américain).

LA QUESTION DE L'URSS

Très peu de temps après l'adhésion de Hal Draper au SWP s'ouvre dans ce parti un débat sur le thème : qu'est-ce que l'URSS ? Par débat, il faut entendre une confrontation organisée d'idées, avec ses exigences intellectuelles, et non pas une simple présentation de points de vue différents, qui se côtoient avec une apparence aimable afin d'éviter de faire face aux contradictions cruciales entre diverses analyses et prises de position. La conception du débat dans le SWP et les cercles avoisinants était assez proche des discussions qui marquent les avancées dans le domaine des sciences dites dures ou sociales.

La question « qu'est-ce que l'URSS ? » était examinée dans un contexte marqué par les grands procès de Moscou, par l'explosion de plus en plus visible du goulag (système pénitentiaire et de travail forcé dont les origines remontent au tout début des années 1920), par la diplomatie et la politique de l'URSS à l'occasion de la révolution espagnole, mais aussi par le pacte Molotov-Ribbentrop [1]

(dit pacte germano-soviétique, conclu le 23 août 1939), par les deux offensives militaires contre la Finlande (novembre 1939 et février 1940), par l'invasion allemande et soviétique de la Pologne (septembre 1940) et par l'occupation soviétique des pays Baltes (juin 1940). Des événements qui feront dire à Trotsky, dans un des derniers écrits avant son assassinat par Ramon Mercader le 20 août 1940 : « Ils [les "communistes"... prétendants à la domination totalitaire] contemplent avec admiration et envie l'invasion par l'Armée rouge de la Pologne, de la Finlande, des Pays baltes, de la Bessarabie, parce que cette invasion a rapidement conduit au transfert du pouvoir aux mains des staliens locaux candidats à la domination totalitaire. » [2] On est loin de l'hypothèse initiale de Trotsky que des soulèvements populaires pourraient être stimulés à l'occasion du conflit militaire qui opposerait les oligarchies locales à l'Armée rouge !

Au cours de ce débat, certains défendent (et défendront) l'idée que l'URSS garde des caractéristiques d'un « État ouvrier » issu d'une Révolution prolétarienne, mais ayant subi des processus très profonds de dégénérescence bureaucratique et répressive. D'autres, comme Hal Draper (et, avant tout, Max Shachtman, 1904-1972, figure leader du SWP), pensaient qu'il s'agissait d'un système où la bureaucratie était devenue une classe dominante, exerçant exploitation et oppression, que la rupture avec la Révolution de 1917 était complète. Pour Shachtman et Draper, il s'agissait d'un régime de collectivisme bureaucratique que les travailleuses et travailleurs devaient « abattre ». Toutefois, cette formation sociale ne possédait pas, selon eux, les traits et la dynamique d'un capitalisme d'État, position défendue par des théoriciens marxistes tels que Karl Kautsky (1854-1938, directeur jusqu'en 1917 de l'organe théorique de la social-

démocratie allemande, Die Neue Zeit) ou, avec une finesse d'analyse sans commune mesure, Tony Cliff (Igaël Gluckstein, de son vrai nom, 1917-2000, voir son ouvrage *Le capitalisme d'État en URSS, de Staline à Gorbatchev*, EDI, Paris 1990).

De fait, nous pensons que les deux options (État ouvrier bureaucratiquement dégénéré et collectivisme bureaucratique) commencèrent, de façon ambivalente, à coexister dans les derniers écrits de Trotsky. Une telle « coexistence » n'est pas rare dans la production d'un intellectuel exigeant qui initie, à partir d'un examen des évolutions en cours, une vérification de ses hypothèses théoriques et grilles de lecture.

Ce débat écrit qui s'initia au sein du SWP, dès 1937 – mais qui avait commencé dès 1920 dans les milieux socialistes-révolutionnaires – donna lieu à une riche production théorique. Il ne cessa d'être repris, sous diverses formes, jusque dans les années 1980, tant le « poids » de l'URSS (puis de la « Chine de Mao » et de ses délires) et l'anticommunisme des classes dominantes des pays impérialistes marquèrent le XX^e siècle.

Une telle discussion pouvait difficilement ne pas se conclure par une rupture politique si la divergence se cristallisait. Hal Draper, avec Shachtman et des intellectuels d'envergure, quittèrent le SWP américain et créèrent le Workers Party, une organisation qui défendit un point de vue socialiste révolutionnaire, anticapitaliste et antistalinien radical jusqu'en 1948. Hal Draper perpétua cette tradition jusqu'à la fin de sa vie.

Nous publions ci-dessous une première partie d'un long article de Hal Draper dont la version finale parut en 1966 dans la revue *New Politics*. Cet article a été publié avec deux titres différents. L'un, « Les deux âmes du socialisme », l'autre, « Qu'est-ce que le socialisme à partir d'en bas », titre utilisé pour la pu-

blication d'un recueil d'articles de Draper en 1992. Les sous-titres sont de la rédaction.

C.-A. Udry

1. Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du III^e Reich de 1938 à 1945. Il fut condamné à mort par le Tribunal de Nuremberg. Molotov, de son vrai nom Viatcheslav Mikhaïlovitch Skriabine, membre du Politburo dès 1926, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de 1939 à 1949, puis de 1953 à 1957. Il fut écarté du pouvoir en 1947 pour avoir participé à une tentative d'élimination de Khrouchtchev.

2. Léon Trotsky, Œuvres, Tome 24, ILT, 1987, p. 313, article du 17 août 1940.

L'ACTUELLE CRISE DU SOCIALISME EST UNE CRISE DU SENS DU SOCIALISME.

Pour la première fois dans l'histoire du monde [ce texte est écrit en 1966, ndt], il est possible qu'une majorité de ses habitants se déclare « socialiste » dans un sens ou dans un autre. Mais, simultanément, il n'a jamais existé un moment historique au cours duquel cette étiquette a eu aussi peu de caractère informatif. L'élément le plus proche d'un contenu commun aux divers « socialismes » est une négation : l'anticapitalisme. En ce qui concerne la dimension positive, la variété des idées incompatibles et en conflit qui s'autodéfinissent elles-mêmes comme socialistes est plus ample que l'éventail des idées au sein du monde bourgeois.

Y compris l'anticapitalisme est de moins en moins un élément commun. A l'extrême de l'arc-en-ciel « socialiste », quelques partis socio-

démocrates ont quasi éliminé de leur programme toute revendication spécifique socialiste, s'engageant à maintenir l'entreprise privée partout où cela est possible. En ce domaine, l'exemple le plus marquant est représenté par la social-démocratie allemande. « En tant qu'idée, philosophie et mouvement social, le socialisme en Allemagne n'est pas, depuis déjà fort longtemps, représenté par un parti politique », voilà ce que résume fort bien Douglas Alan Chalmers dans son récent livre, *The Social Democratic Party of Germany* (Yale Univ. Press, 1964). Ces partis socio-démocrates ont redonné une définition du socialisme à partir de sa non-existence [en effet, depuis le congrès de Bad Godesberg, en novembre 1959, la social-démocratie allemande a qualifié de socialiste l'aboutissement de l'évolution « naturelle » du capitalisme, sous la forme de l'« économie mixte », c'est-à-dire d'un système d'économie de marché, de propriété privée intégrant un certain degré d'intervention étatique aux plans de quelques secteurs productifs ainsi que des services publics et d'une sécurité sociale étendue. Ndt] ; ce faisant, ils formalisaient seulement une tendance à l'œuvre pratiquement dans toute la social-démocratie réformiste. Dès lors, comment peut-on définir ces partis comme « socialistes » ?

A l'autre extrême de l'éventail, à l'échelle internationale, existaient les États communistes dont l'affirmation d'être socialistes reposait aussi sur une négation : l'abolition du système capitaliste du profit privatisé et le fait que la classe dominante ne soit pas constituée de propriétaires privés. Toutefois, envisager sous l'angle positif ce système socio-économique, qui avait remplacé le capitalisme, n'aurait pas été reconnu comme so-

cialiste par Marx. L'État était propriétaire des moyens de production, mais la question restait : qui « possède » l'État ? Certainement pas la masse des travailleurs qui sont exploités, assujettis et coupés de tout levier de contrôle au plan social et politique. Une nouvelle classe domine, les patrons bureaucratiques. Elle règne sur un système collectiviste : le collectivisme bureaucratique. A moins que l'étatisation soit mécaniquement assimilée au « socialisme », dans quel sens ces sociétés peuvent-elles être « socialistes » ?

LE LIEN ENTRE SOCIAL- DÉMOCRATIE ET STALINISME

Ces deux « socialismes » autoproclamés sont très différents, mais ils possèdent plus en commun que ce que l'on croit. La social-démocratie a rêvé typiquement de « socialiser » le capitalisme à partir d'en haut. Son principe a toujours été qu'une intervention d'État accrue dans la société et l'économie était per se [en tant que telle] socialisante. Cette approche possède une fatidique ressemblance de famille avec la conception stalinienne visant à imposer quelque chose qualifié de socialisme, s'imposant du haut vers le bas, et aboutissant à identifier étatisation avec socialisme. Les deux [social-démocratie et stalinisme] plongent leurs racines dans l'histoire ambiguë de l'idée socialiste.

Il faut donc revenir à la source. Les pages qui suivent se proposent d'éclaircir, au plan historique, le sens du socialisme, et cela sous un angle nouveau. Il y a toujours eu différentes « sortes de socialisme » et, de façon traditionnelle, elles ont été classifiées de façon discriminatoire

entre réformistes ou révolutionnaires, pacifiques ou violentes, démocratiques ou autoritaires, etc. De telles divisions existent. Néanmoins, la division sous-jacente s'ancre dans quelque chose de différent. Au travers de l'histoire des mouvements et des idées socialistes, la ligne de clivage fondamentale passe entre le socialisme à partir d'en haut et le socialisme à partir d'en bas [d'aucuns, signe d'inculture pour ne pas parler d'inconscient métaphorique, ont traduit cette dernière formule par : « socialisme par en bas ». Ndt].

Ce qui unifie des formes fort différentes du socialisme à partir d'en haut réside dans la conception que le socialisme (ou un fac-similé plus ou moins raisonnable de cela) doit être octroyé aux masses reconnaissantes, sous une forme ou une autre, par une élite dirigeante qui, dans les faits, n'est en aucune mesure sujette à leur contrôle.

Le cœur du socialisme à partir d'en bas réside dans l'entendement que le socialisme ne peut être réalisé qu'au travers de l'auto-émancipation des masses [terme à interpréter au sens des différents secteurs du salariat et de ses alliés. Ndt] s'affairant dans le cours d'un mouvement, dans la perspective de conquérir la liberté de leurs propres mains, mobilisées « à partir d'en bas » dans un combat visant à prendre en charge leur propre destinée ; et cela comme acteur (et non simplement comme sujet passif) agissant sur la scène de l'histoire. « L'émancipation des classes laborieuses doit être conquise par les classes laborieuses elles-mêmes »^[1] : voilà la première phrase des statuts écrits pour la Première Internationale par Marx. Et cela constitue le principe fondateur de l'ensemble de son œuvre.

C'est la conception du socialisme à

partir d'en haut qui explique l'acceptation de la dictature communiste comme une forme de socialisme. C'est la vision du socialisme à partir d'en haut qui concentre toute l'attention de la social-démocratie sur les superstructures parlementaires de la société capitaliste et sur la manipulation des sommets dirigeants de l'économie. Et, dès lors, qui rend cette social-démocratie hostile aux actions des masses venant d'en bas. C'est le socialisme à partir d'en haut qui constitue la tradition dominante dans le développement du socialisme. Je vous prie de remarquer que cela n'est pas particulier au socialisme. Au contraire, l'aspiration à une émancipation venant d'en haut est un principe qui sans cesse s'est diffusé au cours des siècles d'existence d'une société de classes et d'une oppression politique. C'est en effet la promesse permanente articulée par chaque pouvoir dominant, afin que le peuple dirige son regard vers le haut en espérant une protection, en lieu et place de se libérer lui-même d'un besoin externe de protection. Le peuple déposait sa confiance dans les mains des rois pour corriger les injustices commises par les seigneurs ; et il faisait confiance au Messie pour abattre la tyrannie des rois. Au lieu de s'engager dans la voie audacieuse de l'action de masse à partir d'en bas, l'idée règne qu'il est toujours plus sûr et plus prudent de trouver un « bon responsable », un « bon guide », qui fera le Bien du Peuple.

Le modèle de l'émancipation à partir d'en haut a ses origines dans l'histoire de la civilisation et devait aussi émerger dans le socialisme. Ce n'est que dans le contexte d'un mouvement socialiste moderne que la libération à partir d'en bas pourrait devenir une aspiration réaliste. Au sein du socialisme, cette aspiration com-

mence à émerger, mais seulement par intermittence et comme des tentatives qui éclosent. L'histoire du socialisme peut être lue comme un effort continu, mais pour l'heure largement sans succès, de se libérer de la vieille tradition, cette tradition d'une émancipation par en haut. C'est avec la conviction que la crise présente du socialisme n'est compréhensible qu'en partant de cette « Grande Division » dans la tradition socialiste que nous examinerons quelques exemples des deux âmes du socialisme.

QUELQUES ANCETRES

"SOCIALISTES"

Karl Kautsky [1854-1938], le théoricien de grand renom de la II^e Internationale, commençait son livre sur Thomas More [Saint Thomas More, chancelier d'Angleterre, 1478-1535, auteur de l'Utopie en 1516] avec l'observation selon laquelle les deux grandes figures qui marquent le début de l'histoire du socialisme [2] sont Thomas More et Thomas Münzer [1489-1525, il prit la tête des révoltes paysannes ; voir à ce sujet Ernst Bloch, *Thomas Münzer*, Coll. 10/18]. Tous les deux « poursuivaient la longue lignée des socialistes allant de Lycurgue [législateur mythique de Sparte, IX^e siècle avant J.-C., dont Plutarque parle dans les *Vies parallèles*, Ed. Gallimard 2001] à Pythagore [philosophe, mathématicien, VI^e siècle avant J.-C.] en passant par Platon, les frères Gracchus [Tiberius et Caius Gracchus, II^e siècle avant J.-C.], Catilina [homme politique romain, I^{er} siècle avant J.-C.] et le Christ ». Cette liste des « premiers socialistes » est vraiment impressionnante, d'autant plus si l'on considère que Kautsky devait certainement être capable de reconnaître un

socialiste lorsqu'il en rencontrait un. Mais ce qui est plus fascinant, pour ce qui a trait à cette énumération, c'est la façon dont elle se sépare en deux groupes assez différents, sous le feu d'un examen plus précis.

La vie de Lycurgue par Plutarque a conduit les premiers socialistes à en faire le fondateur du « communisme de Sparte ». C'est la raison pour laquelle Kautsky l'inclut dans sa liste. Toutefois, comme Plutarque le décrivait, le système en vigueur à Sparte reposait sur une répartition égale de la terre, mais sous propriété privée. Ce n'était en aucune mesure un ordre « socialiste ». Le sentiment « collectiviste » que l'on pouvait retirer de cette description du régime de Sparte provenait d'une autre source très éloignée : le propre mode de vie de la classe dominante spartiate, structuré comme une garnison permanente et disciplinée, en état de siège continu. A cela il faut ajouter le régime de terreur imposé aux ilotes [esclaves d'État]. Je ne vois pas comment un socialiste moderne peut scruter le régime de Lycurgue sans avoir le sentiment qu'il prend connaissance, non pas d'un ancêtre du socialisme, mais d'un précurseur du fascisme. Il y a une certaine différence ! Mais comment se fait-il que ce phénomène n'ait pas frappé l'un des théoriciens les plus renommés de la social-démocratie, Kautsky ?

Pythagore a fondé un ordre élitair qui agissait comme bras armé de l'aristocratie foncière contre le mouvement plébéien et démocratique. Lui et son parti ont finalement été renversés et expulsés par un soulèvement populaire révolutionnaire. Dès lors, Kautsky semble être du mauvais côté de la barricade. En outre, l'ordre pythagoricien reposait sur un système autoritaire et très réglementé. Malgré tout, Kautsky

considéra Pythagore comme un annonciateur du socialisme, parce qu'il croyait que les personnes organisées par Pythagore pratiquaient un modèle de consommation communaliste [« partageur »]. Même si cela avait été vrai (Kautsky découvrit plus tard que ce n'était pas le cas), l'ordre social et économique pythagoricien aurait été tout autant communiste que l'est un quelconque monastère. Nous pouvons relever dans la liste de Kautsky un second précurseur du totalitarisme [3]. Il s'agit de Platon avec son ouvrage fort connu, *La République*. Le seul élément de « communisme » dans cet État idéal réside dans le précepte d'une consommation monastique et communautaire pour une petite élite de « Gardiens », qui constitue une bureaucratie et une armée. Cependant, le système social environnant est marqué par la structure de la propriété privée et non pas par celle d'une appropriation socialisée. Et, ici à nouveau, le modèle d'État de Platon est fait d'un gouvernement aux mains d'une élite aristocratique. L'argument de Platon insiste sur une donnée : la démocratie implique inévitablement la dégradation et la ruine de la société. En fait, l'objectif politique de Platon était la réhabilitation et la purification de l'aristocratie dominante afin de combattre la poussée démocratique. Le qualifier d'ancêtre du socialisme sous-tend une conception du socialisme qui rend hors de propos tout contrôle démocratique.

Sur l'autre versant, Catilina et les frères Gracchus n'ont pas de dimension collectiviste. Leurs noms sont associés avec des mouvements de masse traduisant une rébellion populaire démocratique contre l'establishment. Ils n'étaient pas socialistes, certainement. Néanmoins, ils étaient du côté populaire de la lutte de

classes dans le monde antique, du côté du mouvement populaire venant d'en bas. Or, il semble que tous relèvent de la même catégorie pour le théoricien social-démocrate [Karl Kautsky].

Ici, dans la préhistoire du sujet que nous traitons, il existait deux types de figures historiques toutes apprêtées pour être placées dans le panthéon du mouvement socialiste.

Il y avait des figures historiques avec un soupçon de (prétendu) collectivisme qui étaient en réalité des élitistes complets, autoritaristes et anti-démocrates. Il y avait des figures sans aucune caractéristique collectiviste, mais qui étaient associées avec les combats de classe démocratiques. Il existe donc une tendance collectiviste sans démocratie. Et il existe une tendance démocratique sans collectivisme. Personne, alors, ne fusionne ces deux courants.

Ce n'est qu'avec Thomas Münzer, le dirigeant de l'aile gauche de la Réforme allemande, que l'on trouve une première manifestation d'une telle convergence des deux courants : un mouvement social avec des idées de type communiste (celles de Münzer) qui était de même profondément engagé dans un intense combat populaire démocratique venant d'en bas. En opposition à ce courant, on peut citer Sir Thomas More. Le fossé entre ces deux contemporains nous conduit au cœur de notre sujet. L'utopie de More dessine une société pleinement enrégimentée, qui évoque plus 1984 [référence au livre de George Orwell : 1984] que la perspective d'une démocratie socialiste. C'est une approche élitiste de part en part, y compris de type esclavagiste, un typique socialisme imposé par le haut. Il n'est pas surprenant que, parmi ces deux « ancêtres socialistes », qui se situent au seuil du

monde moderne, l'un (Thomas More) exérait l'autre (Thomas Münzer), et a soutenu les bourreaux qui lui ont donné la mort, à lui et à son mouvement [Münzer a été exécuté en 1525 par les princes à Frankenhausen].

LES PREMIERS

SOCIALISTES MODERNES

Le socialisme moderne est né au milieu du XIX^e siècle. Plus exactement, il prend racine entre la Grande Révolution française et les Révolutions de 1848 [en Europe : France, Allemagne, Suisse, etc.].

Il émerge donc dans le contexte d'une démocratie moderne, mais les deux [socialisme et démocratie] ne sont pas nés attachés l'un à l'autre comme des frères siamois. Ils ont voyagé, tout d'abord, en empruntant chacun leur voie. Quand ces deux voies se sont-elles recoupées pour la première fois ?

Des décombres de la Révolution française ont surgi deux types de socialisme. Nous analyserons trois de leurs figures les plus importantes à partir de l'éclairage qu'impose notre interrogation initiale [la césure entre socialisme à partir d'en bas et socialisme à partir d'en haut].

1. BABEUF [FRANÇOIS NOËL, DIT GRACCHUS BABEUF, 1760-1797].

Le premier mouvement socialiste moderne a été dirigé, au cours de la dernière phase de la Révolution française, par Babeuf (la « Conspiration des Égaux ») : il était conçu comme une suite du jacobinisme révolutionnaire [par référence aux Jacobins, club politique dont Robespierre fut la figure la plus connue entre 1792 et 1794]. Il lui ajoute un objectif social plus cohérent : une société commu-

niste égalitaire. C'est la première fois au cours de l'époque moderne que l'idée du socialisme est intriquée avec celle d'un mouvement populaire. Une combinaison qui ne durera pas.

Cette combinaison pose immédiatement une question cruciale : quelle est, dans chaque cas, la relation concrète, et celle intrinsèquement conçue, entre l'idée socialiste et celle de mouvement populaire ? Cela constituera l'interrogation centrale pour le socialisme au cours des deux cents ans qui suivront.

Le mouvement de masse populaire a échoué, du moins tel que le concevaient les babouvistes [les partisans de Babeuf]. Les couches populaires semblaient avoir tourné le dos à la révolution, mais elles souffraient toujours ; elles avaient toujours besoin du communisme.

Cela, nous [les babouvistes] le savons. La volonté révolutionnaire du peuple a été battue par une conspiration de droite ; dès lors, ce dont nous avons besoin, c'est d'une conjuration de gauche, afin de recréer un mouvement populaire qui rende efficiente la volonté révolutionnaire. Dès lors, il est nécessaire, pour nous, de nous emparer du pouvoir en leur nom [au nom du peuple], afin d'élever le peuple jusqu'à ce niveau. Il en découle la nécessité d'une dictature temporaire qui admet ouvertement être celle d'une minorité, mais ce sera une « Dictature Educative », visant à créer les conditions qui vont rendre possible le contrôle démocratique dans le futur (dans ce sens, nous sommes des démocrates).

Ce ne sera pas une dictature du peuple, comme le sera la Commune, et même pas du prolétariat. C'est franchement une dictature sur le peuple... avec de très bonnes inten-

tions.

Pour l'essentiel des cinquante années futures, la conception d'une « Dictature Educative » sur le peuple reste le programme de la gauche révolutionnaire, cela au travers des trois B : de Babeuf à Buonarotti [Filippo Buonarotti, né à Pise en 1761, mort à Paris en 1837, disciple de Babeuf, auteur de La conspiration pour l'égalité dite de Babeuf], puis à Blanqui [Louis Auguste Blanqui, 1805-1880]. Et, avec Bakounine [1814-1876], s'y est ajouté le verbiage anarchiste. Le nouvel ordre sera offert au peuple souffrant par des cercles révolutionnaires. Ce socialisme à partir d'en haut est la première forme primitive du socialisme révolutionnaire. Mais il y a encore aujourd'hui des admirateurs de Castro et de Mao qui pensent qu'il est le dernier mot du révolutionnarisme.

2. SAINT-SIMON [1760-1825, CLAUDE HENRI DE ROUVRAY, COMTE DE SAINT-SIMON].

Émergeant de la période révolutionnaire, un esprit brillant, Saint-Simon, s'engagea sur une voie totalement différente. Saint-Simon était sous l'emprise d'une répulsion pour la révolution, le désordre, les émeutes. Ce qui le fascinait résidait dans les potentialités de l'industrie et de la science. Sa vision n'avait rien à voir avec quelque chose ressemblant à l'égalité, à la justice, à la liberté, aux droits des êtres humains ou à des passions apparentées.

Il recherchait seulement la modernisation, l'industrialisation, la planification, tout cela séparé des considérations précitées. L'industrialisation planifiée était la clé d'un nouveau monde. Et il allait de soi que les personnes aptes à conduire à bien ce

projet étaient les oligarchies financières et les hommes d'affaires, les scientifiques, les techniciens et les gestionnaires. Lorsqu'il ne faisait pas appel à eux, il réclamait Napoléon ou son successeur, Louis XVIII, afin qu'ils mettent en œuvre de tels schèmes pour une dictature royaliste.

Ces schèmes variaient, mais tous étaient absolument autoritaires, se déroulant de manière planifiée jusqu'à la dernière consigne. Saint-Simon était un raciste systématique et un militant impérialiste. Il était un ennemi furibond de toute idée d'égalité et de liberté, qu'il haïssait comme étant un sous-produit de la Révolution française.

Ce ne fut qu'au cours de la dernière phase de sa vie (1825) que, déçu par les réactions des élites naturelles face à l'accomplissement de leur devoir et face aux modalités avec lesquels s'imposait la nouvelle oligarchie modernisante, Saint-Simon opéra un tournant et fit appel aux travailleurs des derniers rangs.

Le « Nouveau Christianisme » [la « physiologie sociale » de Saint-Simon débouche sur le message d'un « nouveau christianisme », titre utilisé pour une sélection de ses textes, publiés en anglais en 1825] serait un mouvement populaire. Mais son rôle consisterait simplement à convaincre le pouvoir en place de tenir compte des conseils des planificateurs saint-simoniens. Les travailleurs devraient s'organiser afin de faire pression [pétitionner, protester] pour demander aux capitalistes et aux patrons managés de s'emparer du pouvoir des « classes oisives ».

Quelle était sa conception de la relation entre la Société Planifiée et le mouvement populaire ? Le peuple, le mouvement pourrait être utile comme une batterie de tambours com-

mandée par quelqu'un [Saint-Simon ou un de ses pairs]. En dernière instance, l'idée de Saint-Simon était un mouvement venant d'en bas pour mettre en place un Socialisme venant d'en haut. Mais le pouvoir et le contrôle doivent rester là où ils ont toujours demeuré : en haut.

3. LES UTOPISTES.

Un troisième type de socialisme, qui a surgi au cours des générations post-révolutionnaires, fut celui des socialistes utopiques, au sens propre du terme : Robert Owen [1771-1858, manufacturier ; ses idées ont imprégné le mouvement chartiste], Charles Fourier [1772-1837], Étienne Cabet [1788-1856, en exil en Grande-Bretagne, il fut influencé par Owen ; il est l'auteur de Voyages en Icarie, 1840, et Colonie icarienne aux États-Unis d'Amérique, 1856], etc.

Ces socialistes utopistes établirent les plans d'une colonie communaliste idéale, conçue dans ses plus petits détails par le cerveau du Dirigeant, colonie qui devra être financée grâce à un riche philanthrope placé sous l'aile du Pouvoir Bienveillant.

Owen (sous beaucoup de traits le plus sympathique de cet ensemble) était aussi catégorique que chacun d'entre eux : « Ce grand changement [...] doit être et sera accompli par le riche et le puissant. Il n'y a aucun autre parti pour le faire. C'est une perte de temps, de talents et de moyens financiers pour le pauvre que de combattre, dans l'opposition, le riche et le puissant. » Naturellement, il était contre « la haine de classe », la lutte de classe. Parmi tous ceux qui croyaient en ces idées, peu ont écrit aussi nettement que le but de ce « socialisme » est « de gouverner ou de traiter toute société

comme les médecins les plus accomplis gouvernent et traitent leurs patients dans les meilleurs hôpitaux faits pour les déments », avec « tolérance et gentillesse ». Tout cela est accompli en faveur de ces infortunés qui sont « devenus tels à cause de l'irrationalité et de l'injustice produites par l'actuel et si délirant système sociétal ».

La société de Cabet prévoyait des élections, mais il n'y aurait pas de libres discussions. Et une presse contrôlée, un endoctrinement systématique et une uniformité produite par un embrigadement complet occupaient une place privilégiée dans son ordonnance [médicale].

Pour ces utopistes socialistes, quelle était la relation entre les idées socialistes et le mouvement populaire ? Ce dernier était un troupeau [une foule] dont s'occupait un bon berger. Il ne faut pas penser que le socialisme venant d'en haut implique nécessairement des intentions cruellement despotiques.

Cette dimension du socialisme venant d'en haut est loin d'avoir disparu. Au contraire, un écrivain aussi moderne que Martin Buber [philosophe juif, né à Vienne en 1878, décédé en 1975 à Jérusalem], dans son ouvrage Paths in Utopia [« Sentiers dans l'utopie », publié en anglais en 1946], peut réussir la remarquable prouesse de traiter des grands utopistes comme s'ils étaient de grands démocrates et « libertaires ».

Ce mythe est assez répandu et il met le doigt, une fois de plus, sur l'extraordinaire insensibilité des écrivains et historiens socialistes face aux conceptions fortement enracinées du socialisme à partir d'en haut qui recouvrent une part dominante des deux âmes du socialisme.

L'APPORT DE MARX

L'utopisme était élitiste et antidémocratique parce que, intrinsèquement, il était utopique ; c'est-à-dire parce qu'il envisageait des normes à partir d'un modèle préfabriqué, parce qu'il établissait un plan rêvé dont l'existence devait être imposée. Avant tout, il était, en tant que tel, hostile à toute idée de transformation de la société provenant d'une intervention dérangeante des masses laborieuses à la recherche de leur libération. Et cela même dans le cas de figure où l'utopisme acceptait le recours à cet « instrument » du mouvement de masse afin de faire pression sur les sommets. Dans le mouvement socialiste tel qu'il s'est développé avant Marx, jamais l'orientation de l'idée socialiste ne recoupait celle de la démocratie à partir d'en bas.

Cette intersection, cette synthèse, fut la plus grande contribution de Marx. En comparaison, la totalité du contenu de son *Capital* passe au second rang. Ce recoupement se trouve au cœur du marxisme : « Cela est la loi, tout le reste n'est que commentaire. » Le Manifeste communiste de 1848 marque les premiers pas de l'autoconscience du mouvement (selon les termes d'Engels) « dont la conception était, depuis le tout début, que l'émancipation de la classe ouvrière doit être mise en œuvre par la classe ouvrière elle-même ».

Le jeune Marx a eu un parcours intellectuel qui s'est ébauché depuis les étapes les plus élémentaires, au même titre que l'embryon humain passe par le stade branchial. Ou, pour le présenter différemment, il a été vacciné, pour la première fois, lorsqu'il a attrapé le microbe le plus répandu : l'illusion en un despote éclairé. Lorsqu'il était âgé de 22 ans, le vieil empereur est mort, et Frédéric Guilla-

me IV a accédé au trône [4] au milieu des hosannas [de l'hébreu « sauve-nous, de grâce », acclamations dans une procession religieuse] lancés par les libéraux et des attentes de réformes démocratiques venant d'en haut. Aucune de ces expectatives ne s'est concrétisée. Dès lors, plus jamais Marx n'est retombé dans cette conception, qui a embrouillé tout le socialisme à partir de ses espoirs placés dans des dictateurs-sauveurs ou des présidents-rédempteurs.

Marx est entré en politique comme l'éditeur de combat d'un journal qui était l'organe de l'extrême gauche du courant démocrate-libéral de la Rhénanie industrialisée [éditeur en 1842 de la *Rheinische Zeitung*]. Et rapidement, ce journal s'est transformé en l'expression écrite de la totalité du courant démocratique radical de l'Allemagne. Le premier article qu'il publia était une polémique en faveur d'une liberté de presse illimitée face à toute censure de l'État.

Lorsque le gouvernement impérial le fit révoquer [du poste de rédacteur], il se tourna vers les nouvelles idées socialistes venant de France. Dès lors, ce héraut reconnu de la démocratie libérale devint socialiste ; il continua à se faire le champion de la démocratie. Mais, pour lui, la démocratie avait acquis un sens plus profond. Marx était le premier penseur et dirigeant socialiste qui adhéra au socialisme au travers d'un combat pour la démocratie libérale.

Dans les *Manuscrits de 1844* [5], il rejette le « communisme vulgaire existant » qui nie la personnalité de l'être humain. Il était à la recherche d'un communisme qui serait un « humanisme complètement développé ». En 1845, lui et son ami Engels ont développé une argumentation contre l'élitisme d'un courant socialiste représenté par quelqu'un comme Bru-

no Bauer [6]. En 1846, ils commencent à organiser les « communistes démocratiques » allemands en exil à Bruxelles. Engels écrivait alors : « Dans notre époque, démocratie et communisme ne font qu'un. [...] Seuls les prolétaires sont capables de réellement fraterniser sous le drapeau de la démocratie communiste. »

En élaborant le premier point de vue qui unit la nouvelle idée communiste avec les nouvelles aspirations démocratiques, Engels et Marx sont entrés en conflit avec les sectes communistes existantes, comme celle de Weitling [7], qui rêvait d'une dictature messianique. Avant de s'unir au groupe qui se transformera en Ligue communiste (pour laquelle ils écriront le Manifeste communiste) ils ont stipulé qu'il fallait que l'organisation passe d'une élite conspirative d'un ancien style à un groupe ouvert de propagande, et que tout « ce qui pouvait conduire à un autoritarisme superstitieux soit éliminé des statuts ». De plus, le comité dirigeant devait être élu par l'ensemble des membres, cela contre la tradition des décisions prises d'en haut. Ils ont gagné la Ligue à cette approche et, dans un journal en 1847, peu de mois avant la parution du Manifeste communiste, le groupe déclarait : « Nous ne faisons pas partie de ces communistes qui aspirent à détruire la liberté personnelle, qui désirent transformer le monde en une énorme caserne ou en une vaste maison de correction. Il y a certainement des communistes qui, avec la conscience légère, refusent d'admettre la liberté personnelle et voudraient la faire disparaître du monde, car ils considèrent qu'elle constitue un obstacle à une harmonie complète. Mais nous ne désirons en aucune mesure échanger la liberté contre l'égalité.

Nous sommes convaincus [...] que dans aucun ordre social la liberté personnelle ne sera plus assurée que dans une société fondée sur la propriété commune... [Commentons] à nous mettre au travail afin de participer à l'établissement d'un État démocratique dans lequel chaque partie pourra par la parole ou l'écrit gagner une majorité à ses idées. »

Le Manifeste communiste, qui est le fruit de ces discussions, proclama que le premier objectif d'une révolution consistait à « gagner la bataille de la démocratie ». Lorsque, deux ans plus tard, et après le déclin des révolutions de 1848, la Ligue communiste scissionna, ce fut une fois de plus à partir d'un conflit avec le putchisme du « communisme vulgaire », qui désirait substituer au mouvement de masse réel d'une classe ouvrière éduquée et consciente des groupes de révolutionnaires déterminés. Marx leur dit : « La minorité fait de la simple volonté la force motrice de la révolution en lieu et place des relations de force réelles. Tandis que nous disons aux travailleurs : "Vous devrez traverser 15, 20 ou 50 ans de guerre civile [les auteurs se trouvent dans un contexte européen d'affrontements et de guerres civiles. réd.] ou de guerre internationale [quelque 50 ans plus tard éclatera la Première Guerre mondiale avec les crises de 1917 à 1920. réd.] non seulement afin de changer les conditions existantes, mais aussi pour vous changer vous-mêmes afin d'être aptes à une hégémonie [domination] politique", vous, sur l'autre versant, vous dites aux travailleurs : "Nous devons obtenir le pouvoir d'un coup, de suite, autrement nous devons aller nous coucher." »

« Afin de vous changer vous-mêmes afin d'être aptes à une hégémonie [domination] politique » : voilà le pro-

gramme de Marx pour le mouvement de la classe travailleuse, et cela aussi bien contre ceux qui disent chaque dimanche que les travailleurs peuvent prendre le pouvoir que contre ceux qui affirment qu'ils ne le pourront jamais. Le marxisme est donc né dans un combat devenu conscient contre les avocats des dictatures éducatives, des dictateurs-sauveurs, des élites révolutionnaires, des communistes autoritaires que contre des bienfaiteurs philanthropiques [ce protestantisme caritativiste qui a marqué si fortement la gauche helvétique. Réd.] et des bourgeois libéraux. Cela était le marxisme de Marx et non pas cette monstruosité caricaturale qui est labellisée à la fois par l'establishment académique (qui frémit face à l'esprit inébranlable d'opposition révolutionnaire de Marx au statu quo capitaliste) et par les staliniens et néo-staliniens qui doivent cacher que Marx avait déclaré une guerre à leur modèle. « Ce fut Marx qui a lié ensemble les deux idées de socialisme et de démocratie » [8], parce qu'il a développé une théorie qui a rendu possible cette synthèse pour la première fois. Le « noyau dur » de cette théorie réside dans la proposition suivante : il existe une majorité sociale qui a un intérêt et un mobile afin de changer le système ; et l'objectif du socialisme peut être l'éducation et la mobilisation de cette masse majoritaire. Elle est constituée de la classe des exploités, de la classe laborieuse, d'où provient, en fin de compte, la force motrice d'une révolution. De là un socialisme à partir d'en bas est possible, sur la base d'une théorie qui envisage les potentialités révolutionnaires d'amples majorités, même si elles apparaissent attardées, à certains moments et dans certaines régions. Le Capital, après tout, n'est

rien d'autre que la démonstration des fondements économiques de cette proposition.

Ce n'est qu'une telle théorie d'un socialisme de la majorité salariée qui rend possible la fusion d'un socialisme révolutionnaire et d'une démocratie révolutionnaire. Nous ne voulons pas ici argumenter en quoi notre conviction de ce que nous croyons est justifiée. Nous insistons seulement, ici, sur l'alternative. Tous les socialistes ou les prétendus réformistes qui rejettent cette approche doivent se ranger dans le camp du socialisme à partir d'en haut, que ce soit sous les variantes réformistes, utopiques, bureaucratiques, staliniennes, maoïstes ou castristes.

Cinq ans avant le Manifeste communiste, un récent converti au socialisme, âgé de 23 ans, écrivait dans la vieille tradition élitiste : « Nous pouvons recruter dans nos rangs dans ces classes [sociales] qui ont joui d'une assez bonne éducation, c'est-à-dire dans les universités et parmi les couches de commerçants... » Le jeune Engels [car c'était lui] a appris, par la suite, bien mieux. Mais cette sagesse obsolète continue à nous accompagner plus que jamais.

LE MYTHE

DE L'ANARCHISME

LIBERTAIRE

L'un des autoritaires les plus convaincus dans l'histoire du radicalisme [au sens de la gauche] n'est autre que « le père de l'anarchisme », Proudhon [1809-1865] dont le nom est, périodiquement, remis à l'ordre du jour comme un modèle « libertarien », à cause de sa répétition laborieuse du vocable « liberté » et parce qu'il invoquait la « révolution à partir d'en bas ».

Certains pourraient être prêts à passer par-dessus son antisémitisme de type hitlérien (« Le juif est l'ennemi de l'humanité. Il est nécessaire de renvoyer cette race en Asie ou de l'exterminer... »). Ou même d'omettre son racisme plus général (il pensait qu'il était correct que le sud des États-Unis maintienne les Noirs américains dans une situation d'esclavage dans la mesure où ces derniers se trouvaient à l'échelon le plus bas des races inférieures). Ou encore de se désintéresser de son exaltation de la guerre en tant que telle (sous une forme très similaire à Mussolini). Ou encore d'oublier sa perception selon laquelle la femme n'avait aucun droit (« Je lui dénie tout droit politique et toute véritable capacité d'initiative. Pour la femme, la liberté et le bien-être ne résident que dans le mariage, la maternité, et les devoirs ménagers. »). Cela revient à la formule « Kinder-Kirche-Küche » des nazis. Il n'est pas possible de dissimuler son opposition violente non seulement aux syndicalistes, mais, y compris, au droit de grève (il a même soutenu des actions de police brisant des grèves) et à toute et à chaque idée ayant trait au droit de vote, au suffrage universel, à la souveraineté populaire ainsi qu'à l'idée en soi de Constitutions (« Toute cette démocratie me dégoûte. Que ne donnerais-je pas pour voler dans les plumes, avec mon poing serré, de cette populace. »).

Ses écrits pour une société idéale intègrent spécialement la suppression de tout autre groupe [politique], de toute réunion de plus de 20 personnes, de toute presse libre et de toute élection. Dans les mêmes écrits, il envisage une « inquisition générale » et la condamnation de « plusieurs millions de personnes » aux travaux forcés, « une fois la ré-

volution faite ». En arrière-fond de ses vues, il y avait un mépris virulent pour les masses populaires, ce qui constitue le fondement nécessaire d'une conception du socialisme venant d'en haut, cela en contraste total avec le marxisme qui s'ancre dans une vision opposée. Les masses sont corrompues et bonnes à rien (« J'adore l'humanité, mais je crache sur les êtres humains ! »). Les hommes ne sont « que des sauvages que nous devons civiliser et cela sans en faire nos souverains », écrit-il à un ami qu'il reprend avec dédain : « Vous croyez toujours dans le peuple. » Le progrès, pour lui, ne peut être atteint que par la maîtrise que s'arroge une élite qui prend soin de n'accorder au peuple aucune souveraineté. A certains moments, il fut à la recherche de quelque dirigeant despotique comme pouvant être le dictateur unique qui pourrait amener la révolution : Louis Bonaparte (il écrivit un livre entier, en 1852, portant aux nues l'empereur, Napoléon III, comme le vecteur de la Révolution), puis le prince Jérôme Bonaparte et finalement le tsar Alexandre II [empereur de Russie dès 1855] à propos duquel il écrivit : « N'oubliez pas que le despotisme du tsar est nécessaire à la civilisation. »

Il y avait un candidat pour le travail de dictateur qui était évidemment plus proche de son domicile : lui-même. Il a élaboré un schéma détaillé pour un système économique mutualiste, à la forme coopérative, qui pourrait se diffuser afin d'intégrer tous les secteurs économiques et, de là, l'État. Dans ses écrits, Proudhon se donna le poste de gérant en chef (PDG), qui, naturellement, n'était pas soumis à un contrôle démocratique, qu'il méprisait tant. Il avait pris soin, à l'avance, d'en dessiner tous les détails : « Etablissement d'un program-

me secret pour tous les gérants. Élimination irrévocable de la royauté, de la démocratie, des propriétaires, etc. » « Les gérants sont les représentants naturels du pays. Les ministres ne sont que des dirigeants supérieurs ou des directeurs généraux : comme ce sera le cas un jour [...] Lorsque nous serons les maîtres, la religion sera ce que nous voulons qu'elle soit ; il en ira de même pour l'éducation, la philosophie, la justice, l'administration et le gouvernement. »

Le lecteur qui serait plein d'illusions sur l'anarchisme « libertarien » pourrait poser la question : y avait-il quelque chose qui ne soit pas sincère à propos de son grand amour pour la liberté ?

Pas du tout : il est seulement nécessaire de saisir ce que la « liberté » anarchiste signifie. Proudhon a écrit : « Le principe de liberté est celui à l'œuvre dans l'abbaye de Thélème [par référence à Rabelais] : faites ce que vous voulez. » Et ce principe signifie : « Toute personne qui ne peut pas faire ce qu'elle veut et rien de ce qu'elle veut a le droit à la révolte même seule contre le gouvernement, même si le gouvernement était formé par tous les autres. » Le seul homme qui dispose de ce genre de liberté est le despote. Cela représente la brillante intuition de Dostoïevski exposée de la sorte par Shigalev [le plan pour le « bonheur universel » et la « ville future » de Shigalev est présenté dans *Les Démons* en 1871] : « En commençant par la liberté illimitée, j'arrive au despotisme illimité. » L'histoire est similaire pour ce qui a trait au deuxième « père de l'anarchisme », Bakounine [1814-1876] dont les canevas pour la dictature et la suppression du contrôle démocratique sont mieux connus que ceux de Proudhon.

La raison de fond de cette similarité est la même : l'anarchisme n'est pas concerné par la création d'un contrôle démocratique venant d'en bas, mais seulement par la destruction de « l'autorité » sur l'individu, y compris l'autorité de la régulation la plus démocratique de la société qu'il soit possible d'imaginer. Cela a été exposé de manière très claire par les porte-parole les plus reconnus de l'anarchisme. Par exemple, George Woodcock [9] : « Même si la démocratie était possible, l'anarchiste ne la soutiendrait pas [...] Les anarchistes ne proposent pas la liberté politique. Ce qu'ils proposent, c'est la liberté par rapport à la politique... » « L'anarchisme est, par principe, foncièrement antidémocratique, dans la mesure où une autorité même idéalement démocratique reste toujours une autorité. Mais, dans la mesure où, rejetant la démocratie, il ne dispose d'autre moyen de résoudre les désaccords et les différences inévitables parmi les habitants de Thélème, la liberté sans limites pour chaque individu non contrôlé est impossible à distinguer du despotisme sans limite exercé par un tel individu. » Dès lors, la liberté illimitée pour chaque individu hors de tout contrôle devient impossible à distinguer d'un despotisme sans limite exercé par ce type d'individu, cela aussi bien en théorie qu'en pratique. Le grand problème de notre époque réside dans l'achèvement d'un contrôle démocratique à partir d'en bas sur le vaste pouvoir de l'autorité sociale moderne. L'anarchisme, qui est plus généreux que tout autre en termes de verbiage sur « quelque chose venant d'en bas », rejette cet objectif. C'est l'autre face de la médaille du despotisme bureaucratique, avec ses valeurs inversées. Mais ce n'est ni une solution ni une alternati-

ve à ce despotisme. (A suivre) n

Notes

1. La traduction française traditionnelle est la suivante : « Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement des droits et devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe », « Statuts provisoires de l'Association Internationale des Travailleurs » (AIT), in *Le Conseil Général de la Première Internationale 1864-1866*, Éditions du Progrès, 1972. Ces statuts, rédigés par Marx, seront adoptés par le Conseil central de l'AIT le 1^{er} novembre 1864.

2. Kautsky a publié un ouvrage en deux volumes intitulé *Forläufer des neueren Sozialismus* en 1895.

3. Voir sur le thème du totalitarisme l'ouvrage édité par Enzo Traverso, *Le Totalitarisme*, Le Seuil, Poche janvier 2001

4. Il devient roi en 1840, doit céder devant l'insurrection populaire en 1848 et se voit offrir en mars 1849 par le Parlement de Francfort la couronne impériale qu'il refuse, après un échec de constitution d'un empire il s'engagera dans une voie très autoritaire et réactionnaire. (Réd.)

5. Textes rédigés par Marx en 1844, publiés sous le nom de *Manuscrits de 1844*. Le sous-titre donné par Émile Bottigelli, « Économie politique et philosophie » traduit les diverses facettes de ces textes. Éditions sociales, 1962, pour la version française. (Réd.)

6. Voir l'ouvrage de Marx intitulé *La sainte famille*, ou critique de la critique critique, contre Bruno Bauer et consorts. Ce texte est avant tout une œuvre polémique. Publication en français : Éditions sociales, 1969. Réd.

7. En janvier 1846, Wilhelm Weitling arrive à Bruxelles à partir de Londres. Sur la genèse

et sur la Ligue des communistes, voir *La Ligue des communistes – Documents constitutifs rassemblés par Bert Andreas*, Aubier-Montaigne 1972. Réd.

8. Cette citation vient de l'autobiographie de H. G. Wells, l'inventeur des utopies les plus sombres du socialisme à partir d'en haut dans toute la littérature ; Wells, dans ce passage, dénonce Marx pour cette fusion historique. H.D.

9. Écrivain anarchiste né au Canada en 1912, décédé en 1995. Il fut partie prenante du mouvement anarchiste lors de la révolution espagnole en 1936-1937. Son ouvrage *L'anarchisme* fut publié en 1962.

DU VOTE !

Pour le gouvernement Raffarin, le 9 janvier est un tournant. Sur d'autres dossiers, en premier lieu la loi Sarkozy sur la « sécurité quotidienne », il a pu continuer à engranger les résultats du grand « rassemblement républicain » du 5 mai. Avec les retraites, il en va tout autrement. Du coup, il n'est plus question d'écouter « la France d'en bas », encore moins de respecter les résultats d'un vote. S'il avait été positif, le vote aurait servi de point d'appui aux projets du gouvernement. Ainsi François Fillon a-t-il déclaré à la veille du scrutin qu'il attendait du vote des salariés d'EDF-GDF en faveur de l'accord, négocié et accepté par la CFDT comme par l'appareil de la CGT, qu'il « éclaire d'un esprit de réforme » les discussions à venir entre le gouvernement, le Medef et les directions syndicales. Négatif, le vote à EDF-GDF a été suivi de l'annonce par Francis Mer d'un prochain passage en force : l'accord sera appliqué et la privatisation mise en œuvre. C'est l'exigence de Bruxelles et, plus spécifiquement encore, celle des fonds de placement financier qui veulent profiter des rentes juteuses produites par les entreprises de service public. La CFDT, la CFTC et la CGC ont également annoncé qu'elles n'avaient aucune intention de suivre les résultats du vote et de retirer leur signature. A la CGT, Denis Cohen a refusé de démissionner ou de tenir le congrès fédéral à la date prévue initialement. En exprimant sa surprise devant les résultats, Marc Blondel avoue que la victoire du « oui » aurait été pour FO une raison commode de s'aligner sur les autres confédérations. Les salariés et les retraités se sont exprimés. Ils se sont prononcés

contre la position des directions syndicales, contre Denis Cohen en particulier, qui ont jeté leur poids dans la balance pour obtenir la ratification de l'accord. La majorité a parlé et les directions syndicales doivent suivre la voie ouverte par le « non ». Sans leur appui, le gouvernement Raffarin est parfaitement incapable d'imposer l'allongement des durées de cotisation (à commencer par la Fonction publique) ou la réduction du montant des retraites servies (le « taux de remplacement »). Le texte commun signé par ces directions syndicales (FO compris) deux jours avant le vote tablait sur une victoire du « oui » à EDF-GDF. Les directions syndicales y acceptent la « nécessité de réformes », c'est-à-dire de nouveaux coups de canif dans le système de la répartition. Dans ce texte, elles acceptent les quarante années de cotisation, déjà imposées aux salariés du secteur privé par le gouvernement Balladur, comme la norme à laquelle ne viendraient faire exception que des situations particulières à certaines professions. Elles acceptent de négocier la baisse du montant des retraites servies. Après le vote à EDF-GDF, il est clair que, pour les travailleurs, la déclaration commune des centrales du 7 janvier est nulle et non avenue. C'est aux militants dans les syndicats, FSU incluse, de s'assurer que les directions le comprennent.

COMMENT RÉPONDRE

À L'ANNONCE

DU PASSAGE EN FORCE ?

Le passage en force annoncé à EDF-GDF appelle la préparation de ce que les militants nomment le nouveau « Tous ensemble ». Les conditions subjectives de cette pers-

pective sont renforcées par le vote du 9 janvier 2003. Le « non » à l'accord EDF-GDF marque la fin de l'état de latence dans la lutte des classes auquel le vote d'union nationale en faveur de Chirac au second tour des présidentielles a largement contribué. Sur le plan du regroupement des travailleurs sur le terrain de la lutte des classes, la victoire du « non » représente un premier prolongement, dénué de toute ambiguïté, du vote du 21 avril 2002. Les travailleurs ont rejeté l'accord de la même façon qu'ils avaient rejeté, par l'abstention et le vote positif en faveur de LO, de la LCR et, à un bien moindre degré, du PT, la politique du gouvernement Jospin et de tous les partis de la gauche plurielle. Les 10 % de votants pour les organisations d'extrême gauche ne se sont pas évanouis. A EDF-GDF ils se sont même transformés en 53 %, en majorité ! Après s'être manifestés électoralement en avril, ils viennent de réaffirmer leur existence sur le terrain immédiat de la lutte sociale, dans un contexte politique et social où, face aux licenciements, les réactions des travailleurs se font plus déterminées, plus brutales. En parlant des occupations et des menaces de sabotage employées dans certains conflits, c'est évacuer le problème que de parler de « manifestations de désespoir ». Les travailleurs comprennent que leur avenir et celui de leurs enfants est en jeu. Le bloc majoritaire pour le « non » qui s'est constitué à EDF-GDF entre les militants et les travailleurs contre Roussey et Raffarin est une traduction concrète du Front unique contemporain. Il ne s'est pas fait par des suppliques aux appareils, mais contre ceux-ci, avec l'accord et l'appui des salariés. Le futur « Tous ensemble » se construira et se mènera de la mê-

me manière.

L'un des terrains les plus décisifs de la recomposition du mouvement ouvrier est le combat pour arracher la direction des syndicats des mains de ceux qui sont plus sensibles aux « arguments » du gouvernement et du patronat qu'à ceux des syndiqués et des travailleurs, et qui croient savoir « ce qui est bon pour les salariés » mieux qu'eux. Pour une fois, les travailleurs ont pu s'exprimer. A EDF-GDF personne ne peut venir reprocher aux militants d'avoir entravé par des « pratiques minoritaires » l'exercice de la démocratie. C'est aux directions syndicales de montrer leur « respect de la démocratie » et de s'aligner sur la volonté des travailleurs. Le prochain congrès confédéral de la CGT sera un moment important de ce combat et un tremplin pour le futur « Tous ensemble ».

UNE FORCE POLITIQUE

DISPONIBLE

Derrière les 53 % à EDF-GDF, les 10 % de votants pour l'extrême gauche viennent de se rappeler à tous, donc aussi à l'extrême-gauche elle-même. A la fois comme élément moteur du Front unique et comme force disponible en vue de la construction d'une expression politique de combat anticapitaliste. On sait qu'à la suite de l'initiative lancée par la LCR en juin 2002, Carré Rouge a décidé, en tant que comité de rédaction, de répondre positivement. Une longue rencontre a eu lieu et a permis de dégager les thèmes d'une discussion orale et écrite. Des documents ont été échangés, d'autres sont en préparation. Ils seront publiés dans le n° 25. D'ores et déjà, nous disons à la LCR : la force potentielle pour la

construction d'un nouveau parti vient de se rappeler à vous. Elle est faite de salariés qui ont cessé de suivre les directions syndicales, qui se sont opposés à elles, qui ont compris qu'ils doivent penser et agir de façon autonome. Pour eux, dire « non » est un premier pas, indispensable. Il peut ouvrir la voie au pas suivant : dire ensemble et avec d'autres ce pour quoi l'on est. Dire quelle pourrait être l'esquisse d'une autre société dans laquelle les salariés contrôlèrent la production et la répartition et, s'agissant des retraites, où ils régleraient le partage entre travailleurs actifs et inactifs. C'est à ces femmes et à ces hommes que la LCR peut s'adresser en leur disant en substance ceci :

« la majorité pour une autre société, qui commence à se former dans les luttes et qui aspire à un nouveau "Tous ensemble", va avoir besoin d'une organisation politique nouvelle, nouvelle par son programme comme par ses formes. Comme LCR, nous sommes prêts à entreprendre sa construction avec vous. Nous vous aiderons à vous rassembler, à vous retrouver. Nous mettons à votre disposition nos locaux, mais aussi et surtout ce que nous avons accumulé comme expérience politique, nos discussions, les bilans que nous avons tirés de l'expérience du combat pour le socialisme au XX^e siècle ».

Il va sans dire que cette approche résorberait l'essentiel des différends qui existent actuellement entre Carré Rouge et la LCR.

ARGENTINE ET BRÉSIL

Dans ce numéro, nous avons cherché à présenter des éléments d'information, d'opinion et d'analyse sur l'Argentine. Il y a un an, le soulèvement du peuple de Buenos Aires, et

derrière lui celui de l'Argentine tout entier, avait provoqué la chute du président de la République, Fernando De la Rúa, et ouvert une situation qui semblait pouvoir cheminer vers la mise en cause complète du régime politique et, au-delà de celui-ci, des rapports de propriété et des rapports sociaux de production. Le cri « Que se vayan todos » (Qu'ils s'en aillent tous !) résumait le sentiment des masses à l'adresse du personnel politique et des institutions de l'Argentine, mais aussi à l'égard des groupes économiques étrangers (dont France Télécom, EDF, Renault, Louis Dreyfus, etc.) et du FMI. Un an plus tard, la crise sociale s'est encore aggravée, de même que le rejet du personnel politique et des institutions ; mais les forces politiques, au premier rang desquelles les partis d'extrême gauche, et le mouvement d'auto-organisation n'ont pas encore su leur opposer les bases d'un pouvoir politique et social nouveau. Nous espérons que les contributions argentines et françaises qui font le gros de ce numéro aideront à expliquer la source de certaines difficultés, et qu'ils éclaireront aussi les enjeux français et européens potentiels de ce qui se joue en Argentine. Dans le prochain numéro, nous tenterons de faire un effort un peu semblable à propos du Brésil. Disons simplement à ce stade, que le gouvernement de Lula est un gouvernement d'alliance avec une partie significative de la bourgeoisie. L'objectif du PT est de mener une expérience type Jospin qui, elle, « réussirait », qui parviendrait à persuader les travailleurs et les masses exploités « d'attendre », « d'être patients » et de comprendre les « raisons des marchés » ainsi que la nécessité de composer avec le FMI. La participation à ce gouver-

nement de dirigeants du courant « Démocratie socialiste », avec qui la LCR a eu des relations étroites dans le passé, nous paraît être plus que de l'opportunisme : une forfaiture.

UN NUMÉRO COMMUN

AVEC A L'ENCONTRE

En juin 2003, on le sait, le G8 se tient à Évian. La revue suisse A l'Encontre, ainsi que les publications de langue allemande et italienne animées par les militants du Mouvement pour le socialisme ont proposé à Carré Rouge de publier en mai 2003 un numéro spécial com-

mun. L'objectif serait de contribuer à donner au combat « anti-mondialiste » ou « alter mondialiste » un peu de l'éclairage politique théorique qui lui fait défaut actuellement pour qu'il devienne un vrai combat anticapitaliste. Le Forum social de Florence a été un grand succès, mais il l'a été surtout en raison de l'apport italien, marqué comme dans tous les autres rassemblements italiens depuis Gênes par une rupture politique avec la « gauche de gouvernement » d'un type qui n'a absolument pas encore eu lieu en France. Les appels lancés au moment du G8 trancheront-ils avec les textes du type de ceux qui, en octobre 2002, ont

cadre la manifestation parisienne contre la guerre en Irak ? Espérons-le. En tout état de cause, la perspective anticapitaliste a grandement besoin d'un éclairage théorique plus tranché que ce n'est actuellement le cas. Un premier projet de sommaire a été esquissé. Il fait appel à des collaborations qui ne se réduisent pas à A l'Encontre et à Carré Rouge, et qui marquent notre volonté commune de contribuer à fédérer toutes les énergies.n